

*Tom Thomas*

# Conscience et Lutte de classe

**Contradictions**

**1<sup>er</sup> trimestre 2006**

TOM THOMAS

**Conscience  
et lutte de classe**

## LISTE DES OUVRAGES DE T. THOMAS

Sur le chômage, la diminution du temps de travail, le partage du travail, un autre travail (et critique des thèses bourgeoises, Aznar, Gorz, Meda, Lipietz, etc...) :

Crise, technique et temps de travail (1988).

Partager le travail, c'est changer le travail (1994).

Ni fin du travail, ni travail sans fins (1998).

Sur quelques problèmes du passage au communisme :

Le capitalisme des deux mondes (1990).

A propos des révolutions du 20<sup>e</sup> siècle, ou le détour irlandais (1990) épuisé.

Marx et la transition au communisme (2000).

Une critique de l'écologie politique :

L'écologie du sapeur Camember (1992).

L'individu privé, sa société, l'Etat et ses formes politiques :

Une brève histoire de l'individu (1993).

Les racines du fascisme (1996).

L'Etat et le capital (l'exemple français) (2002).

Sur l'origine de l'argent et de sa domination, la finance et les crises financières, la critique des thèses bourgeoises sur la « mondialisation » et la « financiarisation » :

L'hégémonie du capital financier et sa critique (1999).

Les mondialisations (2003).

La crise chronique ou le stade sénile du capitalisme (2004).

COMMANDE : ALBATROZ, B.P. 404, 75969, Paris, Cedex 20, France.  
Chaque ouvrage 10 euros, port compris.

## INTRODUCTION

Dans mon dernier ouvrage, « La crise chronique, ou le stade sénile du capital »<sup>1</sup>, j'ai montré que le capital a atteint cet âge sénile où, globalement, son accumulation ralentit sérieusement, voire stagne dans une sorte de décrépitude chronique, entrecoupée de brèves phases de « reprises » suivies aussitôt de « krachs » de plus en plus violents. Cela pour avoir accompli l'essentiel de ce que son rôle historique avait de positif pour l'humanité : développer les sciences et les techniques de telle sorte que les hommes peuvent produire de plus en plus de richesses et satisfaire des besoins de plus en plus variés<sup>2</sup> tout en fournissant de moins en moins de travail contraint, déplaisant, grâce à des machines de plus en plus efficaces, dont les performances productives ont particulièrement explosé au cours du demi-siècle dernier. Mais, c'est paradoxalement ce positif, cet extraordinaire niveau atteint par la productivité dans la production de masse qui est au cœur de la crise actuelle<sup>3</sup>, qui s'avère négatif pour le capital et son monde. Comprendre cela, c'est comprendre le scandale qui le condamne. Ce qui devrait être le moyen de libérer l'humanité aussi bien de la pauvreté que de la malédiction du travail contraint, qui répugne, enchaîne et divise, est, sous la domination du capital, source de catastrophes de plus en plus gravissimes, l'amène à détruire de plus en plus d'hommes et jusqu'à, peut-être, la planète toute entière. Plus la production de richesses devient abondante, variée, moins elle réclame de sueur et de peines, et plus le capital engendre de misère, de chômage, de morts, de destructions, comme nécessités pour produire quand même, coûte que coûte, du profit. Le scandale a donc une cause purement sociale, celle d'un rapport social, la propriété privée des conditions de la production, ou, c'est évidemment identique, leur non propriété pour la masse, immensément majoritaire, des prolétaires<sup>4</sup>. La première évidente conclusion est

---

1 Contradictions, 2004. Ce paragraphe n'en donne évidemment qu'un résumé excessivement sommaire.

2 Je ne discute pas ici de la qualité de ces richesses et besoins dont on sait que le pire (réification, aliénation) domine le meilleur.

3 Et non pas, comme il faut le répéter sans cesse face aux apologistes de l'Etat, les extravagances du « mauvais » capital financier, qui ne sont qu'un élément déclenchant et aggravant, l'excroissance de ce capital étant elle-même inhérente à l'accumulation du capital en général.

4 Rappelons pour mémoire que le prolétaire est, stricto sensu, celui qui n'a que sa force de travail pour gagner sa vie. L'ouvrier est un prolétaire de l'industrie et des transports (di-

donc que le scandale peut être aboli par la condamnation du capital à la peine capitale, et son exécution.

La deuxième s'ensuit immédiatement. Elle découle de ce fait que la cause profonde de la crise actuelle ne laissait pas aux fonctionnaires du capital d'autre alternative que l'abaissement absolu, et pas seulement relatif, des coûts salariaux des prolétaires employés, tout en aggravant leurs conditions de travail et en augmentant parallèlement (ce sont bien sûr des phénomènes complémentaires) la précarité et le chômage. Ils doivent agir en ce sens, c'est une obligation, pas une question de morale (corruption, spéculation, magouilles et fraudes diverses ne sont, quelles que soient les sommes en jeu, que l'écume du monde capitaliste, en même temps que parfaitement conformes aux comportements d'accaparement qui lui sont inhérents). Comprendre qu'il s'agit bien d'une obligation pour le capital, et non d'un choix politique « libéral » auquel pourrait s'opposer un autre choix « social » dans le cadre du capitalisme, est un point essentiel, qui doit amener des prolétaires de plus en plus nombreux à se séparer, à juste titre, de leurs faux amis de la gauche. Ceux-la prétendent que la crise ne serait due qu'aux exagérations d'un capital financier démesurément grossi, échappant aux contrôles démocratiques des Etats parce que mondialisé, et parce que ceux-ci, de surcroît, aux mains de politiciens « libéraux », auraient sciemment « abandonné » leurs pouvoirs sur le capital. Selon cette analyse superficielle, pire, mystificatrice en ce qu'elle mythifie l'Etat, une autre politique serait donc possible pourvu que ce même Etat soit entre leurs mains expertes, et devienne alors ce qu'il devrait soi-disant être dans l'idéologie bourgeoise : un Etat au service de l'intérêt général, qui saurait étouffer les mauvais côtés du capital tandis que ses « bons » côtés seraient développés, en même temps qu'il assurerait une « juste répartition » de la croissance des richesses entre profits et salaires.

Croissance des profits et croissance de la masse des salariés, et même seulement des salaires, c'est ce dont, entre autres contradictions, la crise indique que l'antagonisme est devenu absolu. Et c'est bien pourquoi d'ailleurs partout et chaque fois que la dite gauche parvient au pouvoir, elle est obligée, quelle que soit – soyons très charitable – l'éventuelle sincérité de tel ou tel de ses dirigeants dans la volonté d'améliorer le sort

---

rectement productif de plus-value). Quoique, dans le langage courant, l'un et l'autre se confondent.

du peuple, de faire le contraire<sup>5</sup>. C'est que non seulement le capital ne peut pas exister sans l'exploitation des prolétaires, mais que même il ne peut plus aujourd'hui leur accorder quelques miettes de ses gains comme, par exemple, pendant l'époque des dites « trente glorieuses » (la guerre ayant alors créé les conditions d'une nouvelle phase d'accumulation dite « fordiste » où de forts gains de productivité dans les pays développés y permettaient une croissance à la fois des profits, de l'emploi et du pouvoir d'achat). La surproduction de capital entraîne qu'une masse de plus en plus grande d'argent ou de moyens de production ne trouve plus à s'employer comme tel, c'est-à-dire à se valoriser dans un processus réellement productif de plus-value, qu'en éliminant du circuit autant ou plus de capitaux qu'il n'en est investi de nouveaux<sup>6</sup>. En face d'une masse énorme de capitaux, dont une part de plus en plus grande se stérilise sous forme de capital financier, un capital qui, quoi que fictif, absorbe néanmoins une part de la plus-value globale, il y a ce prolétariat de plus en plus précarisé, désœuvré, paupérisé jusqu'à la famine quand ce n'est pas massacré par quelques guerres impérialistes comme en Yougoslavie, en Palestine ou en Irak ; mais aussi prolétariat massif, « mondialisé », déraciné partout des ruralités archaïques et conservatrices en étant précipité dans d'immenses concentrations urbaines, banlieues misérables, favellas et bidonvilles. Face à cette aggravation des antagonismes, les fonctionnaires du capital, qu'ils soient de gauche ou de droite, n'ont plus de « grain à moudre », de miettes à distribuer pour tenter de les aplanir. Ils n'ont plus, pour maintenir la domination et la reproduction du capital, que des moyens coercitifs. Il y a l'utilisation de la concurrence entre prolétaires et de la peur du chômage pour briser les résistances, exciter le chacun pour soi et, au delà, les nationalismes. Il y a, et de plus en plus, le renforcement des opérations de police, l'emprisonnement massif des pauvres, et ces guerres impérialistes permanentes du capital mondialisé. Et, pour justifier le tout, il y a la mainmise absolue sur les médias et l'intensification du bourrage de crâne.

Ce constat de la situation, des causes et des effets de la crise, amène à la troisième conclusion. Elle est que ce niveau de développement de la

5 Sincères ils sont massacrés comme S. Allende le fût au Chili pour avoir maintenu intact l'Etat bourgeois, révééré le parlementarisme et refusé d'armer les masses ; mais le plus souvent charlatans politiques, comme aujourd'hui Lula au Brésil, et, depuis longtemps, en Europe où ils ont soutenu toutes les guerres du capital et combattu toutes les révolutions.

6 Ce qui augmente encore plus vite la productivité générale, seules les entreprises hautement productives subsistant dans cette concurrence acharnée, donc accentue la tendance à la surproduction de capital.

puissance productive qui en est le fondement n'est pas seulement le facteur de calamités. Il l'est pour les sociétés actuelles fondées sur les rapports d'appropriation capitalistes qui deviennent antagoniques à ce développement. Mais il est aussi la réalisation de conditions permettant l'avènement d'un autre type de société. Une société fondée sur le travail qualitativement riche, donc une communauté d'individus échangeant directement et librement leurs travaux, d'individus directement sociaux au lieu de l'être par l'intermédiaire de puissances hors d'eux, l'argent, la « main invisible » du marché, l'Etat. Pour mémoire rappelons les deux principales de ces conditions objectives :

- « L'abondance » que permet l'efficacité productive. C'est-à-dire non pas la production illimitée<sup>7</sup> de n'importe quoi, mais la possibilité d'être libéré des travaux harassants, vulgaires, ou même étroitement limités à une spécialité de détail, vides ou pauvres de contenu artistique ou intellectuel. Autrement dit encore, le temps disponible pour que chacun puisse se développer à travers des travaux riches de ce contenu supérieur, source de jouissances supérieures et du développement des uns par les autres dans l'échange libre et gratuit de qualités. Ce n'est que sur de telles bases que tous peuvent participer à la gestion maîtrisée de leurs rapports, de la société.

- L'existence d'un vaste prolétariat mondial, individus de plus en plus dépouillés de toute propriété des conditions et moyens de leur existence par le pôle du capital, et donc obligés par lui à lutter contre lui pour leur vie. D'abord ils résistent à ses « empiétements », tentent de lui arracher quelques concessions, de maintenir plus ou moins les « acquis », et de sauver leur peau en ordre dispersé. Mais tout cela n'est que reculer pour obtenir encore pire plus tard. L'analyse de la crise du capitalisme comme l'observation de ses actes quotidiens nous disent que la question est aujourd'hui à nouveau communisme ou barbarie (cela bien que le mot communisme soit difficile à employer de façon compréhensible tant il a été galvaudé !). Il faut détruire le capital, mais pour cela il faut s'en donner les moyens, parmi lesquels la conscience de cette nécessité et des buts à atteindre.

7 K. Marx fait très justement remarquer que dans la jouissance aliénée de « avoir » des choses, il n'y a pas de limites puisqu'elle est quantitative. Alors que dans la jouissance « d'être », il y a des limites : celles des efforts, du temps qu'il faut consacrer pour s'approprier des qualités (la maîtrise de tel art, telle science, etc.), et des capacités d'appropriation des individus qui ne sont évidemment pas infinies.

L'édification de ces moyens et de cette conscience vont de pair dans et par la lutte de classe. C'est cette question, aussi vieille que le mouvement communiste, et même plus, qui va être discutée dans cet ouvrage. Il s'agit d'examiner comment les prolétaires peuvent passer de luttes défensives, et plus ou moins dispersées, de résistance contre leur exploitation accrue, à une lutte de classe commune offensive pour détruire le capital, c'est-à-dire pour le communisme. Ou encore, ce qui est la même chose, comment ils peuvent se constituer en classe indépendante posant et accomplissant ses propres buts : sa destruction, donc celle de son autre face, la bourgeoisie.

Il est certain que les prolétaires vont être obligés de donner une grande ampleur à leurs luttes dans les années à venir du fait de l'aggravation tout aussi certaine de leurs conditions de vie, même dans les pays les plus développés. Mais on sait aussi qu'elles peuvent prendre deux grandes directions opposées. Soit celle de s'en remettre à l'Etat (éventuellement plus ou moins européen pour les pays concernés) – et donc à « son » capital et à ses fonctionnaires – d'assurer une meilleure situation à la Nation et son peuple. On sait que c'est une telle orientation de type nationaliste-étatiste qui a conduit, autrefois, aux fascismes<sup>8</sup>, et, d'une façon plus générale aux guerres. Soit celle de lutter contre l'Etat bourgeois, pour le détruire afin que le prolétariat s'assure lui-même des conditions de la production de sa vie et de la société (détruire l'appropriation privée de ces conditions).

Ces deux grandes directions ne sont pas des idées venues de nulle part. Nous montrerons que les idées qui les expriment ont toutes des bases objectives, dans les rapports sociaux du capitalisme. L'idéologie étatiste-nationaliste (interclassiste) est un développement des divers « fétichismes » induits par ces rapports. Tandis que la conscience révolutionnaire communiste plonge ses racines dans la perception des causes de l'exploitation capitaliste et des conditions objectives réalisées par le capitalisme lui-même d'une possible autre société (de possibles autres rapports sociaux).

La réalisation des conditions subjectives d'une lutte du prolétariat dans cette voie révolutionnaire semble donc opposer conscience et fétichismes, idées justes et idées fausses des causes, et donc des solutions qui en découlent dans une situation historique déterminée. Mais comment la conscience de la réalité de ces causes et conditions peut-elle se faire jour

8 Voir T. Thomas, *Les Racines du Fascisme*, éd. Albatroz.

alors justement que le monde de l'apparence des phénomènes, les formes phénoménales que prennent les rapports sociaux capitalistes dans leurs manifestations immédiates et spontanément visibles, induisent, inéluctablement, les fétichismes (et cela sera rappelé dès le premier chapitre de cet ouvrage) ? Nous verrons que la conscience ne peut pas être un préalable, posée toute constituée face aux fétichismes qui sont la base de l'idéologie bourgeoise, dominante, dont les prolétaires n'auraient qu'à s'emparer. Mais qu'elle ne se développe que dans la lutte classe contre classe qui dévoile progressivement à une masse toujours plus grande de prolétaires les racines du capital et de la société bourgeoise comme catastrophes, et pourquoi il est possible de les éradiquer. Autrement dit nous verrons que seule la lutte pratique réelle contre le capital fait progresser le prolétariat dans ce mouvement d'éradication des fétichismes et, parallèlement, d'élévation de la conscience. Et nous verrons alors que cette lutte, de même que l'élévation de la conscience, nécessitent le moyen d'un Parti de la classe. Cette nécessité sera réaffirmée dans ses principes généraux malgré – ou plutôt à cause de – toutes les critiques violentes et tonitruantes, qui ont été élevées à l'état de dogme indiscutable, à l'encontre de l'idée de Parti et qu'il convient de combattre. Il s'agissait notamment pour la bourgeoisie, et il s'agit toujours, de profiter des terribles erreurs et crimes du stalinisme, commises à l'aide de Partis transformés en appareils d'encadrement bureaucratique, policier, et d'abrutissement idéologique du prolétariat, afin d'essayer de lui ôter toute volonté de se reconstruire comme classe indépendante à travers une lutte révolutionnaire organisée et lucide.

[AVERTISSEMENT : Les citations de Marx figurant dans cet ouvrage sont tirées, sauf indication contraire, des Editions Sociales, nommées E.S., et, pour celles du *Capital*, chiffrées I, II, III, IV pour les Livres, 1, 2, 3, pour les tomes. Elles ne sont pas là comme argument d'autorité (bien que Marx soit une évidente autorité), ni comme une référence prudente à une quelconque orthodoxie, mais tout simplement utilisées quand Marx exprime mieux que quiconque une idée utile à mon propos. Que cela arrive souvent n'est dû qu'au génie particulier de celui-ci.]

## Chapitre I.

# LES FETICHISMES, OU LE POUVOIR ATTRIBUE AUX CHOSES

Le procès de la transition au communisme est celui par lequel le prolétariat se constitue en classe indépendante de la bourgeoisie, afin de faire valoir son intérêt propre qui est de se dissoudre, ce qui est évidemment la dissolution aussi de la bourgeoisie. Il est celui où il agit en prenant progressivement conscience de la nécessité, non pas de lui arracher des concessions, des accommodements<sup>1</sup>, mais de la supprimer pour se supprimer lui-même, et parce que c'est la même chose. Autrement dit, ce procès aboutit, au bout d'une période plus ou moins longue, suivant les conditions historiques, à la conscience de ce que sont les rapports d'appropriation des conditions de la production par une classe particulière, et à leur abolition pratique. Cette prise de conscience n'est ni spontanée ni immédiate, mais s'opère et progresse tout au long du procès révolutionnaire. Car elle découle du niveau de la lutte active contre la bourgeoisie autant qu'elle le conditionne. En effet les racines les plus profondes de l'existence des classes, celles de cette appropriation privée des conditions de la production, ne se découvrent qu'au fur et à mesure qu'elle est dépouillée des diverses formes qu'elle prend, des plus apparentes (la propriété juridique, la finance, le patrimoine) aux plus profondes (la division du travail qui lui réserve la propriété intellectuelle)<sup>2</sup>.

Dans un premier temps le prolétariat ne pose ses exigences face à la bourgeoisie que dans son affirmation comme classe indépendante, ayant ses intérêts propres, donc dans son affirmation en tant que prolétariat. Nous verrons que celle-ci peut se résumer dans un premier temps comme

---

1 « Il n'est donc pas étonnant que les travailleurs, qu'on traite comme des bêtes, deviennent vraiment des bêtes, ou bien n'aient, pour sauvegarder leur conscience d'hommes et le sentiment qu'ils sont des êtres humains, que la haine la plus farouche, qu'une révolte intérieure permanente contre la bourgeoisie au pouvoir. Ils ne sont des hommes que tant qu'ils ressentent de la colère contre la classe dominante ; ils deviennent des bêtes dès qu'ils s'accommodent patiemment de leur joug, ne cherchant qu'à rendre agréable leur vie sous le joug, sans chercher à briser celui-ci. » F. Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, E.S., p.161.

2 Pour un développement plus argumenté sur cette question de la propriété, voir T. Thomas, *Marx et la transition au communisme*, éd. Albatroz.

l'exigence de partager équitablement le travail contraint nécessaire et les richesses, l'exigence d'Égalité dans tous les domaines. Mais aussi exigence de temps libre pour soi, d'économiser ce travail pénible, répugnant, jusqu'à, finalement, celle de le supprimer, par laquelle le prolétariat pose celle de sa dissolution, et qui peut se résumer par l'exigence de Liberté.

Se constituer en classe indépendante veut dire, comme nous le développerons plus loin, poser ses intérêts, même les plus immédiats comme, premièrement, de telle sorte qu'ils soient des intérêts de toute la classe (universalité), et, deuxièmement, comme radicaux, c'est-à-dire posés dans l'antagonisme avec la bourgeoisie, ne tenant compte dans les différentes phases de la lutte que du rapport des forces, et non d'un quelconque souci de la légalité bourgeoise dite démocratique. C'est donc affirmer dans ses luttes l'unité de toute la classe contre les différents corporatismes, et que la classe ne fait pas dépendre ses exigences de la bonne santé de son entreprise, ni de « son » capital national, fût-il étatisé, ni d'un quelconque intérêt général, fût-il patriotique, qu'il partagerait un tant soit peu avec la bourgeoisie dans le cadre d'une communauté imaginaire, la Nation. C'est affirmer que ses intérêts ne dépendent pas d'une plus ou moins bonne gestion de l'Etat, par exemple par la fraction de la bourgeoisie qui s'autoproclame de gauche, socialiste ou communiste, plutôt que par sa fraction de droite (à supposer qu'il soit encore possible de faire cette différence).

Or il n'échappe à personne que le prolétariat européen, pour en rester à la situation qui nous est la plus familière, n'est pas, depuis longtemps, et dans sa majorité encore, engagé dans cette voie de se construire comme classe indépendante. Il y a à cette situation des raisons historiques (par exemple le poids des partis staliniens jusque vers les années 70-80), des raisons économiques (les « miettes » de la période de forte croissance d'après guerre que distribuait « l'Etat Providence », et qui, justement, nourrissaient aussi l'influence de ces partis). Mais tout ça s'est sérieusement effrité avec la crise de ces trente dernières années. Alors on évoque l'extraordinaire puissance de la propagande bourgeoise qui, forte du monopole de l'éducation et de tous les médias, et de la force de pénétration de ces médias dans le peuple (radio, télévision), martèle, jour après jour, que ce système est le meilleur possible, que son fonctionnement est la conséquence de lois aussi inexorables que des lois naturelles, et surtout, préférant s'éloigner du terrain miné de ces explications fumeuses, abrute consciencieusement les masses sous un déferlement de divertissements plus débiles les uns que les autres, manipule systématiquement l'opinion à

travers une présentation au mieux tronquée et biaisée, souvent carrément mensongère, des faits.

Certes, les énormes moyens de propagande dont la bourgeoisie dispose à sa guise sont une arme très puissante dont elle use abondamment pour conforter sa domination. Marx et Engels, quand ils avaient écrit dans le Manifeste du Parti Communiste que « *les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante* », l'expliquaient par cette cause que les individus de la classe dominante dominent aussi « *comme producteurs d'idées* » du fait qu'ils détiennent toutes les propriétés, matérielles et intellectuelles, de cette production. Mais cette propriété des moyens n'explique pas tout. Ils ajoutaient aussi à cette affirmation<sup>3</sup> que « *les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels saisis sous forme d'idées...* » En effet, les idées bourgeoises ne domineraient pas si elles n'étaient toutes que de purs mensonges, si elles ne reposaient sur rien d'apparent, sur aucun fragment de réalité. Elles arrivent à dominer parce qu'elles reflètent une partie de la réalité, des phénomènes que chacun voit, mais ne voit qu'en tant qu'il s'agit de phénomènes apparents, manifestations à la superficie d'une réalité plus profonde qui leur est cachée. Apparents ne veut pas dire inexistant, irréels, mais ce qui se voit spontanément, sans creuser (connaissance sensible, immédiate, empirique).

Or l'idéologie bourgeoise exprime, à sa façon, cette apparence. Et comme cette réalité superficielle est la plus visible, la plus aisément accessible, il est facile de comprendre qu'elle offre une base toute prête à sa domination. Il s'agit du monde de la superficie du capitalisme, que Marx appelait « le Monde Enchanté », où il apparaît que c'est le capital qui produit le profit, la propriété foncière la rente, et l'argent, détaché de la production, l'intérêt (détaché, lui, du profit). Il faut, pour expliquer quant au fond, la force des idées bourgeoises, en revenir à l'explication de ce Monde Enchanté, « *le monde inversé, le monde à l'envers où Monsieur le Capital et Madame le Terre, à la fois caractères sociaux mais en même temps simples choses, dansent leur ronde fantomatique* »<sup>4</sup>. C'est le monde des phénomènes apparents, où il semble que ce soient les mouvements et rapports des choses, tels que argent, profit, marchandise, intérêt, salaires, etc., qui déterminent ceux des hommes - qui déterminent leurs vies - la croissance ou la crise, l'emploi ou le chômage, la richesse ou la pauvreté,

3 Dans l'*Idéologie Allemande*, ES, p. 44.

4 K.Marx, *Le Capital*, ES, III, 3, p.207.

etc. Ainsi ce que font et que sont les hommes serait déterminé par les mouvements de ces choses qu'ils ont produites et qui se comportent comme des puissances extérieures à eux, suivant leurs propres « lois », auxquelles ils doivent se soumettre bien qu'ils les aient produites. Puissances extérieures mystérieuses dites « le marché », « l'économie », auxquelles il faut ajouter cette autre à laquelle ils confèrent, mais cette fois par leur propre construction, leurs puissances personnelles, l'Etat. Celui-ci se pose alors à leurs yeux comme leurs forces additionnées par eux volontairement, chargé par eux de réguler, domestiquer, humaniser, ces mystérieuses puissances (mettre « l'économie » capitaliste au service des hommes, comme si elle n'était pas leurs propres activités !). Mais à y regarder de plus près, l'Etat n'existe que comme la conséquence de l'impuissance sociale des individus privés et comme construction de leur puissance sociale en tant qu'elle est appropriée et reproduite, grâce à lui, par la seule classe dominante. L'Etat est donc la manifestation des mêmes rapports sociaux que les autres puissances extérieures que sont ces « simples choses » qui sont l'objet de la « science économique » bourgeoise.

Ces puissances qui se manifestent ainsi à la surface du monde capitaliste y ont donc là une réalité. Et les hommes agissent selon celle-ci qu'ils perçoivent et que des intellectuels officiels traduisent en « lois », économiques et juridiques, en philosophie et littérature sur la « nature humaine », en histoire et sociologie décrivant ce monde de la superficie comme l'entière réalité, toutes choses enseignées aux individus dès leur plus jeune âge. Ces « lois » formulées par des esprits aussi vantés jouent, tout comme les religions, le rôle de justifier envers et contre tout le système existant. Pour sa part Marx a appelé ces puissances des fétiches, ayant démontré qu'elles n'étaient que des créations des hommes, qui les dominent uniquement parce qu'ils ignorent les causes de leur existence, qu'elles ne sont que des manifestations de certains rapports historiques de production. Il a démontré comment ces manifestations forment ce « monde inversé » où les produits deviennent des causes, le travail passé domine le travail vivant, et où la soi-disant association volontaire des individus, l'Etat, est un pouvoir politique, séparé, qui les dépouille en réalité de toute puissance sociale.

Le Monde Enchanté est celui de la domination de ces fétiches. Toute l'œuvre théorique de Marx, notamment le Capital, est l'analyse et le démontage de ces fétiches afin de trouver la vérité scientifique des phénomènes apparents, ou, si l'on veut, de trouver de quels « rapports matériels », de quelles « circonstances », ils sont les produits, c'est-à-dire

aussi dont les idées dominantes sont les produits. Pour analyser la domination de l'idéologie bourgeoise, et la façon d'en sortir, il nous faut donc d'abord en revenir, ne serait-ce que brièvement, à l'analyse des fondements des fétichismes puisqu'eux mêmes sont ceux de cette idéologie, sur laquelle la propagande bourgeoise se greffe, et se gonfle aujourd'hui en totalitarisme<sup>5</sup> grâce à son monopole des moyens de la diffusion des idées.

### 1.1. LE FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE

Le fétichisme marchand est le fait d'attribuer des propriétés surnaturelles à des choses (comme autrefois à des éléments de la nature). K. Marx use de ce mot à connotation animiste et superstitieuse pour rendre compte du fait que dans le monde marchand issu du développement de la propriété privée des moyens de production, ce sont les rapports entre les choses, marchandises, argent, et leurs mouvements, qui déterminent ceux des hommes, leurs idées et leurs comportements. Il met à jour le noyau logique de ce phénomène dans les pages géniales qui concluent son analyse de l'essence de la marchandise, de la forme valeur et de l'argent dès le premier chapitre du *Capital*<sup>6</sup>. Rappelons en ici brièvement le concept.

Du fait de la séparation des producteurs marchands dans la propriété privée (c'est-à-dire qui les prive de liens sociaux directs et transparents, et, en particulier, d'une production rationnellement organisée, planifiée, économique au sens propre de contraire aux gaspillages), les produits de leurs travaux prennent la forme marchandise, ou, plus précisément, leur travail, contenu dans ces marchandises, prend la forme valeur. C'est-à-dire que leurs travaux privés (travail concret) ne sont socialement validés que « post festum », dans et par l'échange de marchandises, à égalité de va-

5 On pourrait ainsi argumenter qu'il y a trois niveaux pour expliquer la domination de l'idéologie bourgeoise : 1°) à la base, les fétichismes, apparition des rapports sociaux à la surface, décrits comme phénomènes « naturels » parce que réels ; 2°) les diverses mises en forme de ces fétichismes par les intellectuels bourgeois afin d'en faire un système d'apparence rationnel (la philosophie, le droit, l'économie et les diverses sciences dites sociales, etc.), enseigné et propagé par les universitaires et autres experts stipendiés ; 3°) la propagande, forme vulgaire de l'idéologie, en direction des masses qu'il s'agit justement de maintenir dans la vulgarité. Elle use du monopole de la diffusion des idées, de la sélection et de la présentation des faits, de la censure d'autres faits, et ainsi est basée sur les mensonges, par omission ou purs, pour manipuler grossièrement et systématiquement l'opinion publique. S'y ajoutent divers moyens « culturels » et « ludiques » d'abrutissement.

6 Cf. Le caractère fétiche de la marchandise et son secret, *Le Capital*, ES, I, 1, p.83 à 94.

leurs<sup>7</sup>. C'est dans cet échange marchand, sous forme de valeurs égales (ignorons ici que les prix diffèrent nécessairement des valeurs et abolissent plus ou moins cette pure égalité, car ils ne sont qu'une expression déformée de la valeur) que les producteurs savent s'ils ont, ou pas, produit un produit utile, en quantité nécessaire, ou pas, et en y incorporant, ou pas, la quantité de travail sociale moyenne requise pour cette production. Bref, c'est dans les échanges de marchandises, à travers les proportions dans lesquelles elles s'échangent, que sont socialement validés, ou pas, les travaux concrets des producteurs privés. C'est la valeur d'échange des choses constatée sur le « marché » – autrement dit l'argent qui la représente en tant que marchandise étalon dans laquelle toutes les autres peuvent se comparer – qui informe les producteurs de ce qu'il faut produire, comment, en quelles quantités, etc. Le respect des « lois du marché », affirmé comme une exigence scientifique par les économistes, n'est rien d'autre que ce fait purement social que ce sont les « comportements » des choses qui informent les hommes sur leur travaux réciproques, et leur dictent effectivement leurs propres comportements dans le monde marchand. Pour ses producteurs, « *les rapports de leurs travaux privés apparaissent ce qu'ils sont, c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses* »<sup>8</sup>.

Le fétichisme de la marchandise peut donc se résumer en ces deux points :

- Les rapports des producteurs « *acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail* »<sup>9</sup>, et ces rapports entre choses apparaissent comme des rapports sociaux, comme déterminants les rapports et comportements humains. Et comme les rapports entre choses sont des quantités

7 Rappelons pour mémoire que valeurs égales signifie contenant une quantité égale de travail abstrait. C'est-à-dire de travail comparable à tout autre, quelconque, indifférencié, et dont la quantité est la quantité sociale moyenne nécessaire pour produire la marchandise considérée, une simple quote-part du travail social total utilisé pour cette production. La valeur d'une marchandise est donc une réalité 1°) purement sociale, 2°) cachée, saisie donc d'abord comme abstraction logique, dont la grandeur n'est pas calculable et n'apparaît que sous une forme qui lui diffère nécessairement, le prix (différence dont usent les économistes vulgaires, qui ignorent ce que sont les prix, pour prétendre que la valeur n'existe pas). Mais le lien entre valeur et prix apparaît néanmoins concrètement de façon indiscutable à travers de multiples phénomènes, comme, notamment, celui de la tendance à la baisse des prix réels qui accompagne inéluctablement les hausses de productivité (la baisse de la quantité de travail contenue dans chaque marchandise).

8 K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 1, p.85.

9 *Ibidem*.

qui se mesurent, ils deviennent, sous la plume des intellectuels bourgeois, des « lois économiques » auxquelles les hommes ne pourraient que se soumettre, alors même qu'il ne s'agit en réalité que de la conséquence des rapports fondés sur l'appropriation privée.

- Cette « fantasmagorie » qui renverse l'ordre des facteurs entre l'essence et l'apparence, la cause et la conséquence, n'a strictement rien à voir avec la matière du travail ou des produits, ni avec une quelconque « nature humaine », ni aucune loi naturelle. Elle n'a aucune autre origine que la propriété privée des moyens de production, un rapport purement social, une cause donc purement sociale<sup>10</sup>.

Comme les marchandises se comparent en tant que valeurs par la médiation d'un étalon, l'argent, l'argent se pose comme valeur en soi, richesse universelle, et de ce fait devient évidemment le but de l'activité. Echanger pour vivre, produire pour échanger, devient produire pour l'argent. Et produire pour l'argent devient inéluctablement produire pour le plus d'argent possible. De simple support immédiat et fugace de l'échange de marchandises de valeurs égales qu'il semblait être (M-A-M) dans l'idéal, il se pose en réalité comme condition et comme but de l'activité, et dont l'accroissement maximum est recherché (A-M-A', le capital comme valeur se valorisant).

La valeur d'une marchandise ne peut pas se connaître directement puisque sa substance est le travail abstrait. Elle ne se connaît que comme rapport de valeurs dans l'échange avec une autre marchandise qui lui est extérieure. Elle ne se connaît que dans cette extériorité, sous la forme dite valeur d'échange. En se posant comme une marchandise spéciale dans laquelle toutes les autres peuvent se comparer et s'échanger, la forme argent est adéquate à représenter commodément, universellement, la forme valeur d'échange. Cette extériorité de la forme valeur, concrètement de la forme argent qui la représente, est à la base de son mouvement d'autonomisation par rapport au travail qui est son contenu, qui ne cessera de s'affirmer tout au long du développement historique du capitalisme (jusqu'à aboutir au capital financier actuel, dont le degré d'autonomie fait croire aux économistes qu'il est indépendant du travail productif !).

« Dans la monnaie la valeur des choses se trouve séparée de leur substance » dit Marx. La monnaie métallique porte encore plus ou moins

10 Marx observait que la valeur n'étant « pas autre chose qu'une manière sociale particulière de compter le travail employé dans la production d'un objet, (elle) ne peut pas plus contenir d'éléments matériels que le cours du change, par exemple ». *Le Capital*, ES, I, 1, p.93.

le souvenir du travail qu'elle contient, et qui apparaît dans les variations de son cours en fonction de la découverte de nouvelles mines, de nouveaux procédés d'extraction. Avec la monnaie de papier ce lien apparent ténu disparaît complètement, il ne reste plus que le signe. Mais supposé représenter la valeur, il est aussi pris comme valeur en soi, richesse pouvant produire de la richesse. De ce fait la forme monnaie est aussi immédiatement monnaie de crédit, argent portant intérêt. Là le travail n'existe plus apparemment d'aucune façon dans le signe qui représente la richesse, la forme est totalement détachée du contenu. Et on aboutit alors au fétichisme suprême d'une forme de la richesse indépendante du travail qui la produit, de l'argent produisant de l'argent (A-A') si caractéristique des temps modernes et des aventures du capital financier.

Mais revenons à la marchandise proprement dite. Par le truchement de l'argent sa valeur s'exprime en prix. Son prix diffère inéluctablement de la valeur pour de multiples raisons. Du fait des variations de l'offre et de la demande, des manipulations monétaires. Ou encore de la péréquation des taux de profit entre branches d'activités, qui se développe et se mondialise en même temps que le capital, c'est-à-dire de la tendance à gratifier chaque capital égal d'un profit égal par le moyen de transferts de capitaux d'une branche (à plus faible taux) vers d'autres (à plus forts taux). Bref, les prix acquièrent ainsi inéluctablement<sup>11</sup> dans chaque branche d'activité, et suivant les périodes de croissance ou de surproduction, une grande autonomie par rapport aux valeurs qu'ils représentent<sup>12</sup>. Avec la tendance à l'établissement de ce taux de profit égal, ils apparaissent alors globalement comme devant être ce taux rapporté et ajouté au capital

11 « *Ce n'est pas seulement en apparence, mais effectivement, que le prix moyen des marchandises diffère ici de leur valeur, donc du travail réalisé en elle.* » Marx, *Le Capital*, ES, III, 3, p.206. Observons ici que Marx n'a pas établi une théorie permettant de calculer mathématiquement les prix à partir des valeurs, puisqu'il montre au contraire qu'ils diffèrent inéluctablement et aveuglément, et que la grandeur de la valeur est celle d'une chose abstraite ! Ce qui ridiculise les économistes vulgaires qui tentent de critiquer la théorie de la valeur au prétexte qu'elle ne permettrait pas de déterminer les prix et de gérer efficacement le capitalisme comme ils cherchent vainement à le faire ! Effectivement Marx ne peut être d'aucune utilité pour les fonctionnaires du capital.

12 Sauf que leur lien fondamental qui gît dans la quantité de travail contenue dans la marchandise se montre très visiblement dans la tendance de long terme qui les voit, avec les augmentations de la productivité, diminuer ensemble, en même temps que ces quantités de travail contenues dans chaque marchandise. En augmentant sans cesse la productivité, les capitalistes montrent qu'ils savent, au moins intuitivement, que c'est la quantité de travail qui détermine en dernière instance le prix. De plus, dans le domaine des grandeurs, on a toujours la relation globale somme des prix = somme des valeurs = somme des quantités de travail.

investi (converti) en moyens de production et en salaires ( $C_c + C_v$ ), deux catégories qui apparaissent alors au capitaliste comme ses coûts (prix) de production, déterminés par la concurrence (le marché). Ainsi le capitaliste se représente le prix de sa marchandise comme une somme de prix ce qui est parfaitement tautologique. Son profit lui apparaît comme la différence entre le prix de vente fixé par le marché et ce prix de production, donc également un « prix », mais de quoi donc alors ? De son initiative, de son risque, de son habileté, quoi que tout cela puisse être des qualités mais ne produise rien ? Ce qui est son travail réel est de savoir faire travailler les autres, d'acheter le moins cher possible et vendre le plus cher possible.

Mais voilà que nous ne sommes déjà plus dans les simples rapports marchands, et le fétichisme de la marchandise, résumé ci-dessus, qui leur correspond, mais dans le capitalisme, dans lequel ce fétichisme (la réification des rapports sociaux) va se développer, se diversifier, s'aggraver. Examinons donc un peu plus en détail comment.

## 1.2. DEVELOPPEMENTS DES FÉTICHISMES AVEC CEUX DES RAPPORTS CAPITALISTES

On sait que Marx a établi que le salaire est le prix que reçoit l'ouvrier pour la vente de sa force de travail (c'est-à-dire, grosso modo, le prix de son entretien et de sa reproduction). On sait de même que la plus-value (forme valeur du surtravail), source unique du profit – lequel est la part de l'ensemble de la plus-value sociale que peut s'approprier chaque capital particulier – provient du fait qu'en achetant la force de travail (à sa valeur d'échange) le capital achète tout le travail qu'elle fournit (sa valeur d'usage). Le travail vivant ainsi fourni se partage donc en deux parts : travail payé (part  $C_v$  du capital qui s'échange contre le salaire, les biens nécessaires à la subsistance de l'ouvrier) et travail gratuit (ou surtravail, qui est la substance de la plus-value pl).

Ce faisant, Marx n'a pas découvert l'exploitation (mesurée par  $pl/C_v$ , le taux d'exploitation, rapport du travail gratuit au travail payé). L'esclave ou le serf aussi étaient exploités. Il a découvert cette forme spécifique de l'exploitation fondée sur l'apparence du contrat volontaire entre personnes libres et égales en droit, sur l'échange marchand égal, et non pas le vol comme le disait Proudhon, la force de travail étant achetée

à sa valeur marchande<sup>13</sup>. L'esclave et le serf étaient socialement définis comme inférieurs et soumis, devant donner leur temps, en tout ou partie, à leurs maîtres : ces rapports de dépendance et d'exploitation étaient transparents, posés ouvertement comme formant société par nature. Ils le sont encore dans le paiement en nature (métayage par exemple) où une part du travail est cédée directement au maître sous forme de produit. Ce que Marx a fait voir, c'est que l'exploitation capitaliste est masquée derrière la forme salaire. Le paiement en monnaie en contrepartie du travail fourni fait croire que c'est tout ce travail qui est payé, dans le cadre d'un contrat entre personnes libres, alors que, si c'est bien tout le travail qui est utilisé et approprié par le capitaliste, le contrat ne rémunère qu'un échange entre marchandises : le salaire comme prix de la force de travail (des biens de subsistance qu'achète le salaire et qui la reproduisent). « *La forme salaire, ou paiement direct du travail, fait donc disparaître toute trace de la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé.* »<sup>14</sup> Toute variation de salaire, pour une raison quelconque, apparaîtra à l'ouvrier comme une variation du prix payé pour tout son travail. Et s'il revendique constamment des salaires plus élevés, c'est qu'il estime, évidemment à juste titre, que ce travail n'est pas assez payé. Mais cela est seulement une remise en cause du partage salaires/profits. Spontanément il n'y a pas perception ni de ce que le salaire ne peut, par définition, qu'osciller autour de la valeur de la force de travail, ni que les ouvriers, et non pas l'ensemble des salariés, sont les seuls producteurs de valeur supplémentaire<sup>15</sup>. Qui plus est, le rapport salarial masque aussi que le capital avec lequel le capitaliste achète la force de travail, et avec elle le droit d'usage de tout le travail, n'est que le produit du travail antérieur qu'il s'est accaparé. Il paie le salaire avec ce qu'il a accaparé, et le salaire s'échange contre des biens de subsistances qui sont eux aussi produits par l'ouvrier<sup>16</sup>.

13 Plus ou moins suivant les circonstances, l'offre et la demande, les luttes sociales, mais toujours ramenée vers cette valeur, dont la grandeur est historique puisque les besoins le sont.

14 K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 2, p.210.

15 « *La seule expérience de la vie pratique ...ne fait pas ressortir...que c'est le travail ouvrier qui crée de la valeur* », *ibidem*, p.211. Ce travail, incorporé dans le produit qu'il fabrique, lui incorpore plus de valeur (d'échange) que celle à laquelle il a été payé (le salaire).

16 Voir, concernant cette argumentation, et ce qui suit, le rapport salarial comme reproduction du capital, K. Marx, *Un chapitre inédit du capital*, collection 10/18, p.261 à 264.

Le salaire permet aux ouvriers de racheter au capital les marchandises qu'ils ont produites par leur travail antérieur, et cela en échange d'avoir à fournir un nouveau travail dont le capital s'appropriera à nouveau le produit. D'ailleurs le travail des ouvriers ne reproduit pas seulement les biens de subsistance qu'ils consomment pour se reproduire comme ouvriers aptes au travail, mais aussi les moyens de production, matières premières, machines, etc., qui les dominent en les employant comme ouvriers. Ainsi, dans le rapport salarial, et tant qu'il subsiste tel quel, l'ouvrier se reproduit lui-même dans sa condition de prolétaire, reproduit le capital qui le domine et l'exploite<sup>17</sup>.

En résumé, Marx :

1°) Ne découvre pas l'exploitation, mais il montre l'inégalité profonde du rapport salarial qui se cache derrière son égalité apparente dans l'échange marchand. Il dévoile en quoi l'ampleur, l'origine, l'inévitabilité de cette inégalité, sont déterminées par un rapport social particulier d'appropriation des conditions de la production, mais en même temps masquées par la manifestation de ce rapport dans la forme salariale de rémunération du travail.

2°) Développe une conséquence pratique essentielle de cette réalité en montrant que ce que masque en dernière instance ce rapport salarial, c'est qu'il est, et ne peut être que la reproduction du capital s'accumulant (valeur se valorisant), la reproduction des bourgeois et des prolétaires.

Il en résulte cette conclusion essentielle que, tant qu'il reste dans le rapport salarial, qu'il discute, dispute, lutte pour plus de salaire, le prolétaire reste dans l'activité par laquelle il se reproduit lui-même comme prolétaire. Ce n'est pas, bien sûr, que la lutte salariale soit inutile. C'est que la ligne de démarcation entre la critique du capital et son apologie passe, sur ce terrain, entre ceux qui « *prétendent subordonner le rapport entre ouvriers et capitalistes au rapport entre possesseurs de marchandises (au rapport salarial), pour en faire l'apologie et effacer ses différences spécifiques* »<sup>18</sup>, et ceux qui affirment cette nécessité d'abolir le salariat, dont l'existence n'est qu'un reflet du rapport capitaliste d'appropriation mais qui se perpétuent l'un l'autre. On sait que les intellectuels et partis dits de gauche sont parmi les principaux apologistes du salariat, et qu'ils font tout pour limiter la lutte ouvrière dans ce cadre, pour la limiter à revendiquer un « juste » salaire, un salaire « équitable » !

17 « Ainsi, tandis que l'ouvrier reproduit ses produits comme capital, le capitaliste reproduit l'ouvrier comme salarié... ». *Ibidem*, p.262.

18 *Ibidem*, p.263.

Marx nous est utile non seulement pour avoir découvert le secret caché derrière la forme salariale, le travail gratuit qui accroît le capital reproduit, mais aussi parce qu'il en tire, comme il le fait toujours, les conclusions pratiques : la forme salaire « *n'exprime que les fausses apparences du travail salarié, rend invisible le rapport réel entre capital et travail et en montre précisément le contraire ; c'est d'elle que dérivent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes les mystifications de la production capitaliste, toutes les illusions et tous les faux fuyants apologétiques de l'économie vulgaire* »<sup>19</sup>. Cette forme, apparence de contrat, de rapports entre personnes libres, de représentation du travail humain, est en réalité un rapport entre choses, marchandises (médiatisé par leur prix, par l'argent), qui, apparaissant à la superficie, masque, « mystifie », la réalité profonde. Elle est un support du développement du « fétichisme de la marchandise » dans le capitalisme, masquant aux prolétaires ce pour quoi ils luttent, ou du moins seront amenés à lutter, pour changer leur condition de prolétaires. La tâche pratique du révolutionnaire est de mettre tout cela à jour afin que la lutte atteigne les racines du capital, soit radicale.

Puisque le salaire masque le travail gratuit, il apparaît comme à côté du profit. D'un côté il y aurait la rémunération du travail, de l'autre celle du capital. Il conviendrait juste que le contrat et la loi les équilibrent équitablement. Comme la forme salaire, la forme profit masque son origine et son contenu réels. Dans la forme abstraite, et par là cachée, plus-value, un caractère fondamental du rapport capitaliste est mis à nu dans la distinction entre travail payé et travail gratuit qui permet de montrer l'absorption du travail gratuit par le pôle capitaliste. Dans la forme apparente profit<sup>20</sup>, ce contenu est masqué. Il apparaît non pas comme travail gratuit au delà du travail payé, comme leur rapport, mais comme un rapport du capital avec lui-même : ce qui lui revient une fois qu'il a payé à leur « juste prix » les coûts de production, le supplément d'argent qui revient au capital initialement engagé lorsque la vente a été réalisée. Il apparaît en effet ne se former qu'au moment de cette vente, dans la circulation et non dans la production stricto sensu, n'être que l'excédent réalisé dans la vente sur les coûts de production. Excédent affirmé alors comme dû aux efforts du

19 K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 2, p.211.

20 Nous parlons ici du profit en général et passons sur les formes très variées que prend sa distribution – celle de la plus-value – dans le capitalisme moderne, dividendes, intérêts, salaires élevés des dirigeants, impôts, et multiples autres formes de revenus appropriés par la bourgeoisie.

capitaliste à avoir organisé au mieux cette production, produit au meilleur coût, à son habileté à avoir su choisir ce qui se vendrait bien, et à le vendre le plus cher possible. Et aussi à son sacrifice d'avoir misé son argent, au risque de le perdre, dans cette entreprise au lieu de le dépenser en domestiques, produits de luxe, châteaux, fêtes, yachts, casinos, etc. Il arrive effectivement parfois qu'il le perde. Très rarement qu'il se prive de tous ces plaisirs de sa classe. D'ailleurs en général il n'aventure pas son argent, mais celui des autres qu'il ramasse, directement de leurs poches via la Bourse et l'emprunt, ou indirectement via l'Etat, et qu'il gruge abondamment en se versant, quoi qu'il arrive, réussite ou échec, des revenus faramineux. Néanmoins ses efforts, quoi que bien moins pénibles et désagréables que ceux des ouvriers qu'il emploie, sont réels : il doit faire produire ce qu'il accapare, et de façon à ce qu'il puisse en accaparer le plus possible. Des qualités de dirigeant capitaliste, d'organiser, d'utiliser à bon escient les meilleures machines et procédés de fabrication, de savoir mieux acheter et mieux vendre, mieux pressurer ou motiver ses ouvriers, etc., peuvent faire, et font effectivement, que, dans les mêmes conditions, les uns font plus de profits que les autres. Et « *ce fait induit le capitaliste à penser – le persuade – que son profit est dû non pas à l'exploitation du travail, ... mais surtout à son action personnelle.* »<sup>21</sup>

Bref, les capitalistes ne se définissent pas principalement comme parasites, même si cela est un trait de plus en plus apparent dans l'âge sénile du capital. En général ils ne sont pas purement oisifs et ils exercent des fonctions sociales utiles, utiles au capitalisme en général, et au capital dont ils sont les agents, dans le cadre de la division du travail spécifique aux rapports de propriété propres à ce système. Tout cela amène à l'idée que chacun, managers comme ouvriers, et membres des couches intermédiaires, apporte sa pierre à l'édifice, que tous forment un « travailleur collectif », comme une sorte d'association. « *Le rapport entre le Capital et le Travail revêt la fausse apparence d'un rapport d'association dans lequel l'ouvrier et l'entrepreneur se partagent le produit suivant la proportion des divers éléments qu'ils apportent.* »<sup>22</sup>

Voilà encore autant d'apparences, réelles mais démesurément grossies par l'idéologie bourgeoise et ses économistes qui ne voient qu'elles, qui masquent la réalité profonde, l'essence des phénomènes.

21 *Ibidem*, III, 1, p.155.

22 *Ibidem*, I, 2, p.204. Et au delà la même illusion induit l'idée de l'association de tous dans la Nation.

Par ailleurs nous avons déjà rappelé<sup>23</sup> que la répartition des capitaux dans les différentes branches d'activité sous l'aiguillon de la recherche du meilleur taux de profit induit la tendance à la formation d'un taux de profit moyen. Le profit tendant ainsi à s'égaliser pour des capitaux de même grandeur, cela induit l'idée qu'il est la rémunération habituelle, donc « normale », de l'argent investi. Avec le développement d'un capital financier formellement séparé du capital industriel ou commercial, cette idée que l'argent rapporte de l'argent devient réalité sous une forme directe, idéalement pure aux yeux du capitaliste ébloui. Voilà son idéal réalisé : l'accroissement de la richesse sans avoir à passer par les aléas et risques de la production. Il y a de quoi, comme Marx, être saisi d'étonnement : « *avec le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée* » ; « *... c'est la mystification du capital sous sa forme la plus brutale* » ; « *dans le capital porteur d'intérêt se trouve achevée l'idée du fétiche capitaliste, la conception qui attribue au produit accumulé du travail, et de plus fixé comme argent, la force de produire de la plus-value...* »<sup>24</sup>

Mais si cette idée est le fétichisme de la marchandise développé jusqu'à son point le plus extrême sur la base du développement du crédit, de la concentration des capitaux, et de l'accroissement du capital financier qui en découle, elle est aussi la plus visiblement ridicule et la plus facile à démonter, au point que bien des économistes bourgeois fustigent ce capital financier, ou du moins ses « excès », comme parasitaire et en appellent à revenir aux « fondamentaux » de la production. Ce faisant ils ne critiquent que la puissance de l'argent sur la vie des hommes en protestant qu'il ne devrait être qu'un moyen de leurs échanges, une facilité, une simple médiation. Ils en restent à ce vœu pieux, ressemblant à l'apprenti sorcier qui a créé un démon qu'il ne maîtrise pas. Ils ignorent d'où provient sa puissance déchaînée.

De même le « produit accumulé du travail » qui se présente non pas sous forme de capital-argent, mais en tant qu'ayant pris la forme de machines, techniques, et procédés de la production, revêt aussi l'apparence d'une puissance extérieure, autonome, sur les hommes. La puissance sur eux de ces choses semble quasi normale, simple nécessité technique, notamment aux yeux des ouvriers qu'elles dominent, puisque leur maî-

23 Cf. § 1.1, péréquation des taux de profit par transfert de capitaux entre branches et des plus-values au sein de chaque branche. Pour la démonstration, cf. K. Marx, *Le Capital*, ES, III, 1, p.159 à 189.

24 *Ibidem*, III, 2, p.55, 56, et 63.

trise, c'est-à-dire leur propriété, leur échappe totalement dans la division du travail spécifiquement capitaliste. Cette puissance apparaît donc elle aussi comme un fétiche puisque mystérieusement attribuée aux choses elles-mêmes et dans la mesure où l'on ignore ou on masque leur caractère social de conditions de la production appropriées par une classe particulière, d'où découle en réalité cette domination. Celle-ci n'est évidemment pas attachée à ces choses qui ne sont que des produits du travail des hommes. Là encore le fétichisme attribue aux choses une puissance qui n'est que la manifestation d'un rapport social, qui n'a rien d'une puissance naturelle comme un séisme ou un cyclone. Nous allons y revenir dans la section suivante (1.3).

Bref, les idéologues bourgeois s'appuient sur le fait que, comme nous venons de le rappeler brièvement, les manifestations les plus apparentes des rapports de production capitalistes, tels que salaire, profit, intérêt, sont celles qui en masquent le mieux l'essence pour les présenter comme la substance même de « l'économie », rationnelle, voire quasi naturelle. Le maximum de critique qu'ils peuvent produire concerne seulement certaines iniquités dans le partage des revenus, une domination trop voyante de l'argent, comme ces formules hypocrites sur « l'argent-roi » du PCF, « l'argent qu'on gagne en dormant » de F. Mitterrand (expert en trafics en tous genres), et, on l'a dit, la dénonciation de certains « excès » du capital financier et du « libéralisme ». Ces critiques toutes superficielles ne remettent nullement en cause le capital. Bien au contraire elles ont pour objet de prétendre pouvoir mettre en œuvre une gestion de « l'économie » au service du bien-être de tous les hommes en équilibrant judicieusement et équitablement salaires et profits. Non seulement on sait que cela est impossible dès qu'on a la moindre idée sur la réalité profonde du rapport capitaliste d'appropriation que ces formes expriment tout en le masquant. Mais c'est aussi un moyen d'ignorer la domination du capital en tant que moyens de production, en tant que travail passé approprié par la classe bourgeoise, en la masquant comme simple et inéluctable développement de la science, dont les conséquences ne sauraient être autres que ce qu'elles sont dans le capitalisme, pour lequel le progrès humain ressemble « à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des victimes »<sup>25</sup>. Cette puissance du capital sur les producteurs, incluant l'ensemble de leurs conditions de vie sous les masques matériels et intellectuels de la production comme science, technique,

25 K. Marx, *Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, O.C., éd. Du Progrès, Moscou, t.1, p.519.

machinerie, n'a rien de naturel ni d'inéluctable ; c'est un autre fétichisme que nous allons examiner et démonter.

### 1.3. MYSTIFICATION DU CAPITAL COMME SCIENCE, TECHNIQUE ET MACHINERIE

Les formes concrètes du fétichisme de la marchandise se développent et se diversifient en même temps que celles des rapports sociaux capitalistes qui les génèrent. Dans un premier temps, à l'époque des manufactures et des débuts industriels, ces rapports opposaient et réunissaient un propriétaire privé des moyens de production et une main-d'œuvre dont le savoir-faire constituait, avec la matière première, l'essentiel des conditions de la production. Forte de cette propriété du savoir-faire, cette main-d'œuvre disposait d'une puissance particulière face au patron. A ce stade de la domination dite formelle du capital, celui-ci devait donc user de mesures ouvertement despotiques, de règlements de fabrique draconiens, appuyés par des lois draconiennes (comme par exemple le livret ouvrier, la répression brutale du « vagabondage », l'interdiction de toute association), pour étouffer la liberté proclamée de l'ouvrier, le river à son poste et le contraindre au travail.

Néanmoins, cette première forme de travail collectif à grande échelle accroît déjà beaucoup l'efficacité du travail ouvrier par le seul effet de l'organisation combinée de tâches spécialisées. Il ne s'agit certes encore pour l'essentiel que de « coopération simple », combinaison des travaux dans une situation « où le capital opère sur une grande échelle, mais sans que la division du travail ou l'emploi des machines y jouent un rôle important »<sup>26</sup>, du moins en comparaison de ce qu'il deviendra plus tard. Mais comme le capitaliste est l'organisateur de cette coopération, le promoteur de ces nouvelles méthodes de travail, il est dès lors perçu comme le créateur de l'efficacité accrue qu'elles procurent à la production. Le capital en général semble être la cause de ce progrès, puisqu'il se généralise avec lui, et non la puissance du travail socialement combiné lui-même, dont il bénéficie ainsi gratuitement et qu'il s'approprie comme son produit. Ainsi la force sociale de leur coopération apparaît aux ouvriers comme « la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs

<sup>26</sup> K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 2, p.27.

*actes à son but* »<sup>27</sup> parce qu'ils ne sont pas en situation de l'organiser eux-mêmes, qu'elle ne leur appartient pas. Elle leur apparaît comme le produit du travail du patron et de ses aides, bien que ce travail soit pour l'essentiel simplement de « *surveillance immédiate et assidue des ouvriers* », de l'exercice du despotisme de fabrique (fonction qui sera plus tard, comme nous allons le rappeler, transférée aux machines elles-mêmes), et, au total, comme une qualité du capital.

Cette idée que le capital serait « *doué par nature d'une force productive qui lui serait immanente* »<sup>28</sup>, et, plus généralement, que le progrès serait immanent au capital, reçoit une force démultipliée avec les développements menant au capitalisme moderne. Aiguillonnés par la nécessité où ils sont de rechercher le profit maximum, les fonctionnaires du capital n'ont eu de cesse de perfectionner les machines pour augmenter la productivité comme source de « plus-value extra »<sup>29</sup> pour chaque capital particulier. Productivité qui est aussi source de « plus-value relative » pour le capital global lorsque la productivité accrue se diffuse à l'ensemble du système, abaissant ainsi les prix des intrants facteurs de la production. Le rapport social de production capital/travail n'est pas changé quant au fond, mais est transformé dans le sens où grâce à l'importance et l'efficacité sans cesse accrues des machines, ce n'est plus « *l'ouvrier qui utilise les moyens de production, mais les moyens de production qui utilisent l'ouvrier* »<sup>30</sup> et le dominant. Les pages où Marx a développé les conséquences de ce renversement du rapport de l'ouvrier aux moyens de son travail sont aussi nombreuses que puissantes et indiscutables. J'en citerais de nombreux passages, pour en fixer l'essentiel, car personne n'a jamais mieux dit que lui sur ce sujet.

Ce sont les produits du travail des générations passées qui, en leur qualité de capital, se dressent devant l'ouvrier comme puissances le dominant. Pas seulement « *des objets... mais encore les formes sociales du travail qui se présentent comme formes de développement du capital, si bien que les forces productives ainsi développées du travail social, apparaissent comme forces productives du capital...* »<sup>31</sup>. Le travail socialement combiné dans la coopération, l'utilisation d'énergies nouvelles toujours plus puissantes, l'enrôlement systématique des sciences pour déve-

27 *Ibidem*, p.24.

28 *Ibidem*, p.26.

29 Sur le concept de plus-value extra, voir *Le Capital*, ES, III, 2, p.11-12.

30 *Un chapitre inédit, op. cit.*, p.138-139.

31 *Ibidem*, p.250.

lopper nouveaux produits et nouvelles machines « *tout cela s'oppose à l'ouvrier individuel comme quelque chose qui lui est étranger, et existe au préalable sous forme matérielle ; qui plus est, il lui semble qu'il n'y ait contribué en rien, ou même que tout cela existe en dépit de ce qu'il fait* »<sup>32</sup>.

Détaillons un peu quelques éléments de ce « tout cela » qui s'oppose à l'ouvrier.

La grande industrie a développé une division du travail très poussée en même temps que la concentration des ouvriers. Au sein d'un « travailleur collectif » aussi vaste que segmenté en tâches parcellaires, en raison de la séparation des fonctions intellectuelles et d'exécution et de l'organisation rationnelle des flux, des temps, des postes, la coopération est devenue une tâche très complexe. Sans parler de la tâche de surmonter les nombreuses résistances qui s'y opposent, elle apparaît dictée par les nécessités des moyens mécaniques utilisés dans l'industrie moderne. Comment se fait-il donc que cette nécessité, qui n'est que sociale, que la conséquence de l'appropriation du produit accumulé du travail social antérieur, se présente ainsi à l'ouvrier comme chosifiée, comme « nécessité technique »<sup>33</sup> ? C'est que le travail relatif à cette nécessité n'existe plus que comme travail passé (mort), fixé dans la machinerie, comme travail concentré dans la science et la technologie, et approprié sous ces formes, par des agents spéciaux, du côté du capital. De tous côtés ces conditions du travail sont donc extérieures à l'ouvrier, à son activité propre, et forment « *un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition toute prête de son travail* »<sup>34</sup>. Il n'est lui-même pour rien dans l'existence déjà là de cette condition, mais au contraire sa propre existence dépend de sa soumission pour qu'il devienne un élément de cet organisme de production si puissant.

Ainsi, mais avec beaucoup plus d'intensité que dans le cadre de la « domination formelle » du capital, l'efficacité centuplée du travail ouvrier dans la grande industrie lui apparaît comme devant tout au capital (dont la domination est dite alors « réelle ») parce qu'elle apparaît ne lui devoir rien, puisqu'il la trouve là devant lui, dans la machinerie, avant de

32 *Ibidem*.

33 « *Le caractère coopératif du travail y devient (dans l'industrie moderne) une nécessité technique dictée par la nature même de son moyen* » K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 2, p.71.

34 *Ibidem*.

travailler, qu'il n'a même plus qu'à mettre en route et à surveiller<sup>35</sup>. Et il le croit et l'accepte d'autant plus facilement que ce capital n'est plus personnalisé dans la figure du patron, mais prend l'aspect anonyme, impersonnel et objectif de la science, de la technique, de « l'organisation scientifique du travail » (OST) chère à Taylor et ses émules. Pour le dire autrement, le capital adopte le visage de la « technostructure », ingénieurs, techniciens, cadres (les ITC), d'ailleurs salariés comme lui. Et s'ils œuvrent consciencieusement à développer la productivité, donc l'exploitation du prolétariat, l'appauvrissement de son travail, et, au bout du compte, son chômage, c'est pour « sauver l'entreprise » et parce que la concurrence y oblige. Ils ne sont que des professionnels consciencieux dont le travail est dicté par les catégories de l'économie bourgeoise, manifestations superficielles qu'ils prennent pour l'essence « *de rapports dont ils restent socialement la créature, quoiqu'ils puissent faire pour s'en dégager* »<sup>36</sup>. La domination du capital sous sa forme « forces productives », accrue dans la grande industrie au point d'être totale dépossession du prolétaire<sup>37</sup> jusqu'à son « exclusion » aux marges de la vie, disparaît ainsi derrière l'apparente neutralité objective de ces forces, derrière l'alibi de la science et du progrès technique, de l'économie et de la concurrence<sup>38</sup>, qui sont des fétiches en ce qu'ils passent pour l'explication alors qu'ils sont à expliquer en tant que simples produits de l'activité des hommes les dominant.

Il ne vient donc pas spontanément à l'idée de l'ouvrier, pas plus d'ailleurs qu'à tout autre individu du monde capitaliste, qu'en réalité toute cette machinerie est le produit du travail de ses ancêtres ; et que c'est encore, et seulement, dans la mesure où il y a incorporation d'une part gratuite de son travail au produit qu'il y a création de valeur supplémentaire pour le capital. Il est encore moins compris que la science ne tombe pas d'un coup comme le produit de quelques cerveaux géniaux, même si certains individus sont mieux disposés à cette activité que d'autres (ce qui est vrai pour n'importe quelle qualité) et apportent une pierre particulière à son édification. Alors que la science est d'abord constituée du travail social passé accumulé, soit un « *produit du développement historique*

35 D'où cette remarque de Marx : « *la valeur objectivée dans la marchandise apparaît en outre comme une présupposition au regard de laquelle la force valorisante de la puissance de travail disparaît comme un infiniment petit.* » (*Grundrisse*, ES, II, p.186).

36 K. Marx, *Le Capital*, Préface de la première édition allemande, ES, I, 1, p.20.

37 Ce qu'est aussi le totalitarisme idéologique et politique qui lui correspond dans les sociétés capitalistes actuelles

38 Autre puissance extérieure, et autre fétiche, dont nous parlerons au §1.4. ci-après.

*général dans sa quintessence abstraite... (qui a fait, progressivement,) face à l'ouvrier comme puissance du capital, en se détachant effectivement de l'art et du savoir de l'ouvrier individuel* »<sup>39</sup>. Et qu'elle se concentre parallèlement comme activité intellectuelle réservée à une classe particulière ayant le temps et les moyens de se l'approprier par son éducation et de s'y adonner pour la développer dans la création. L'individu du système capitaliste ne peut pas voir spontanément que, loin d'être simple technologie, application des sciences dans la production, la puissance de la machinerie moderne n'est développée qu'en étant appropriée par une minorité et qu'elle s'oppose aux prolétaires, se formant face à lui comme le Maître<sup>40</sup>, du côté du capital. Elle s'est en effet développée tout particulièrement comme moyen de domination, de despotisme sur l'ouvrier. Moyen particulièrement adéquat car d'apparence purement objective. « *Le développement du moyen de travail en machinerie n'est pas fortuit pour le capital, mais il est la réorganisation historique du moyen de travail traditionnel légué par le passé, qui se voit remodelé de manière adéquate au capital. L'accumulation du savoir et de l'habileté, des forces productives générales du cerveau social, est ainsi absorbée dans le capital face au travail et apparaît donc comme propriété caractéristique du capital, et plus précisément du capital fixe.* »<sup>41</sup> Bref, « tout cela » qui domine l'ouvrier ne le fait pas en tant qu'objets, incarnant objectivement la science. « Tout cela » ne le domine comme puissance extérieure que parce que les développements des rapports d'appropriation capitalistes l'en ont désapproprié toujours plus. La domination n'est pas due aux machines ou à la science par elles-mêmes, mais à ce rapport social qui les modèlent et les utilisent de manière adéquate au capital. De même pour les catastrophes écologiques et autres.

Le capitaliste en tant qu'« homme aux écus », propriétaire juridique – propriété qui s'assimile à celle du capital financier avec le développement de la grande industrie – n'a lui non plus la compréhension ni la maîtrise à lui tout seul des procès de production dans lesquels il a placé son argent. Pour cela il s'attache les services de managers, ingénieurs et

39 *Un chapitre inédit, op. cit.*, p.251.

40 « *L'habileté de l'ouvrier apparaît chétive devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du travail social incorporées au système mécanique, qui constituent la puissance du Maître.* » K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 2, p.105.

41 K. Marx, *Grundrisse*, ES, II, p.186. Capital fixe = moyens de la production fixés dans la « machinerie » : bâtiments, machines, sciences, etc. Il est évident que si la science est ainsi enrôlée du côté du capital, ses développements sont donc aussi orientés au service de sa valorisation.

autres « puissances intellectuelles de la production », capitalistes « actifs » chargés de l'organiser comme production de plus-value, et qui sont en quelque sorte copropriétaires avec lui des conditions de cette production. Ils sont les agents, les fonctionnaires, du capital en fonction, du capital dans les différentes formes matérielles qu'il revêt dans le cours de son procès réel de valorisation, les financiers étant les agents du capital-argent qu'ils déplacent en fonction des perspectives de rendement maximum. Mais comme ce système leur convient, l'ensemble de ces agents du capital ne sont pas intéressés à savoir si et comment il pourrait être remplacé par un autre convenant mieux à la majorité qu'ils contribuent à exploiter, opprimer et tuer. Au contraire des prolétaires, qui doivent donc, eux, apprendre à connaître leurs ennemis et leurs racines, les causes profondes de l'existence des classes.

Pour y parvenir, ils doivent en particulier apprendre à se débarrasser des faux amis, des idéologues qui, sous couvert d'une critique du capital, tentent de le présenter comme amendable. Ceux-là tentent de focaliser l'attention uniquement sur certaines des conséquences les plus visibles du développement du capitalisme, qu'ils présentent comme des « excès », et des manières de voyous. Ils condamnent ainsi les mouvements du capital financier, qui auraient été tout à coup « libérés » (sic !) par des gouvernements « libéraux » (re-sic !), et qui seraient responsables des krachs, des délocalisations, et autres catastrophes de la mondialisation « libérale ». Pour eux, il ne s'agit pas de combattre le capital, mais de replacer ce capital trop « libéré » sous l'autorité de l'Etat, prétendument représentant de l'intérêt général. Ils ne critiquent nullement le capital en fonction, ni ses agents actifs, cette technostrucure des puissances intellectuelles, puisqu'aussi bien ils en font en général partie, se proposant justement aussi comme honnêtes gérants de cet Etat. Ils présentent ces agents, ils se présentent donc eux-mêmes, comme aptes par leurs qualifications diplômées, donc acquises par leurs mérites, à appliquer au mieux les nécessités dictées par la science, par la technologie, par les « lois » de l'économie.

Commentant un passage du *De Republica* d'Aristote, Marx observait déjà en son temps, alors que la division du travail (i.e. de la propriété) fondant le pouvoir de ces couches intellectuelles était moins développée qu'aujourd'hui, que « *le maître (le capitaliste) ne s'affirme pas tel dans l'acquisition d'esclaves (dans la propriété du capital donnant le pouvoir d'acheter le travail), mais dans l'utilisation des esclaves (l'emploi d'ou-*

vriers dans le procès de production). »<sup>42</sup> Et que ceux qui, dans la grande industrie, utilisent les ouvriers pour leur faire suer le maximum de travail gratuit, ce sont « les directeurs (managers) industriels »<sup>43</sup>.

En conclusion, le fétichisme particulier le plus solide qui se développe avec la grande industrie est celui qui accorde à la science et à la technologie la responsabilité de la division du travail telle qu'elle est dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail ouvrier dépossédé, aliéné, tel qu'il est, et de la domination qui en résulte sur l'ouvrier. Il est le plus solide parce que fondé sur des apparences présentant le caractère le plus objectif, le plus indiscutable. Ainsi la contrainte despotique qui est nécessaire pour lui extorquer le maximum de travail gratuit et pour entretenir cette exploitation, le rapport salarial qui lui est propre (lequel, comme nous l'avons vu, contribue aussi à masquer cette contrainte), lui semble le fruit d'exigences objectives, cristallisées dans la machinerie « qui apparaît face à l'activité isolée insignifiante de cet ouvrier comme un organisme lui imposant sa violence....comme le pouvoir qui domine. »<sup>44</sup> Le nécessaire despotisme, autrefois ouvertement exercé par le capitaliste et ses gardes chiourmes paraît maintenant n'être que la contrainte technique propre au fonctionnement de cet organisme. Mais le despotisme n'est, en réalité, pas inhérent à la machinerie en soi, car elle n'est cette puissance sur les ouvriers qu'en tant que forme que prend le capital dans le procès de production. Elle ne l'est que parce que, dans cette forme, les ouvriers sont totalement exclus de la propriété de cette machinerie, de cet organisme qu'est l'usine, que parce que cette forme du capital est l'expression de la plus extrême division du travail intellectuel et du travail d'exécution (la plus extrême division de la propriété pratique des conditions du travail). Donc imputer à cette chose, la machinerie, la responsabilité du despotisme d'usine ou des désastres écologiques, c'est en faire un fétiche, c'est ignorer le rapport social d'appropriation qui, la concevant et l'utilisant pour produire toujours plus de profits, est l'âme véritable du despotisme et des destructions.

Bref, la machinerie n'est tyrannique qu'en tant que capital. Dès que le capitalisme « a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative

42 *Le Capital*, ES, III, 2, p.49-50. Pour un développement plus complet sur ce point, voir T. Thomas, *K.Marx et la transition au communisme*, éd. Albatroz.

43 *Ibidem*, p.51, Marx citant Ure, « ce Pindare des fabricants », pour qui ces agents « sont l'âme de l'industrie ».

44 K. Marx, *Grundrisse*, ES, II, p.185.

*maintient...le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. »<sup>45</sup>*

Comme on vient donc de le voir, les fétichismes se développent parallèlement à l'accumulation du capital. C'est que plus celle-ci progresse, et plus les différentes formes que prennent les produits du travail – les différentes formes du capital dans son procès de valorisation – se diversifient et s'autonomisent par rapport au travail<sup>46</sup>. Elles se dressent face aux prolétaires comme des conditions préalables du travail, comme des choses devenues autonomes face à eux et qui les dominent. Nous l'avons vu dans les formes monétaires que la valeur revêt dans les échanges, telles que argent, prix, salaire, profit, intérêt, etc. Nous venons de le voir dans l'autonomisation des conditions concrètes du travail dans le procès de production lui-même. Dans tous les cas, ce sont bien les produits de leur travail qui se dressent face aux prolétaires comme ces choses les dominant parce qu'ils sont sans cesse appropriés par la classe bourgeoise et sans cesse transformés par elle en nouveaux moyens de domination, donc d'exploitation. C'est leur travail gratuit qui se fait plus-value pour venir s'agglutiner au capital-argent initial reproduit, et ainsi l'augmenter, permettant alors qu'il soit reconverti en moyens supplémentaires de les asservir et de les exploiter. Et ainsi leur travail réapparaît sans cesse en face d'eux comme reproduction et perfectionnement de la machinerie, de « l'organisme productif » qui les domine comme un Maître tout puissant. Mais « tout cela » leur apparaît comme existant avant eux, hors d'eux, comme conditions objectives auxquelles ils ne peuvent que se soumettre.

L'ironie macabre de cette histoire est que le prolétaire participe pleinement à produire lui même le système qui l'exploite, et qui le reproduit comme prolétaire. Malgré lui, sans le savoir vraiment. Et, produisant le capital en même temps que le capital le produit, il produit aussi ces fétichismes, qui servent ensuite de fondements, jusque dans son propre cerveau, aux déferlements organisés de l'idéologie bourgeoise. Le fétiche

45 K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 3, p.178.

46 Mouvement d'autonomisation qui, nous l'avons rappelé §1.1, est déjà contenu dans la forme valeur d'échange elle-même.

argent comme source d'accroissement de la richesse, le fétiche profit comme rémunération du « créateur » capitaliste et de son « esprit d'entreprise », le fétiche salaire comme payant tout le travail, le fétiche technologie comme despotisme naturel, etc. Reste à rappeler un dernier puissant fétichisme, relié, comme tous les autres, au fétichisme de la marchandise, qu'il nous faut maintenant examiner : la concurrence. Comme c'est dans la circulation (phase du procès de valorisation où le capital est sous forme argent) que se socialisent les travaux privés s'ils sont validés par la vente à un prix suffisant, et que semblent se former aussi les prix d'achat des marchandises nécessaires à un nouveau cycle de production, il semble, finalement, que tout soit déterminé par la concurrence qui règne dans cette sphère des achats et des ventes. C'est d'elle que découleraient le niveau des prix, de l'emploi, ou bien les fermetures d'entreprise, les délocalisations, etc. La concurrence devient une sorte de fétiche suprême chargé de tout expliquer, l'offre et la demande, qui travaille ou pas, et à quel prix, et pour quoi faire, et dans quelles conditions, bref d'expliquer à elle seule cette « sourde pression des rapports économiques » qui « achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur ». Il convient plutôt de l'expliquer.

#### 1.4. LA CONCURRENCE COMME COERCITION EXTERNE

C'est dans l'échange que sont socialisés, ou pas, les travaux privés. Et ils ne le sont que si les marchandises qui les objectivent et les représentent peuvent être vendues avec profit. Ce qui, pour l'économiste vulgaire, et l'opinion générale à sa suite, veut dire vendues à un prix supérieur au prix de production. Opinion simpliste, qui n'est évidemment pas fausse mais superficielle, s'arrêtant à l'apparence. En effet le prix est ainsi défini comme une somme de prix. Ce qui n'est qu'une présentation comptable tautologique, qui ne dit rien quand à ce que représente et mesure un prix, ce qu'il est dans son contenu. Il est vrai que ces prix (ou coûts) dont la somme fait le prix de la marchandise considérée s'imposent à son producteur par le biais du « marché », c'est-à-dire lui semblent fixés en dehors de lui par d'autres producteurs, dans la concurrence (qu'il tente de faire jouer à son profit), de même que le prix auquel il peut vendre sa marchandise (la concurrence lui est alors plus pénible). Pour lui, les prix décident de tout et la concurrence décide des prix. Elle lui apparaît donc comme une puissance extérieure, *deus ex-machina*, « main invisible »

mais néanmoins de fer qui lui impose de produire ceci plutôt que cela, là-bas plutôt qu'ici, avec tels moyens, tels salaires, etc.

Ce qui est également vrai, c'est que le capital qui ne se valorise pas, ou simplement moins que les autres, c'est-à-dire la production qui ne produit pas de profit, ou moins que les autres, disparaît tôt ou tard. Ce nettoyage se fait en grand pendant les crises, dont c'est le rôle : alors la surproduction généralisée fait s'effondrer les débouchés et les prix, ce qui amène usines et activités les plus obsolètes, les moins rentables, et le capital-argent correspondant, à disparaître. D'une façon générale il n'y a valorisation de capitaux qu'en même temps que d'autres se dévalorisent, dans une sorte de mouvement « darwinien » permanent<sup>47</sup>, et les capitaux qui accumulent le plus et le plus vite se substituent aux plus faibles, soit qu'ils les absorbent, soit qu'ils les ruinent. Donc, chaque capitaliste doit chercher, qu'il le veuille ou non, question de survie, à obtenir le maximum de profit. C'est son « to be or not to be » spécifique. Cette concurrence permanente l'y oblige, au cas où il aurait tendance à s'assoupir. Mais ce que la concurrence l'oblige à faire, elle ne lui en donne pas néanmoins le fin mot. Elle ne lui enseigne pas que son profit ne provient que marginalement de ses efforts et de son habileté de capitaliste. Elle ne lui enseigne pas en effet que le travail social gratuit de l'ensemble des prolétaires est, fondamentalement, la seule source du profit. Certes, ses efforts et qualités de capitaliste lui permettent de s'en approprier une part plus ou moins grande, d'où l'illusion qu'il doit ce qu'il gagne à lui même. Mais il ne reçoit là qu'une récompense proportionnelle à sa participation plus ou moins importante, plus ou moins efficace, à faire produire cette plus-value sociale.

Etant le moment de la socialisation du travail privé, la vente informe le producteur, mais donc après coup, des besoins sociaux et des conditions sociales de la production, c'est-à-dire s'il a produit en conformité avec une demande solvable et usant de la quantité de travail social, moyenne, propre à cette marchandise. Ce n'est qu'au moment de la vente qu'il sait dans quelle mesure il y est parvenu, et quel est alors le montant de son profit. Il peut alors constater différentes situations. Notamment :

- Que ses concurrents directs, dans sa branche d'activité, produisent moins cher que lui. Ce qui va l'amener à copier leurs méthodes et techniques de production, à accentuer ses efforts pour abaisser ses coûts de production, notamment salariaux, et à augmenter sa productivité.

47 La « destruction créatrice » qu'observait Schumpeter, bien après Marx.

- Que les profits sont meilleurs dans d'autres branches d'activité. Il pourra alors être amené à changer de branche en y déplaçant ses capitaux. Les investissements croissants dans cette branche y amèneront une augmentation de l'offre, et, finalement une baisse des prix, et des profits ; tandis que l'inverse se produira dans celle que fuient les capitaux. La concurrence induit ici ce phénomène de péréquation qui tend à égaliser les taux de profit comme nous l'avons déjà évoqué. Mais ce déplacement constant des capitaux est aussi déplacement de la force de travail qu'ils emploient, qui se répartit ainsi entre les différentes branches de façon à répondre aux besoins sociaux solvables.

Toute la « beauté » du système, ironise Marx, est que, bien qu'aveugle et anarchique par essence, il réalise quand même, ainsi aiguilloné par la concurrence, une unité suffisante en réussissant à ce que chaque capital produise grosso modo, mais à travers crises et gaspillages insensés, ce qui est nécessaire aux autres pour fonctionner. Et aussi, autre « beauté », qu'il parvienne à surmonter ses limites (sous-consommation relativement à l'accumulation du capital et baisse subséquente du taux de profit) par un développement incessant de la productivité, qui abaisse tous les prix (tous les coûts), induisant ainsi un élargissement permanent de la production (dont la fameuse mondialisation)<sup>48</sup>.

Mais on le voit, la concurrence ne joue dans tous ces mouvements que le rôle d'un gendarme orientant la circulation des capitaux dans les différentes branches afin d'éviter saturation et embouteillage, et obligeant chaque responsable de la conduite d'un capital à respecter les exigences de cette conduite, telle que l'obligation de maximiser les profits et d'accumuler le plus vite possible, sinon c'est la sanction, qui va de la dévalorisation du capital à sa disparition. Certes, elle met de la cohérence, de la fluidité, du dynamisme dans le système capitaliste, et pour cela l'économiste vulgaire fait l'apologie de ses bienfaits. Mais pour autant elle ne règle rien de ses contradictions de fond.

Tous les comportements des individus de la société capitaliste sont déterminés par les mouvements de ces prix dans leurs différentes formes, salaire, profit, intérêt, coûts, prix de vente, etc. Et tous ces prix apparaissent comme déterminés les uns par les autres, comme des rapports entre ces choses les unes avec les autres dans la concurrence entre les capitaux,

48 Que, sur le long terme, cet accroissement de la productivité soit la ruine des profits et la condamnation du capitalisme est ici une autre histoire : voir T. Thomas, *La crise chronique du capital ou le stade sénile du capitalisme*, éd. Contradictions, 2004.

sur le « marché », d'où découlerait le niveau des salaires, des profits, et finalement de l'emploi et du bien-être des travailleurs.

On voit donc que dans la concurrence généralisée s'exerce en fait « la sourde pression des rapports économiques » dont l'essence se cache derrière leurs manifestations superficielles dans des choses, masquée par tous ces fétichismes que nous avons analysés ci-dessus, qui sont le produit mystifié de ces choses et de leurs rapports. L'explication de l'origine, des mouvements, de la quantité de toutes ces choses, salaires, profit, intérêt, etc., serait « le marché » et leurs rapports seraient dans la concurrence. Ainsi, « *la concurrence doit se charger d'expliquer tout ce que les économistes ne comprennent pas, alors que ceux-ci auraient inversement pour mission de nous expliquer la concurrence* »<sup>49</sup>, toute sa puissance et tous ses bienfaits. Mais en réalité elle n'est ni un fléau, ni un bienfait particulier, elle n'est que ce qui oblige chaque capitaliste à se comporter en tant que tel, à exécuter les lois internes du capital, à contribuer aussi bien à la production du profit social qu'à sa répartition à égalité des capitaux engagés, à agir dans la complémentarité des travaux et donc à organiser malgré lui la cohérence et la reproduction du système. Bref, la concurrence n'explique rien d'autre que ce qui est déjà contenu dans l'essence du capital, n'oblige à rien d'autre qu'à l'exécution de ses lois internes, et à contribuer à sa reproduction. « *C'est seulement dans la concurrence – dans l'action du capital sur le capital – que les lois immanentes au capital, ses tendances, sont réalisées.* » Mais pour autant, la concurrence n'impose pas « *au capital des lois externes, introduites de l'extérieur, qui ne soient pas ses lois propres....(Elle) rend manifestes les lois internes du capital, elle en fait des lois obligatoires pour le capital pris individuellement, mais elle ne les invente pas. Elle les réalise.* »<sup>50</sup>

Mais les manifestations de ces lois apparaissent, à la superficie, par et dans la concurrence. Et parce que c'est elle qui oblige à leur réalisation, c'est elle aussi qui est prise pour la cause. A partir de cette apparence, bien réelle, va se développer – ou plutôt va être développé par les intellectuels bourgeois spécialement formés, sélectionnés, et rétribués pour cette tâche – toute une idéologie mystificatrice, mais essentielle à la reproduction du système capitaliste. Elle le décrit comme « *un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen* »<sup>51</sup>, un système où règnent la Liberté, l'Égalité, le Droit, l'Individu, l'Homme et la Démocratie, et en-

49 K. Marx, *Le Capital*, ES, III, 3, p.241.

50 K. Marx, *Grundrisse*, ES, II, p.239 et 240.

51 K. Marx, *Le Capital*, ES, I, 1, p.178-179.

core bien d'autres merveilles (du moins telles dans la littérature de ces idéologues).

Certes dans la concurrence chacun paraît individu libre de ses choix, égal en droits et récompensé selon ses « mérites ». Mais chacun, et il n'est pas nécessaire de développer cette banalité évidente, n'a pas les mêmes moyens d'exercer sa liberté. La majorité n'en a aucun autre que de se soumettre au capital pour espérer survivre ou, pire, souhaiter pouvoir s'y soumettre puisque celui-ci ne peut les employer tous. De ce que plus un capital est prospère dans la concurrence par rapport à d'autres, et plus il embauche et paie, découle cette idée superficielle, mais fort répandue, que « plus le capital est replet, plus son esclave est repus ». Ce fétichisme du capital, développé à satiété par les idéologues bourgeois, entraîne les prolétaires eux-mêmes dans le nationalisme. C'est là une des conséquences les plus erronées et les plus dangereuses du rapport capitaliste que « *d'accoutumer le travailleur à voir sa seule chance de salut dans l'enrichissement de son Maître* »<sup>52</sup>. Et donc à non seulement l'accepter, mais même, trop souvent, à y contribuer en soutenant ses guerres, commerciales et militaires, prolongements naturels de la concurrence. Cette idéologie d'unité nationale patriotique est très soigneusement cultivée par l'éducation et tout l'appareil intellectuel de la bourgeoisie, et exacerbée par une propagande chauvine de tous les instants, en tous lieux et à tous propos, comme antidote à la lutte des classes, et comme soutien à la lutte d'une bourgeoisie contre d'autres pour le partage de la plus-value mondiale.

En réalité, la concurrence entre les travailleurs n'est qu'une forme de la concurrence entre les capitaux pour accaparer le maximum de cette plus-value. Et en jouant le jeu du soutien à « leur » capital ils contribuent en réalité à une aggravation de leur exploitation. En effet le capital le plus prospère, celui qui survit dans la crise, est celui qui fait le plus de profit, qui exploite le « mieux » les ouvriers qu'il emploie. Aujourd'hui encore, comme hier, on voit que c'est cette concurrence entre capitaux qui amène des travailleurs à accepter des baisses de salaire et des aggravations des conditions de travail pour « sauver l'entreprise » et leurs emplois (voire, pire, à se dresser contre les prolétaires étrangers). S'il parvient à ce que ce soient d'autres que lui qui soient mis au chômage, le prolétaire n'empêchera pas que ceux-là, plus morts-de-faim que lui, pourront alors accepter des salaires encore plus bas pour sauver leur peau, et remplacer à

---

52 Ibidem, I, 3, p.60.

leur tour celui qui avait cru sauver la sienne en soutenant « son » capital. La concurrence ne fait toujours qu'exécuter les lois de la valorisation du capital, jamais elle n'exécute l'intérêt du travailleur, qui sera toujours châtié d'appuyer « son » capital contre un autre, « sa » nation contre une autre, car non seulement ce faisant il ne sert que ses Maîtres, mais cela le mènera jusqu'à leur servir de chair à canon comme tant de guerres l'ont déjà montré.

Si, dans la concurrence, il n'y a aucune autre liberté pour le prolétaire que de se soumettre à un capital pour espérer en recevoir des miettes, il n'y en a pas non plus pour le capitaliste lui-même. Car il ne peut l'être qu'en étant le meilleur exploiteur du travail d'autrui, le meilleur filou, le plus cynique « gagneur », quel qu'en soit le prix en matière de dégâts humains, de gaspillages, de pollutions, etc. La concurrence entre eux ne fait que distinguer ceux qui sont les meilleurs dans ces comportements, les meilleurs agents de la valorisation des portions de capital dont ils ont la gestion. Eux aussi dans la concurrence exécutent les lois du capital, telles qu'elles leur apparaissent à la superficie et qu'ils les comprennent, superficiellement, sans la moindre idée de leurs fondements. Marx stigmatisait à juste titre ces agents comme n'étant que « des fonctionnaires du capital ».

Bref, la concurrence, baptisée libéralisme par les idéologues, n'est en rien synonyme de plus haut développement des hommes, de la liberté individuelle et de la créativité comme ils le chantent. *« Il ne s'agit là de libre développement que sur un fondement lui-même borné – celui de la domination du capital. Ce genre de liberté individuelle est donc en même temps l'abolition la plus totale de toute liberté individuelle. A la fois liberté et total écrasement de l'individualité sous le joug des conditions sociales qui prennent la forme de choses toutes puissantes, de choses indépendantes des individus... »*<sup>53</sup>, des fétiches.

Voilà le fin mot de la concurrence. Vue comme manifestation de la liberté créatrice de chacun, elle est exactement l'inverse : la totale sujétion de l'individualité aux choses (argent, prix, salaires, profit, etc.) qui, bien que représentant le travail social, s'en sont autonomisées, détachées, au point que leurs rapports, leurs mouvements, déterminent les comportements individuels et les personnalités de chacun. La puissance sociale que les individus ont perdu dans les séparations de la propriété privée (des individus privés) se retrouve face à eux comme puissance des choses sur

53 K.Marx, Grundrisse, ES, II, p.144.

eux. Ainsi prétendre réaliser la liberté de l'individu par et dans la concurrence, par le biais de laquelle s'imposent en fait tous les fétichismes, la domination sur les hommes de choses qu'ils ont eux-mêmes inventées et produites, cela est un comble du fétichisme. Mais de même que les dieux, pures idées créées par les hommes, deviennent, par le biais de la religion, c'est-à-dire de règles, rites, institutions, une force réelle, terrestre, matérielle, déterminant des sociétés et leurs individus, de même les fétichismes engendrés par les rapports sociaux capitalistes deviennent, développés en philosophie, littérature, histoire, éducation, « lois » économiques et juridiques, une force réelle qui, avec des institutions comme l'Etat qu'ils contribuent à mystifier, structurent la société, participent pleinement à sa sacralisation et sa reproduction. C'est pourquoi nous allons examiner maintenant comment les fétichismes sont développés en une idéologie expliquant et justifiant la société telle qu'elle est : l'idéologie bourgeoise.

## Chapitre II.

### LES FETICHISMES, BASES DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

L'idéologie bourgeoise n'est pas un produit purement imaginaire, purement inventé pour tromper. Elle a une base réelle dans les fétichismes qui sont l'apparence des phénomènes, une manifestation concrète mais superficielle des rapports sociaux capitalistes. Les idéologues bourgeois sont simplement une couche d'intellectuels stipendiés chargés spécialement d'observer cette apparence, de la décrire, et, et c'est là leur rôle actif, de développer ces observations en philosophie, histoire, économie, droit, « esprit des lois » et autres théories supposées l'expliquer, la présenter comme la vérité toute entière, de sorte à fournir ainsi une justification et une cohérence à la société telle qu'elle est. Or, au mieux, ils savent dire, plus ou moins exactement, et en occultant bien des faits dérangeants pour leurs théories, comment ça se passe. Mais ils ne savent pas expliquer pourquoi ça se passe ainsi. Pourtant ils sont chargés d'expliquer ce pourquoi, et de façon à ce que leurs explications justifient le comment. C'est quand ainsi ils tentent d'expliquer qu'ils sont pleinement idéologues, falsificateurs.

Toute société est fondée sur un certain mode de production des moyens de la vie des êtres qui la composent. Toute société est condition de la vie de ses membres, sinon elle est rejetée par ceux qu'elle ne ferait pas vivre et, si ceux là sont nombreux, elle disparaît. Tant qu'elle satisfait à cette tâche, toute société est justifiée aux yeux de ses membres à se reproduire, et sa perpétuation est donc le but commun. Mais quand se développe une division du travail dans la société, une hiérarchie des fonctions, tous ceux qui y vivent le mieux sont aussi ceux qui sont le plus attachés à sa reproduction, et à la présenter comme la meilleure société possible, celle qui satisfait au mieux à la vie de ses membres. Cette distinction d'intérêt pour la sauvegarde et la reproduction d'une société advient dès que les progrès de l'efficacité du travail ont permis l'entretien d'individus plus ou moins déchargés des tâches matérielles les plus pénibles. Parmi ceux là sont les premiers idéologues, sorciers, prêtres, conteurs, chargés d'expliquer la société et son monde. Intéressés à la conserver intangible puisqu'ils y avaient les meilleures places. Mais

qu'une société soit ainsi expliquée par les mythes, les dieux, la Raison, les « lois » économiques, la nature humaine, la race, cela reste de l'idéologie. Et cela le reste tant que l'explication ne va pas jusqu'à l'analyse de la façon dont les hommes produisent les moyens de leur vie, avec quels outils, dans quels rapports sociaux, bref dans quelles conditions et quel degré d'appropriation de la nature (ou : dans quelles « circonstances », en nommant par ce mot l'ensemble des moyens de production, des rapports sociaux, des conditions de vie léguées par les générations précédentes, et qui déterminent ce que sont les individus d'une époque déterminée, mais aussi qu'ils transforment par leurs activités). Ces différentes formes de l'idéologie correspondant à différentes époques peuvent toutefois très bien coexister, car les idéologies tendent à survivre longtemps après que les circonstances qui les ont engendrées et nourries ont disparu.

Ce n'est pas l'objet de cet ouvrage que de développer l'histoire des diverses idéologies et de leurs influences complexes sur l'histoire. Considérons seulement la société divisée en classes. La classe dominante est alors tout particulièrement intéressée à sa reproduction telle quelle, puisque c'est aussi celle de sa domination et de ses privilèges. Et cette tâche lui est notoirement facilitée puisque cette classe a, en tant que dominante, la propriété des moyens de produire l'idéologie qui lui convient : de spécialiser une partie de ses membres dans cette tâche, de disposer des moyens matériels de la diffuser, et d'interdire la diffusion de toute autre conception du monde.

Certes, la classe dominante n'est en général pas homogène. La bourgeoisie par exemple se fractionne en bourgeoisie foncière, industrielle, commerciale, financière, cadres, petits propriétaires menacés par les grands, etc. Il apparaît donc des idéologies bourgeoises plus ou moins diversifiées<sup>1</sup>, et cette relative diversification donne l'apparence d'une certaine liberté de penser. Mais au delà des particularités, il y a un fond commun de « pensée unique », une idéologie dominante, et dominant toute la société, formant le consensus général qui la cimente, du moins tant qu'elle peut satisfaire suffisamment de ses membres pour se reproduire relativement pacifiquement, tant qu'il n'existe pas de force révolutionnaire la renversant. Ce consensus social limite donc la critique dans

1 « Sur les différentes formes de propriété, sur les conditions d'existence sociales, se dresse toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser et de conceptions philosophiques particulières. La classe toute entière les crée et les forme sur la base de ces conditions matérielles et des rapports sociaux correspondants. » K.Marx, *Le 18 Brumaire de L.Bonaparte*, éd. Du Progrès, Moscou 1970, O.Choisies, 1, p.438.

les bornes du respect des conditions de la reproduction des rapports sociaux existants. Quelles que soient les différentes variantes de l'idéologie dominante, libérale ou étatiste, laïque ou religieuse, démocratique ou fasciste, elles ne dépassent pas ces bornes du consensus général et concourent ainsi, chacune à sa façon correspondant mieux à telle ou telle catégorie sociale, à la reproduction du capital en général. Et quand certaines en critiquent certains aspects superficiels, elles ne font qu'affirmer que ce système à bout de souffle est néanmoins amendable et peut améliorer le sort des peuples.

On peut certes affirmer que sans l'idéologie dominante, la bourgeoisie ne pourrait pas maintenir longtemps sa domination, que si les prolétaires n'étaient pas ainsi trompés, leur lutte serait d'emblée une lutte révolutionnaire pour abolir les rapports d'appropriation capitaliste. Mais la question est alors de savoir comment abolir l'idéologie dominante. Il ne suffit pas de savoir combien il est néfaste qu'elle domine, mais pourquoi elle domine ?

La réponse la plus immédiate et la plus simple à cette question est de mettre en cause la puissance de l'appareil d'éducation et de propagande aux mains de la bourgeoisie (lequel est de plus doublé d'un appareil de coercition tout aussi puissant : censure, lois, police, prisons, etc.). Aujourd'hui où l'ensemble de l'appareil médiatique est hyperpuissant, mobilisant d'énormes moyens, et très sophistiqués, pénétrant partout, à tout propos et à chaque instant, où cet appareil est entièrement concentré dans les mains de la haute bourgeoisie, qui en confie la gestion à des agents triés sur le volet et parfaitement formatés en un détachement spécial, un corps « d'intellectuels organiques » (selon l'expression de Gramsci) présentés comme les détenteurs de la science et chargés de fournir de quoi nourrir la lutte idéologique dans tous les domaines, bref, aujourd'hui où la production intellectuelle et le droit à la parole publique sont entièrement monopolisés par une caste particulière, et où la propagande est massive en même temps que scientifiquement organisée, ce genre d'explication a certes une grande part de validité. Marx en son temps l'avait d'ailleurs déjà mise en avant, en observant que : « *les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes...* », car la classe qui « *...dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle.* »<sup>2</sup>

2 *Idéologie Allemande*, ES, p.44.

Explication exacte, mais néanmoins trop courte. Car ce n'est pas seulement le fait que la bourgeoisie monopolise les moyens matériels de la production des idées, qu'elle dispose des moyens de produire les intellectuels et les propagandistes qui lui conviennent, qu'elle sélectionne, place et rémunère en fonction de leurs capacités à développer et présenter sous leur meilleur jour les idées qui lui conviennent, ce n'est pas seulement cela qui suffit à expliquer pourquoi cette idéologie dominante pénètre aussi facilement et largement les masses populaires, alors qu'elles devraient, de par leur situation, être les plus critiques vis-à-vis de la présentation bourgeoise du capitalisme. Il faut en revenir à ceci qu'elle y parvient parce que cette idéologie est fondée sur une réalité, celle des apparences, et qu'elle est le développement des fétichismes qui en découlent, même si, bien évidemment force falsifications, omissions, mensonges, manipulations s'y rajoutent aussi.

Dans ses travaux postérieurs c'est Marx lui-même qui a permis de dépasser cette explication sommaire grâce à son analyse de tous les « renversements » qui se produisent entre la nature intime du rapport capitaliste, ses racines les plus cachées, son essence, et les formes que revêtent les manifestations de ce rapport, leur apparence à la surface de l'immédiateté de la vie quotidienne. Là les travaux des hommes prennent la forme des choses dans lesquelles ils s'extériorisent, et leurs rapports dans ces travaux celle de rapports entre ces choses. De telle sorte que les producteurs sont dominés par les produits de leurs propres travaux, et soumis aux divers fétichismes qui ont été évoqués au chapitre précédent.

Ce sont ces fétichismes qui servent de base, de points d'appui, aux idéologues bourgeois. Ils en subissent d'ailleurs eux-mêmes la domination. Ce qui en fait des idéologues bourgeois, c'est qu'ils s'y complaisent, et s'emploient, ou plutôt sont employés, à les faire prospérer en les enveloppant des arguments les plus sophistiqués possibles afin de produire à partir d'eux tout un système de pensée, une conception du monde, de l'Homme, de la société (et du « Bien » dans la version morale et religieuse), sous une apparence rationnelle, voire scientifique. La propriété des moyens matériels de la diffusion des idées n'intervient que sur cette base, et autant comme moyen de pénétration de cette idéologie que comme moyen d'empêcher celle de toute conception antagonique (double matraquage). Ce qu'il faut d'abord voir, c'est pourquoi ces idées là sont produites comme ayant cette apparence de la vérité qui les rend présentables et acceptables, alors même que les méfaits du capitalisme qu'elles louangent sont de plus en plus monstrueux.

Ce phénomène se comprend si on comprend pourquoi les fétichismes se développent aussi avec le capitalisme et ses monstruosité. Ce sont deux mouvements parallèles, le second entraînant la lutte qui abolira le premier, comme nous l'examinerons ultérieurement. Arrêtons-nous pour le moment à examiner pourquoi plus se développe le capitalisme et plus aussi se développent les fétichismes qui obscurcissent l'origine profonde des phénomènes apparents. Nous avons rappelé au chapitre I pourquoi les travaux concrets des hommes se représentent sous une forme abstraite, la valeur, laquelle n'existe socialement que par comparaison, dans l'échange, sous forme valeur d'échange, ce qui amène finalement toutes les marchandises à se comparer par le biais d'un étalon universel, l'argent, qui devient alors le représentant de toute richesse, richesse en soi. Cette extériorisation du travail dans une autre marchandise, l'argent, est aussi la possibilité et le fondement de l'autonomisation de celle-ci. Le mouvement d'autonomisation, qui est aussi de diversification, des formes de la valeur (argent, profit, salaire, intérêt, etc.), est globalement celui de l'autonomisation des choses que les hommes ont produites, au point qu'elles finissent par les dominer.

Que ce mouvement d'autonomisation des formes de la valeur opacifie l'origine des phénomènes apparents (l'apparence étant justement celle de ces formes ainsi de plus en plus diverses en même temps qu'« éloignées » de leur origine), on le voit très bien dès qu'on examine l'évolution historique du capitalisme. Par exemple, dans le mode d'extraction de la plus-value sous sa forme absolue, le rapport entre travail payé et travail gratuit, et donc l'origine du profit, apparaît encore assez clairement dans l'allongement de la durée de travail. Avec la plus-value sous sa forme relative, nous avons rappelé que ce rapport s'estompe, et que plus croît la productivité qui permet cette plus-value, plus l'accroissement de la richesse semble provenir de la science et de ses applications mécaniques aux mains du capital (et moins du travail vivant). Et l'origine du profit s'opacifie encore avec l'extension et la mondialisation du capitalisme du fait de l'élargissement parallèle de la péréquation des taux de profit entre les divers capitaux, du développement considérable des formes de profit qui semblent détachées de la production, telles que le profit bancaire et commercial, l'intérêt financier, etc. En même temps, l'argent change aussi sans cesse de formes : de métallique il devient papier, puis simple écriture, manuelle puis électronique. Ainsi la forme elle-même de l'argent se fait adéquate à son auto-multiplication dans le crédit, contribuant ainsi à l'accélérer et à renforcer le fétichisme

de l'argent produisant de la richesse. Bref, « plus nous suivons le procès de mise en valeur du capital, plus nous voyons le rapport capitaliste se mystifier, et moins on découvre le secret de son organisation interne »<sup>3</sup>.

Ce qu'il faut ici préciser, c'est que la mystification concerne le secret de ce rapport interne, l'origine des phénomènes apparents. Mais l'apparition n'est pas un simple produit de l'imagination, elle est réelle. La valeur d'échange n'apparaît que métamorphosée en prix par le biais de nombreuses circonstances diverses, mais « ce n'est pas seulement en apparence, mais effectivement, que le prix moyen des marchandises diffère ici de leur valeur... »<sup>4</sup> La plus-value n'apparaît que sous la forme métamorphosée du profit, et effectivement « le profit moyen d'un capital particulier diffère de la plus-value que ce capital a extorquée aux ouvriers qu'il occupe », et « le taux de profit est réglé par ses propres lois »<sup>5</sup> qui ne sont pas exactement les mêmes que celle qui règlent le taux de plus-value. Et dans l'intérêt l'apparence s'éloigne encore plus de son origine puisque « dans le profit subsiste toujours un souvenir de son origine (le travail, n.d.a.), alors que dans l'intérêt celui-ci a disparu et a même pris une forme à l'opposé de cette origine »<sup>6</sup>. Et ainsi de suite jusqu'à former ces fétichismes où l'argent semble engendrer l'argent, le capital le producteur et la concurrence la liberté, un génie invisible organisant et stimulant l'économie mieux que les hommes ne pourraient le faire.

Le fétichisme n'est pas l'inexistence de ces choses, il consiste à régler ses comportements sur elles et leurs rapports en leur accordant un rôle, un pouvoir qu'elles n'ont pas. Ce à quoi contribuent fortement les idéologues bourgeois en les présentant comme des catégories économiques explicatives fondamentales, aux rapports régis par des lois scientifiques qui expliqueraient la société telle qu'elle est. Ces catégories « sont des formes de l'intellect qui ont une vérité objective, en tant qu'elles reflètent des rapports sociaux réels »<sup>7</sup>, mais elles n'en sont que des reflets difformes. Il faut une démarche scientifique pour trouver l'origine de ces reflets et ce qui produit cette déformation<sup>8</sup>. Ce fût l'immense mérite de Marx, dont les travaux les plus fondamentaux (les Grundrisse et le Capital

3 K.Marx, *Le Capital*, ES, III, 1, p.67.

4 Cf. note 11 du Chapitre I.

5 K.Marx, *Le Capital*, ES, III, 3, p.206.

6 *Ibidem*, p.207.

7 *Ibidem*, I, 1, p.88.

8 D'ailleurs « toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses coïncidaient ». *Ibidem*, III, 3, p.196.

notamment) ont précisément mis à jour cette détermination des phénomènes apparents par les rapports de propriété et leurs évolutions réciproques. Ils ont montré non seulement « *comment on produit dans le rapport capitaliste* », ce qui est le mieux que puissent faire les rares économistes bourgeois qui observent sérieusement les apparences de ce rapport, mais « *comment ce rapport est produit et crée en même temps les conditions matérielles de sa dissolution* »<sup>9</sup>.

On peut encore observer que, dans l'économie capitaliste, les apparences obscurcissent d'autant plus l'essence des phénomènes que ces formes autonomisées de la valeur (i.e. du travail) qu'elles sont, non seulement se détachent de plus en plus de leur origine, mais, se faisant, se présentent aussi de plus en plus à chaque génération comme des formes nécessaires, étant là de tout temps comme sans origine, comme conditions préalables à la production. Elles sont le produit des travaux antérieurs, effectués dans certains rapports sociaux, mais apparaissent comme des pré-supposés des travaux postérieurs, et des rapports sociaux dans lesquels ils s'effectuent. « *Pourquoi ces fruits de la décomposition de la valeur-marchandise semblent-ils constituer constamment les conditions préalables de toute création de valeur ? L'explication de ce mystère est simple : le mode capitaliste de production, comme n'importe quel autre, ne se contente pas de reproduire sans cesse le produit matériel, il reproduit aussi les rapports économiques sociaux et les catégories économiques qui président à la création du produit. Son résultat apparaît donc comme ses conditions avec la même permanence que ses conditions préalables comme ses résultats.* »<sup>10</sup> Ainsi toutes les conditions de la production apparaissent comme naturelles, allant de soi, puisque, semble-t-il, toujours là avant l'individu et perpétuellement reproduites. Et finalement « *personne n'y voit malice* ».

Bref, les catégories économiques bourgeoises ne sont pas de « fausses apparences », des fantômes, mais des apparences qui n'expliquent pas ce qu'elles montrent, qui, si on en reste à elles, cachent l'essentiel, la vérité intime de ce qu'elles manifestent. Et elles la cachent, si l'on peut dire, de mieux en mieux au fur et à mesure du développement historique du capitalisme. Tant parce qu'alors elles s'éloignent de plus en plus de leur origine, de ce qu'elles reflètent, que parce qu'elles semblent être, aussi de plus en plus, conditions préalables de l'activité – auxquelles

9 K.Marx, *Un chapitre inédit...op. cit.*, p.264.

10 K.Marx, *Le Capital*, ES, III, 3, p.247.

celle-ci doit donc comme naturellement se plier – au fur et à mesure qu'elles s'autonomisent ainsi toujours davantage en se reproduisant.

De tout cela nous pouvons tirer deux conclusions pratiques :

1°) « *Qu'il est tout aussi naturel que les agents réels de la production se sentent parfaitement chez eux dans ces formes aliénées et irrationnelles... car ce sont là précisément les formes illusoire au milieu desquelles ils se meuvent tous les jours et auxquelles ils ont affaire.* »<sup>11</sup>

2°) Que, puisque les fétichismes, sur la base desquels sont développées l'ensemble des idéologies bourgeoises, sont induits par les rapports d'appropriation privée des conditions de la production, ils – et donc elles – ne disparaîtront complètement et définitivement qu'avec l'abolition de ces rapports. Le fait que le travail se socialise sous la forme valeur – ce qui induit l'autonomisation des formes concrètes de la valeur (l'argent, etc.) et les fétichismes afférents – est un fait purement social<sup>12</sup>, un rapport social de production particulier. C'est donc une révolution sociale, c'est-à-dire une révolution créant de nouveaux rapports d'appropriation, bouleversant « la production de la vie » antérieure<sup>13</sup> – dont la révolution politique, nous en reparlerons, n'est qu'un moyen – qui abolira les fétichismes et l'idéologie bourgeoise, en même temps que les rapports capitalistes de propriété.

Cependant, nous n'en avons pas encore fini ici avec l'idéologie. Sa production par la bourgeoisie ne s'arrête pas à la nécessité où elle se trouve d'expliquer « l'économie » et la division capitaliste du travail (qui est celle de la propriété des moyens de production) telles qu'elles sont, d'en produire les « lois », de justifier l'argent, le salaire, le profit, le crédit, la concurrence, etc. Il lui faut expliquer et justifier l'ensemble des rapports sociaux (y compris les émoluments des idéologues) qui forment la société bourgeoise et sont toutes les conditions de sa reproduction. C'est un vaste domaine qui va de la promotion du « bonheur » dans

11 *Ibidem*, p.208. Dans ces formes on a la façon dont le capital « se manifeste dans la société, à la surface pourrait-on dire... dans la conscience ordinaire des agents de la production ». *Ibidem*, III, 1, p.47.

12 « *La forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport déterminé des hommes entre eux...* ». « *Cette valeur n'étant pas autre chose qu'une manière sociale particulière de compter le travail employé dans la production, ne peut pas plus contenir d'éléments matériels que le cours du change, par exemple.* » K.Marx, *Le Capital*, ES, I, 1, p.85 et 93.

13 Une « révolution non seulement contre les conditions particulières de la société passée, mais contre la « production de la vie antérieure elle-même, contre l'« ensemble de l'activité » qui en est le fondement... (K.Marx, *Idéologie Allemande*, ES, p.39). Encore une fois, il ne s'agit pas d'éliminer tel ou tel « défaut » particulier du capitalisme !

l'aliénation consumériste jusqu'à celle de l'Etat et de la Nation, en passant par la glorification de l'individu privé, de son « moi », de son double fantomatique, le Citoyen, de la Démocratie et des Droits de l'Homme. Il serait beaucoup trop long d'examiner chacun de ces discours particuliers de l'idéologie dominante. Mais comme l'Etat est, et de plus en plus avec le développement du capitalisme, même si les idéologues l'appellent « libéral », le moyen essentiel de la reproduction de la société bourgeoise, nous nous arrêterons un moment sur le fétichisme particulier qui lui est afférent.

On sait que les idéologues font de l'Etat une mystification en prétendant qu'il représenterait l'intérêt général, et un fétiche quand certains affirment qu'il représenterait la volonté des individus associés et aurait par là, en la réalisant, le pouvoir de mettre « l'économie » (entendez « la croissance », l'accumulation du capital) au service des hommes dans leur ensemble. Selon eux il pourrait être à la fois l'habile gestionnaire appliquant en fin connaisseur les « lois » de « l'économie », qui sont justement celles qui justifient et organisent la domination des choses qu'ils ont produites sur les hommes, et, contradictoirement, l'organe de leur volonté, de leur maîtrise sur ces choses.

Toute cette idéologie mystificatrice sur l'Etat est bien connue<sup>14</sup>, et il n'est pas besoin d'en développer plus ici la critique. Ce qui est plus spécialement intéressant pour notre sujet, est d'examiner non seulement pourquoi l'Etat doit se former comme puissance spéciale au dessus des individus pour que la société capitaliste puisse se reproduire, alors même que les fétiches marchands et capitalistes qui ont été rappelés précédemment étaient censés organiser harmonieusement la production et les échanges entre les hommes, mais surtout pourquoi l'Etat n'est certainement pas le moyen de diriger « l'économie » au « service des hommes » (car cela dépend d'une révolution des rapports sociaux), et même qu'il ne peut plus aujourd'hui, ou du moins de plus en plus difficilement, assurer la reproduction du capital et de la société capitaliste, bien que ce soit là sa fonction, sa raison d'être, et qu'il s'y emploie avec ardeur en usant de toutes les forces coercitives à sa disposition (dont le totalitarisme idéologique et médiatique), et qu'il doit sans cesse augmenter pour y parvenir encore.

C'est que les fétiches brandis par les économistes bourgeois sous forme de « lois économiques » s'avèrent impuissants à empêcher les

14 Voir T.Thomas, *L'Etat et le Capital, l'exemple français*, éd. Albatroz.

contradictions issues des rapports intimes qui sont l'essence du capital de se manifester et de les contredire. Ce qu'elles font sous forme de catastrophes et de crises, acculant une masse de plus en plus nombreuse à devoir lutter par tous les moyens pour vivre.

Nous avons rappelé précédemment que les individus privés supposés libres et égaux dans la concurrence étaient en réalité des individus dominés par les produits de leurs travaux, qui se dressent face à eux comme des puissances mystérieuses. Les économistes s'efforcent d'éclaircir cet étrange phénomène, qui rappelle l'histoire de l'apprenti sorcier déchaînant des forces qu'il ne peut plus contrôler. Mais ils ne peuvent y parvenir parce qu'ils ignorent qu'il est engendré par le système fondé sur la propriété privée : il prive en réalité les individus de la source de leur puissance d'hommes, qui est sociale, chacun ne pouvant s'enrichir et se construire que dans le développement et l'échange des qualités de tous. De sorte que dans ce système les produits et leurs rapports sont investis du rôle de suppléer à ces rapports d'association que n'assument pas directement ces individus privés, qui posent leurs rapports, la socialisation de leurs activités, dans l'échange de marchandises, dans l'argent. Mais les marchandises manquent quelque peu d'intelligence. Elles peinent à régler harmonieusement leurs rapports et leurs mouvements. Le fameux « marché », ne peut pas s'autoréguler et assurer seul l'ensemble des conditions de la reproduction du capital<sup>15</sup>, et, au delà, de la société. En effet l'essentiel de ces conditions sont, et de plus en plus avec la socialisation croissante de la production, sociales. Les hommes ne produisant, et donc n'existant, que socialement, leur puissance sociale doit nécessairement s'affirmer en tant que telle d'une manière ou d'une autre pour qu'ils reproduisent celles des conditions de la production de leurs vies qui dépendent d'eux. Suivant le caractère historique de ces conditions cette puissance sociale se manifestera sous diverses formes. Dans le capitalisme, faute de Communauté, ce sera l'Etat, un organe spécial qui la représente et qui l'exerce.

L'Etat est aussi une puissance qui domine les individus. Mais elle n'a de prime abord rien de mystérieux puisqu'il est une création des hommes, un pouvoir exercé par des hommes, et qui plus est, dans le système démocratique (le plus adéquat au capital pour mystifier le peuple), semble être l'expression et le moyen d'exercer leur volonté commune.

<sup>15</sup> Bien qu'on puisse observer avec Marx que « la beauté du système » soit que ce marché parvienne néanmoins cahin-caha, à travers des crises et des catastrophes, à une certaine régulation.

Pourtant à y regarder de plus près il y aurait bien quelques mystères à éclaircir, comme : pourquoi cette « servitude volontaire » ? Quels intérêts l'Etat sert-il réellement ? Que dirige-t-il vraiment ?

Seule cette dernière question nous intéresse ici. L'histoire des temps modernes nous apprend en effet que plus l'accumulation capitaliste se développe, et plus l'Etat grossit et intervient activement dans la reproduction du capital. C'est que, comme il vient d'être dit, il est le supplétif du « marché », le représentant de la puissance sociale garant de son bon fonctionnement. Garant des conditions sociales de la reproduction de la société – donc finalement, et au delà du « marché », de la reproduction du capital (c'est-à-dire de sa valorisation<sup>16</sup>) – que le privé n'assure pas, ou mal. L'Etat est plus que garant même : c'est sa raison d'être, la condition de sa propre existence. Dans le monde des débuts de la production marchande, il fallait déjà qu'un certain nombre de conditions sociales soient assurées par un Etat pour que le « marché » puisse fonctionner, telles que une monnaie dont la valeur soit reconnue par tous les échangistes, des lois, une police et une justice pour garantir la bonne exécution des contrats, la propriété des biens, la sécurité des riches, et la soumission des pauvres, une armée pour protéger le commerce contre les concurrents et si possible l'étendre à leurs dépens, etc.

Avec le développement du capitalisme, l'Etat intervient nécessairement plus, bien au delà de ces fonctions « régaliennes » initiales, pour au moins deux séries de raisons concomitantes :

1°) Les conditions de la production sont de plus en plus sociales au fur et à mesure de l'accumulation, de la concentration et de la mondialisation du capital. En dehors d'une petite production réduite à un rôle minime, la propriété s'est concentrée en oligopoles, en même temps que diversifiée en une multitude de fonctions très spécialisées, industrielles, financières, commerciales, administratives, scientifiques, etc. Le capital est devenu comme une sorte de propriété collective de tous les différents agents qui, exerçant ces différentes fonctions, en organisent et dirigent la reproduction, c'est-à-dire de la classe bourgeoise. Dans le même mouvement historique, toute une série de conditions de la valorisation, par exemple la reproduction de la main d'œuvre (formation, santé, logement, etc.), les grandes infrastructures de transports ou de production de

16 Il est évident que, dans la société capitaliste, l'emploi, les salaires, etc. dépendent de la valorisation du capital. La situation des prolétaires est relativement meilleure dans les périodes de forte accumulation du capital que dans ses crises. D'où l'illusion, déjà mentionnée précédemment, que l'ouvrier a intérêt à la bonne santé de « son » capital.

l'énergie, la recherche scientifique, et bien d'autres secteurs qu'il est impossible de détailler ici, doivent être prises en charge par l'Etat, qui représente cette classe bourgeoise, est son existence en tant que classe. En même temps, il développe un encadrement totalitaire de la population.

2°) Cette extension du rôle de l'Etat ne s'explique pas seulement par cette croissante socialisation des conditions de la production, car ce phénomène se manifeste simplement d'une façon générale par la tendance au monopole, qu'il soit privé ou public. Elle est surtout rendue nécessaire par le fait que la tendance à la concentration du capital accompagne les développements de la productivité (recherche de la plus-value relative), lesquels sont accumulation de capital fixe (machinerie), et diminution de la part de travail vivant dans les produits relativement à celle de travail mort. Donc diminution relative de la quantité de travail produisant la plus-value. D'où difficultés tendanciellement croissantes de la valorisation du capital dans sa globalité<sup>17</sup>. D'où intervention croissante de l'Etat pour mettre à la charge du peuple, via l'impôt, cette valorisation dont dépend la reproduction de la société capitaliste dans son ensemble. Cette intervention n'est socialisation que dans le sens de faire payer par le peuple cette valorisation. Cela par toutes sortes de moyens tels que, outre ceux cités ci-dessus, les exonérations de charges, les subventions directes aux entreprises, la socialisation des pertes via des nationalisations, totales ou partielles, et encore bien d'autres. Sans parler ici de ceux qui consistent à pulvériser les « acquis sociaux » de l'ex « Etat-Providence » qui, tous, concourent finalement à l'augmentation de la dette publique, des impôts et de la dévalorisation monétaire pour la rembourser. C'est-à-dire, concourent à gonfler la masse des profits par un apport direct sous forme argent pris dans la poche des travailleurs par l'Etat. Celui-ci exécute le rêve du capital (A-A', le profit sans l'ennui de faire produire la plus-value). Et pour les travailleurs, la notion qu'ils enrichissent le capital, qui pouvait encore plus ou moins subsister dans le rapport salarial où ils sont face au travail, est ici encore davantage masquée par la médiation de l'Etat, puisqu'il est le soi-disant représentant de l'intérêt général, de la société toutes classes confondues. L'intervention de l'Etat est d'autant plus mystificatrice qu'elle est faite en général au nom de causes nationales : éducation, emploi, et autres services publics, derrière lesquelles se cache en réalité le service du capital national en général.

---

17 Voir T.Thomas, *La crise chronique ou le stade sénile du capitalisme*, op. cit.

Plus le capital a de difficultés à se reproduire, plus la société est en crise, et plus nombreux sont ses membres qui en appellent à l'Etat, ne jurent que par l'Etat, chacun pour en obtenir protection et assistance en fonction de sa situation de classe. Les capitalistes seront les premiers et les mieux servis, puisque non seulement ils contrôlent l'Etat, mais, et ceci va avec cela, ils sont « *simple personnification du capital* »<sup>18</sup> en charge de la valorisation du capital. Celle-ci étant la condition sine qua non de tout le fonctionnement de la société, ils doivent donc exiger de l'Etat qu'il leur fournisse les moyens de cette fonction vitale. Mais dans les autres groupes sociaux, prolétaires compris, beaucoup pensent aussi que l'Etat doit leur procurer les moyens de leur vie puisqu'ils le voient aussi comme l'organisateur de l'intérêt général. Le petit bourgeois en détresse, en panne « d'ascenseur social », menacé par la prolétarisation, fulmine particulièrement contre les gros et veut que l'Etat domine le Spéculateur, le Financier, l'Argent-Roi, le Mondial, et cent autres démons<sup>19</sup> ! Tous, mais chacun à sa façon, selon sa situation, demandent à l'Etat d'être tout : organisateur de la production et de la valorisation, garant de la croissance et du plein emploi, distributeur équitable des richesses, responsable de la santé et de l'éducation, fournisseur de culture et de loisirs, et, pourquoi s'arrêter, maître de la pluie et du beau temps.

Bien évidemment, dès qu'on a compris que l'Etat est le produit des rapports marchands et capitalistes, de l'appropriation privée, qu'il ne peut que les reproduire pour reproduire le système social qu'il représente, on a compris qu'il ne peut rien empêcher des conséquences catastrophiques de ce système, qu'il ne peut, au contraire, que les aggraver en voulant à tout prix le reproduire.

Ainsi la mystification que l'Etat serait le représentant et l'organisateur de l'intérêt général, ou pourrait l'être dans les mains d'un bon gouvernement, se double inéluctablement de celle de penser pouvoir lui donner le pouvoir d'en être réellement capable, d'avoir réellement le pouvoir de mettre « l'économie » (nom donné au capitalisme dans l'idéologie bourgeoise) au service de tous, d'obliger à produire rationnellement et à répartir le produit équitablement. Ici la mystification fait de l'Etat le fétiche suprême. Tel est le vieux mythe « réformiste » très représentatif de la bourgeoisie moyenne, mais qui, depuis longtemps, ronge aussi une fraction, plus ou moins importante suivant les époques, des prolétaires, et que les idéologues de la « gauche » sont particulièrement chargés de promou-

18 K.Marx, *Le Capital*, ES, III, 3, p.202.

19 Voir T.Thomas, *Les Racines du fascisme*, éd. Albatroz.

voir encore aujourd'hui. Certes, la puissance de l'Etat n'est pas nulle, loin de là. Mais elle n'est, et ne peut être, que de soutenir plus ou moins efficacement le développement du capitalisme, de favoriser plus ou moins bien le fonctionnement et la reproduction de certains rapports sociaux particuliers dont il est le produit. Il ne peut les transformer que s'il est lui-même transformé, représentant d'autres intérêts de classe (notion que nous examinerons plus loin).

Il est intéressant de rappeler que, dès ses premiers combats, Marx s'est trouvé dans l'obligation de s'opposer à ce mythe réformiste. Dans ses œuvres de jeunesse, il a commencé à nettement distinguer la révolution politique de la révolution sociale, cette dernière étant posée par lui comme le but dont la première ne peut être qu'un moyen. « *Le principe de la politique, c'est la volonté* »<sup>20</sup>. Mais la volonté est de vouloir appliquer ce qu'on pense. La politique bourgeoise est donc la volonté d'appliquer l'idéologie bourgeoise, la conception bourgeoise des « lois » économiques et de la société. Elle est en particulier la volonté de construire, reproduire, « perfectionner », cette société comme société politique, c'est-à-dire une société où les individus n'exercent leur pouvoir social qu'en tant que citoyens, personnages imaginaires et impuissants de la sphère politique qui est, concrètement, l'Etat. Il serait leur volonté, exprimant leurs intérêts, leurs besoins, qu'ils lui auraient volontairement confiés, une sphère magique où ces intérêts, opposés dans la vie pratique, se manifesteraient comme communs, comme communauté, comme l'unité d'individus pourtant concurrents, égoïstes et isolés dans leurs vies concrètes d'individus privés, dans les rapports sociaux concrets dans lesquels ils vivent, formant ce qui est généralement appelé la « société civile ». Dans cette sphère politique leur communauté existerait en dehors d'eux, alors même qu'elle n'existe pas dans leur vie pratique, dans la sphère « civile » où ils vivent pratiquement.

On sait que la volonté bourgeoise, au mieux, c'est-à-dire en ce qu'elle peut avoir de sincère, de rationnel, et pas seulement d'affairiste et de corrompue, est fondée sur la seule connaissance des phénomènes apparents, superficiels. Apparences qui, masquant leurs causes dont elles ne donnent qu'un reflet déformé, le plus souvent carrément inversé, jouent le rôle de puissances mystérieuses, inexplicables, fétiches. En tant que force, force commune de toute la classe au dessus de chaque bourgeois particulier et s'imposant à chacun d'eux, la volonté bourgeoise, c'est l'Etat. Mais

---

20 K. Marx, *Contre A. Ruge*, éd. Pléiade, O. III Philosophie., p.410.

« du point de vue politique, l'Etat et l'organisation de la société ne sont pas deux choses différentes. L'Etat c'est l'organisation de la société. »<sup>21</sup> D'où la conséquence qu'en tire très précocement, mais très logiquement, le jeune Marx : l'Etat est par essence tout à fait incapable de critiquer cette société, de corriger ses tares. Il lui est inhérent, la représente, l'organise. Il ne peut pas la transformer radicalement sans se transformer lui-même radicalement ! Et la racine étant les rapports d'appropriation privés, il lui faudrait alors, en les supprimant, se supprimer lui-même en même temps que la société bourgeoise. Voilà pourquoi il ne peut donc supprimer ni le prolétariat, ni la pauvreté, ni l'accaparement, ni les gaspillages, ni la concurrence, ni les guerres. Ni lui-même : étant l'organisation de la société bourgeoise, il ne peut évidemment pas se considérer comme une de ses tares les plus manifestes. « L'Etat ne découvrira jamais dans l'Etat et dans l'organisation de la société la cause des tares sociales. »<sup>22</sup> Et on sait que, quand certaines fractions de la bourgeoisie crient qu'il y a « trop d'Etat », c'est uniquement pour protester qu'il y ait encore trop de règlements freinant une exploitation plus intensive de la main d'œuvre, trop d'impôts consacrés à l'entretien minimum des prolétaires, mais pas assez de dépenses et d'efforts de l'Etat en faveur d'une meilleure valorisation du capital.

L'idéologie bourgeoise peut critiquer telle ou telle activité de l'Etat, mais ne remet jamais en cause l'Etat comme une tare, et c'est là un point très net de démarcation entre les critiques bourgeoises et les critiques radicales de l'Etat. La critique bourgeoise critique seulement son mauvais usage, notion qui varie selon les diverses couches sociales puisque chacune d'elle attend de l'Etat qu'il lui soit plus particulièrement favorable. L'Etat mal dirigé, le mauvais gouvernement, telle est l'explication ultime et souveraine de « l'intelligence politique ». La gauche et la droite se disputent ce gouvernement, mais ne diffèrent que sur les mesures susceptibles de mieux développer le capital, toutes deux étant parfaitement d'accord que ce développement est la seule façon de satisfaire, en tout cas au mieux possible, les besoins de tous. Toutes deux ne gouvernent l'Etat que pour ce qu'il est – le fonctionnaire du capital en général – et pour ce qu'il doit faire : organiser les conditions de la valorisation du capital, et la reproduction de cette société dont elle est la base.

D'ailleurs cette différence se réduit comme peau de chagrin avec la crise du stade sénile du capitalisme. Alors il ne peut plus être question

21 *Ibidem*, p.408.

22 *Ibidem*, p.408.

que de trouver les moyens d'une augmentation drastique de l'exploitation des prolétaires – ce qui est exactement le rôle de la « mondialisation » – en recourant à des mesures brutales qui aggravent considérablement le paupérisme, vis-à-vis duquel l'Etat, ayant « tout essayé » selon la formule de Mitterrand, ne sait plus quoi faire d'autre que de construire des prisons<sup>23</sup>.

Bref, il n'est pas aujourd'hui d'idéologie plus cynique que d'appeler le peuple à se confier à l'Etat pour améliorer le sort du peuple, car, en affirmant qu'il le peut, elle amène le peuple à soutenir l'Etat, elle l'amène donc en fait à soutenir le capital qui le paupérise et le ruine<sup>24</sup>.

Les ravages de l'idéologie bourgeoise culminent en quelque sorte dans l'idéologie qui présente l'Etat comme pouvoir démocratique de la société sur « l'économie », alors qu'il est le pouvoir de cette économie, le capital, sur la société, sur le peuple en particulier. Mais cette mystification n'est possible que parce que l'économie n'est elle-même comprise qu'à travers l'observation de phénomènes superficiels, que sur la base des fétichismes qui ont été rappelés au chapitre 1. Tous les fétiches sont des créations humaines. Ils sont fétiches non parce qu'ils n'existent pas, mais parce qu'on leur attribue un rôle qu'il n'ont pas, parce qu'on en fait des causes là où ils ne sont que conséquences. « On », ce sont tout particulièrement les intellectuels spécialisés et stipendiés à cet effet, les idéologues bourgeois. Il forgent une idéologie dominante sur la base de ces fétichismes, une pensée qui ne permet pas d'avoir prise sur la réalité, de la transformer ; une pensée qui conserve, reproduit, aggrave. Car en réalité, le marché n'est pas rationnel, l'argent ne produit pas de l'argent, le salaire n'est pas le prix du travail, les prix ne sont pas la valeur des marchandises, les machines ne produisent pas de profit, le coût « trop élevé » du travail n'est pas la cause de la crise, ni la concurrence celle du chômage, et encore moins n'est-elle la liberté. Et ainsi de suite.

Ainsi l'idéologie bourgeoise se charge de développer tous les fétichismes en un système de pensée d'apparence rationnelle, de sorte que ce système justifie – en affirmant l'expliquer – la société telle qu'elle est, la

23 K.Marx remarquait déjà en 1844 que le traitement politique de la pauvreté consistait dans le développement d'une administration dont la tâche « n'est plus de juguler le paupérisme mais de le discipliner, de le perpétuer. Cette administration a renoncé à tarir le paupérisme par des moyens positifs, elle se contente de lui creuser, avec une policière charité, une tombe chaque fois qu'il surgit à la surface du pays officiel. ». *Ibidem*, p.405-406.

24 Et, poussée à l'extrémité de sa logique, cette idéologie mène au fascisme, cf. *Les racines du fascisme*, op. cit.

place et le comportement des individus tels qu'ils sont. Ou du moins devraient être : si ces comportements dévient de ce qui est ainsi posé comme normal, social, rationnel – c'est-à-dire compatible avec le fonctionnement de cette société particulière –, ils doivent être évidemment sanctionnés. L'idéologie « justifie » ainsi que les « asociaux » soient combattus, emprisonnés, ou massacrés.

Mais le plus important n'est pas de constater à quoi sert l'idéologie, ni de la débusquer dans tous les domaines où elle exerce ses ravages, et qui, bien évidemment, sont aussi, bien au delà de l'économie vulgaire et de ses fétichismes, ceux de la philosophie, la littérature, l'art, la politique, la démocratie, la religion, les sports, les loisirs, etc. Tout cela est encore assez facile à faire. Le plus important est – puisqu'il s'agit d'éliminer l'idéologie en tant qu'elle est une arme puissante de la bourgeoisie – d'avoir compris qu'étant un développement des fétichismes, ses racines sont les mêmes : l'appropriation privée. Ce n'est qu'en ayant compris que c'est cette racine qu'il faut couper pour éliminer l'idéologie bourgeoise qu'on a compris qu'elle ne peut pas se combattre par sa seule critique théorique mais par la lutte révolutionnaire. C'est cela le côté pratique de la lutte, qu'il faut maintenant examiner.

## Chapitre III.

# IDEOLOGIE BOURGEOISE ET LUTTE DE CLASSE

### 3.1. COMBATTRE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

L'idéologie dominante n'empêche pas la lutte des prolétaires, mais amène à ce qu'elle ne remette pas en cause les rapports sociaux capitalistes, la reproduction de cette société-là. Par exemple, l'idée que le salaire serait le prix du travail, qu'accompagne celle que le profit serait celui du capital, limite étroitement la lutte contre l'exploitation à l'obtention d'un « juste » salaire, d'un partage « équitable » salaire-profit. Ce qui, comme Marx l'a démontré le premier, ne peut aboutir qu'à des améliorations aussi minimes qu'éphémères du salaire, et cela en reproduisant le rapport capital-travail qui accroît sans cesse l'écart de l'appropriation par un côté au détriment de l'autre. L'idée que la concurrence serait la cause de la crise et du chômage, induisant celle que le bien-être des prolétaires serait dépendant de leur « souplesse » (ou « flexibilité ») d'adaptation au « marché » et de la puissance de « leur » capital, conduit une partie de ceux-ci à se diviser entre eux dans le soutien qu'ils apportent à leur entreprise, leur corporation, leur Nation. Ce soutien (qui, dans le fascisme, apparaît aussi sous la forme d'une opposition aux « mauvais » capitalistes sans patrie, anationaux, cosmopolites, mondialistes) les amène à leurs pires défaites (les deux guerres mondiales notamment)<sup>1</sup>. L'idée que l'Etat pourrait « dominer l'économie » pour la mettre équitablement au service de tous, au moyen d'impôts accrus, de lutte contre les financiers et les spéculateurs, de nationalisations, de mesures protectionnistes contre la concurrence « sauvage », conduit des prolétaires à soutenir des partis dits de gauche, c'est-à-dire précisément les partis politiques particulièrement acharnés à contenir leurs luttes dans le cadre strict des exigences de la

---

1 Et tel est encore le but de la campagne actuelle des idéologues de gauche de la bourgeoisie pour faire croire que l'Europe et la mondialisation « libérales », bref, la concurrence, l'étranger, et non le capital, seraient la cause du chômage, via les délocalisations, alors qu'au contraire cette mondialisation a permis de freiner la crise générale du capitalisme initiée dans les années 70 (cf. T.Thomas, *Les Mondialisations*, éd. Contradictions).

reproduction du capital (et particulièrement chargés, étant alors portés au pouvoir, de réprimer les mouvements révolutionnaires quand il en ad- vient).

On pourrait continuer ainsi longuement à sortir des idées de la pa- noplie de l'idéologie dominante, et constater facilement comment elles contribuent, chacune sous un aspect particulier, à enfermer les prolétaires dans des luttes qui, finalement, perpétuent la reproduction du capitalisme, et donc d'eux-mêmes. En général leurs luttes ont aussi cette conséquence qu'elles participent à son développement, poussent à l'accélérer, ce qui aggrave inéluctablement leur exploitation. Par exemple la lutte salariale l'incite à développer le machinisme (les machines ne font pas grève, sont un moyen pacifique de domination des ouvriers, et augmentent la plus- value tirée de leur travail via la productivité). Elle l'incite aussi à la mon- dialisation qui fait baisser les salaires en augmentant « l'armée indus- trielle de réserve », tout en offrant à la propagande l'opportunité d'oppo- ser les prolétaires de tous les pays les uns aux autres.

Il arrive alors à certains d'imaginer qu'on pourrait éliminer ces idées qui dévoient les prolétaires vers de fausses solutions en leur oppo- sant la vérité de l'analyse marxiste, qui met à jour les ressorts intimes du capital. Le prolétariat pourrait ainsi devenir conscient de la réalité, et donc lutter massivement et immédiatement pour l'abolition du capitalisme. Se débarrasser du « flic dans sa tête », éliminer les « idées fausses », faire voir ce qu'est réellement le capital jusque dans ses racines, et lui opposer le programme des lendemains chantants du communisme, seraient les moyens de faire sauter le couvercle idéologique qui étouffe, désoriente et abrutit les prolétaires, et de laisser s'épanouir leur fond imaginé comme purement et spontanément révolutionnaire communiste. Un tel travail paraît n'être pas critiquable dans son principe. Révéler le dessous des cartes, débusquer l'idéologie bourgeoise dans tous les domaines de la vie, dévoiler les buts réels de la bourgeoisie derrière ses discours, son bour- rage de crâne permanent, les manipulations, magouilles, mensonges sa- vamment distillés par ses médias, montrer les causes réelles de la crise, du chômage, des catastrophes, tout ce travail ne serait certes pas inutile s'il pouvait être fait sur une assez grande échelle. Marx disait déjà (et on y reviendra au chapitre 4 suivant) qu'un des rôles des communistes au sein du prolétariat est de s'efforcer de donner « la vraie parole de la lutte », de lui livrer les secrets de son ennemi, de lui ôter ses masques, de lui montrer où est le cœur de cette Hydre, là où il faut frapper pour la tuer au lieu de lui trancher une tête qui repousse sans cesse plus hideuse.

Cependant l'erreur serait de penser que, pour faire ce travail de dévoilement, il suffirait d'opposer science à fétichisme, conscience révolutionnaire et prolétarienne à conscience réactionnaire et bourgeoise, pour que s'écroule l'idéologie dominante et se libèrent les prolétaires alors unis dans la même compréhension du but communiste. Car une telle conception, qui propose de chasser les idées fausses en leur opposant les justes, est elle-même idéologique. Il ne s'agit pas seulement du fait que la vérité n'est jamais que relative et, en la matière, ne se donne chair qu'avec la pratique. Il s'agit surtout des conditions concrètes de la lutte contre l'idéologie dominante. Ces conditions incluent de constater que les moyens de la production et de la diffusion des idées sont, quasi exclusivement aux mains de la bourgeoisie. D'ailleurs, de par sa place dans la division capitaliste du travail, les prolétaires sont de facto exclus des moyens de l'appropriation des sciences. Seule une minorité, par un travail particulier acharné, s'élève au dessus de la condition aliénée qui est celle des individus vivants dans le système capitaliste. Ce nombre ne peut s'accroître massivement qu'après la révolution politique qui permet justement d'élargir le processus révolutionnaire à la conquête par les masses des moyens de l'appropriation de « l'intellect général » et, par là, de développer des hommes produisant leurs vies consciemment. Autrement dit, il s'agit de rappeler le lien de transformation réciproque, dialectique, entre la conscience et les rapports sociaux. C'est là l'argument fondamental qui explique l'erreur de la position qui prétendrait lutter contre l'idéologie dominante par « l'arme de la critique », par d'autres idées. Il est celui, déjà présenté ci-dessus, que l'idéologie bourgeoise tire sa force d'apparences réelles, qui deviennent fétichismes dans l'esprit des individus du capitalisme. Et puisque ceux-ci sont ainsi produits par les rapports d'appropriation privée capitalistes, qu'ils leur sont inhérents, ils ne pourront disparaître qu'avec eux.

Comprendre que l'abolition de l'idéologie bourgeoise est ainsi liée à celle de ces rapports d'appropriation privée, autrement dit du capital, c'est comprendre immédiatement qu'elle est, concrètement, la lutte pratique qui abolit le capital, la lutte du prolétariat contre ces rapports qui l'oppriment, contre la bourgeoisie qui représente ce capital et exerce en son nom l'oppression. Mais alors, selon certains esprits se voulant très logiques, on tournerait en rond. Ils disent : tant que ces rapports subsistent, l'idéologie bourgeoise subsiste aussi, donc borne la lutte du prolétariat dans le cadre de la lutte réformiste qui reproduit tous ces rapports et l'idéologie bourgeoise avec eux. Alors, comment pourrait se développer

une lutte révolutionnaire qui nécessite justement que les prolétaires soient libérés de cette domination de l'idéologie bourgeoise ?

Cet apparent paradoxe a nourri, et nourrit encore, les deux courants idéalistes qui ont marqué, à ses deux ailes, le mouvement ouvrier.

Une aile, dite réformiste, ou sociale-démocrate, pour qui seule est possible la lutte pour arracher des concessions aux capitalistes, jusqu'à le transformer progressivement en une sorte de capital dirigé par l'Etat, qui serait mis par la loi au service « du peuple tout entier ». Cette position (illustrée par la célèbre formule de Bernstein : « le mouvement est tout, le but n'est rien ») prétend « faire preuve de réalisme », préférer un résultat concret immédiat à une utopie future, ne lutter que pour ce qui est possible maintenant, dans le cadre des rapports sociaux existants. Arguments qui conduisent à ne rien obtenir d'autre que ce que le capital peut effectivement accorder, que ce qui ne remet pas fondamentalement en cause la nécessité de sa valorisation, et en fait même qui poussent à l'améliorer puisque plus le capital se développe, plus il embauche et plus peuvent s'élever les salaires. Vive « la croissance » à tout prix et n'importe comment, et vive les réformistes qui en distribueront les « dividendes » équitablement en gérant l'Etat, tel est le résumé de toute l'idéologie de gauche !

Une aile dite radicale, ou « ultra-gauche », pour qui toute lutte qui ne vise pas à abolir immédiatement le capital, la propriété privée et l'Etat, le prolétariat et la bourgeoisie, n'aboutit qu'à les reproduire, et à rien d'autre. Cette position a aussi bien produit des initiatives de vie communautaire se voulant « en dehors » des rapports capitalistes, que de nombreuses théories critiquant la notion de procès révolutionnaire, c'est-à-dire notamment d'une phase de transition entre la révolution politique commençant à dépouiller la bourgeoisie de ses privilèges, de nombre de ses pouvoirs, financiers, idéologiques, politiques, essentiels, et l'achèvement de l'abolition de tous les rapports d'appropriation privée (achèvement de la révolution sociale), qui seule abolit définitivement les classes.

Mais il n'y a de paradoxe que pour les esprits qui ne se représentent les phénomènes que dans la fixité, et non comme la transformation réciproque des conditions qui les déterminent. Il s'évanouit dès qu'on a compris que la réalité est le mouvement de ces transformations, et que « *les circonstances font tout autant les hommes que les hommes les circonstances* »<sup>2</sup>. Ce mouvement historique est ponctué de révolutions. Elles sanc-

2 K.Marx, *Idéologie Allemande*, ES, p.39. Et aussi, « *la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement ne peut être saisie et ration-*

tionnent la transformation des conditions de la production en organisant la société en conséquence, en faisant épanouir les nouvelles circonstances, qui étaient en germe dans l'ancienne société, en un tout social cohérent, économique, politique, juridique, idéologique, etc. L'abolition de l'idéologie bourgeoise n'est pas un préalable à la lutte révolutionnaire, mais plutôt un de ses résultats.

Pour en rester aux temps modernes, on sait que la bourgeoisie a inauguré un type de révolution caractéristique d'une société où les classes sociales se sont développées et différenciées au point que la communauté n'existe plus, sinon idéologiquement comme Nation et pratiquement comme Etat, organe politique s'y substituant, la représentant en dehors d'elle, mais étant en réalité l'organe communautaire de la seule classe dominante (puisque, organisant et reproduisant la société, il organise et reproduit sa domination). Le procès révolutionnaire passe dès lors par une révolution politique, la prise du pouvoir d'Etat, qui, seule, peut ouvrir la possibilité d'un procès de transformations sociales dans les rapports de production et de propriété. C'est dans le cours d'un tel procès révolutionnaire qu'une classe se fixe les buts qui lui sont propres quant à l'organisation de la société, se constitue en classe indépendante – découvre ses propres intérêts radicaux – en luttant pour renverser la classe dominante. Une telle indépendance, une telle conscience de ces intérêts, de la classe dans son ensemble, ou du moins dans sa majorité, ne se constitue que progressivement, à la fois comme conséquence et condition de la lutte contre la classe dominante. Ainsi, considérant le prolétariat, seule une lutte radicale visant la destruction du pouvoir de la bourgeoisie lui permet, autant qu'elle l'exige, de s'émanciper de la domination de l'idéologie bourgeoise et de forger ses propres conceptions. Mais cette émancipation ne sera complète, et la nouvelle conception communiste clairement construite et définie, qu'avec la totale abolition des rapports d'appropriation privés, laquelle ne peut pas être immédiate (nous en résumerons plus loin le processus).

Certes, l'analyse marxiste permet la compréhension de la nature intime du capital, des lois internes qui gouvernent ses mouvements, cachées derrière leurs manifestations superficielles, apparentes. Elle met donc à bas les fondements de l'idéologie bourgeoise, mais sur le plan théorique seulement. Et aussi juste que soit la conscience qu'on ait des rapports qui sont l'essence du capital, elle n'est pas l'abolition de ces rapports qui

---

*nellement comprise que comme pratique révolutionnaire* ». *Les thèses sur Feuerbach*, présentées par G. Labica, PUF, p.20.

produisent l'idéologie bourgeoise. La théorie n'empêche pas non plus que tout individu qui vit dans les conditions de la société bourgeoise ne peut qu'être éduqué et marqué par elles, et ne se débarrasser que plus ou moins de son idéologie. Il n'y a pas, en ce sens le plus strict, de communistes avant le communisme<sup>3</sup>. D'autre part, comme cela a déjà été dit ci-dessus, dans la société bourgeoise la science n'est accessible qu'à une petite partie spécialisée de la population. Et qui plus est, la science marxiste est soigneusement censurée, déformée, combattue, par la classe dominante.

Donc la théorie vraie, marxiste, du capitalisme, non seulement ne fusionne pas immédiatement avec le mouvement ouvrier, ne lui est pas immédiatement accessible, mais doit elle-même être développée en une construction du communisme, lequel ne peut être que le produit, aujourd'hui inconnu en dehors de quelques potentialités essentielles déjà existantes et décelables dans le capitalisme, de luttes à venir, et dont la théorie est aussi à venir avec elles. Seuls des hommes libres (maîtrisant les conditions sociales, organiques, de leurs vies) pourront construire une société libre (une communauté).

Que ce mouvement d'abolition du capital-construction du communisme soit un processus révolutionnaire plus ou moins long et complexe a d'ailleurs une autre cause évidente si on observe cet autre apparent paradoxe que les prolétaires luttent nécessairement en tant que tels, en « partant d'eux-mêmes », pour faire valoir leurs intérêts de prolétaires, sur la base des besoins qu'ils ont en tant que tels, bref qu'ils luttent pour affirmer leur puissance propre, poser leur existence de prolétaires, producteurs de toutes les richesses, comme le fondement de la société, cela alors même que leur vie ne sera réellement transformée que par leur extinction en tant que prolétaires. Nous examinerons plus loin en quoi ce paradoxe « affirmer le prolétariat pour l'abolir » n'est lui aussi qu'apparent, en quoi cette affirmation n'est pas confirmation, mais universalisation et suppression. Pour le moment, observons que ce n'est qu'au cours d'un procès révolutionnaire que les prolétaires peuvent découvrir non pas la nécessité,

3 « Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener à bien la chose elle-même (créer la société communiste n.d.a.) ; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante (révolution politique, n.d.a.), elle l'est également parce que seule une révolution permet à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. » K. Marx, *Idéologie Allemande*, ES, p.37.

qui est évidente, mais les conditions de l'abolition de leur condition. C'est dans la lutte et par l'expérience qu'ils découvrent que la révolution politique, les nationalisations, les décrets et les lois, ne suffisent pas à supprimer la propriété privée et la condition de prolétaire, mais qu'il leur faut aller jusqu'à l'abolition de la division du travail intellectuels-exécutants, jusqu'au partage et à la réduction à un minimum du travail répugnant et contraint, jusqu'à pouvoir s'appropriier tous les moyens existants des conditions de la production de la vie, afin de pouvoir exercer une activité volontaire parce que riche, mener une vie libre parce que dans des rapports sociaux maîtrisés, consciemment construits pour ce qu'ils sont, loin des fétichismes du monde capitaliste.

C'est ici une spécificité essentielle de la révolution prolétarienne par rapport à toutes celles qui l'ont précédée. Le serf, qui travaillait comme paysan fixé au domaine du seigneur, voulait être ce paysan, travaillant seulement pour lui. Le compagnon artisan voulait simplement exercer son métier pour lui, être libre de s'établir dans la ville de son choix, et d'y exercer librement. Le bourgeois, dans sa révolution, cherchait lui aussi à se réaliser comme le bourgeois qu'il était déjà en puissance, en se libérant des contraintes corporatistes, du poids des privilèges aristocratiques et des limites de toutes sortes qui s'opposaient au libre développement des échanges marchands et de l'industrie naissante. Tous ceux-là « ne voulaient que développer librement leurs conditions d'existence déjà établies et les faire valoir ». Tandis que « ... les prolétaires eux, doivent, s'ils veulent s'affirmer en tant que personnes, abolir leurs propres conditions d'existence antérieures, laquelle est, en même temps, celle de toute la société jusqu'à nos jours, je veux dire, abolir le travail contraint »<sup>4</sup>.

Contrairement au serf, au compagnon, ou au marchand de l'Ancien régime, le prolétaire est un travailleur libre. Ses chaînes sont dans son être même de prolétaire, dépossédé de la propriété des moyens de son existence. Son « affirmation en tant que personne » ne peut donc être que sa négation en tant que prolétaire. Il ne doit pas épanouir son être actuel mais l'abolir. La difficulté particulière de la révolution des prolétaires est qu'elle doit créer les conditions de cette négation, qui n'existent pas toutes, toutes prêtes quand ils prennent le pouvoir politique. Elle est conquête de tous ces moyens, aussi bien matériels qu'intellectuels, posés et concentrés en face de lui dans toutes les formes du capital, appropriées et gérées

4 *Ibidem*, p.37.

par ses divers agents. C'est cette conquête qui est abolition du capitalisme et construction des bases propres à la société communiste, et de la conscience communiste. Laquelle conscience ne peut massivement et totalement advenir que dans la société communiste puisque, comme il a été rappelé, les rapports sociaux font les hommes et leur conscience. « *Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience* »<sup>5</sup>. La conscience communiste n'est donc pas l'absorption d'une théorie toute faite. Elle est le produit du long procès qui forme une révolution, qui non seulement est le seul moyen d'ôter à la bourgeoisie le pouvoir d'Etat, la propriété juridique des moyens de production, des marchandises comme de l'idéologie, mais est surtout, à partir de là, le moyen d'engager le procès dialectique de transformation des hommes et des « circonstances » (leurs activités, leurs rapports) qui conduira à « fonder la société sur des bases nouvelles ». Il ne suffit pas de renverser le pouvoir politique de la classe dominante, mais il faut encore balayer toute les vieilles idées et habitudes qui collent à la peau, toute la vieille division du travail, pour poser les bases d'une société nouvelle, qui pourra alors être inventée et construite. Nous verrons plus loin comment, dans ce procès, les prolétaires, en s'affirmant comme tels, aboutissent à se nier comme tels, parce que « *dans l'activité révolutionnaire se changer soi-même et changer les conditions coïncident* »<sup>6</sup>. Dès le début de ce procès, ils veulent certes changer les conditions, mais ils ne découvrent que progressivement, au fur et à mesure qu'ils découvrent comme autant d'obstacles les formes les plus cachées de la propriété privée, toute l'ampleur de ce changement qui les change.

Bien évidemment cette analyse du rapport général entre la transformation des conditions de l'activité (de la production de la vie) et l'élévation de la conscience ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des moments historiques où le niveau de conscience d'une masse d'individus plus ou moins importante précède, est « en avance » sur le changement des conditions. Dans les périodes révolutionnaires particulièrement, les combattants ont une conscience d'un but, de nouvelles conditions qu'ils veulent établir (même si, en ce qui concerne la révolution prolétarienne, il ne peut s'agir immédiatement du communisme pour les raisons indiquées ci-dessus qui fondent sa spécificité sur ce point par rapport aux révolutions précédentes, dirigées par d'autres classes). Cette conscience est produite sur la base de conditions déjà existantes du changement révolutionnaire, mais masquées

5 *Ibidem*, p.21.

6 *Ibidem*, p.208.

jusqu'à par l'idéologie dominante, étouffées dans leur développement par le système social et politique en vigueur. Par exemple, on sait le développement du commerce et des manufactures sous la monarchie, ainsi que toutes les entraves, résidus du vieux système féodal, qui le corsetaient et l'étouffaient. Et on sait que la bourgeoisie, issue de ce développement, a produit, via une couche spécialisée de ses membres, les Lumières, les grandes lignes de sa conscience bourgeoise avant de faire la révolution qui a aboli ces entraves et développé la société capitaliste lui correspondant.

Et on sait aussi que l'irruption des sans-culottes dans cette révolution l'a radicalisée, faisant émerger, dans l'atmosphère décapante et bouillonnante caractéristique des révolutions, des objectifs propres à la classe ouvrière naissante, à ses intérêts spécifiques. Cette conscience spécifique, pour la résumer (et donc caricaturer) très brièvement, promouvait l'idée de l'Egalité (Babeuf). Mais de l'Egalité réelle, et non seulement en Droit comme dans la conception bourgeoise. Elle s'est développée plus tard en projets utopiques de sociétés égalitaires (Fourier, Cabet), qui avançaient néanmoins, à travers l'utopie, les premières conceptions pouvant être qualifiées de communistes. Fin 18<sup>ème</sup>- début 19<sup>ème</sup>, les premiers grands développements de l'industrie posaient le travail ouvrier, contraint, exploité et aliéné, comme la base réelle du développement social. Les prolétaires étaient alors nécessairement amenés, en défendant leurs intérêts, à exiger la réduction de leur journée de travail en même temps que de meilleurs revenus. C'est-à-dire, finalement, d'affirmer la centralité de leur travail et de leur classe en posant l'exigence de l'égalité dans le partage du travail et des revenus : à chacun selon son travail. Objectif dont Marx a montré qu'il nécessitait la révolution contre la bourgeoisie<sup>7</sup>. L'Egalité radicale de ces premiers communistes était pensée comme l'abolition du prolétariat et de la bourgeoisie comme classes puisqu'elle posait tout un chacun comme recevant une part du produit social strictement proportionnelle à celle qu'il avait fourni pour le produire, situation dans laquelle, en principe du moins<sup>8</sup>, personne n'exploite personne.

K. Marx a montré le premier le caractère utopique de l'idéologie de l'Egalité, au delà de son caractère réellement révolutionnaire dans sa

7 Et dont il a montré (notamment dans la Critique du Programme de Gotha) à la fois les conditions de réalisation, mais aussi les limites bourgeoises, qui impliquaient la nécessité de poursuivre le procès révolutionnaire après la révolution politique.

8 Car calculer ce que chacun donne et ce que chacun reçoit est une autre paire de manches, cf. mon ouvrage : *K. Marx et la transition au communisme*, éd. Albatroz.

radicalité prolétarienne, dans une société qui a déjà développé une profonde division du travail entre villes et campagnes, intellectuels et exécutants, capitalistes et prolétaires, et donc aussi la concurrence, l'accaparement pour les mieux placés dans ces divisions<sup>9</sup>. La théorie marxiste est à la fois une critique radicale (à la racine) du capitalisme, l'analyse de son rôle historique mais par là-même transitoire, et la démonstration, non seulement de sa fin inéluctable, mais aussi des conditions qui se développent en son sein pour que cette fin puisse être son remplacement par une autre société, « le règne de la liberté », et non pas l'apocalypse.

Mais la théorie marxiste n'est pas celle d'une société communiste dont les bases n'existent pas encore. Elle est conscience des conditions existantes qui rendent possible la libération des individus de la domination sur eux de puissances extérieures (argent, Etat, etc.) qu'ils ont eux-mêmes produites. Autrement dit, elle est conscience des conditions créées par le capitalisme lui-même qui permettent d'abolir tous les rapports d'appropriation et d'en établir de nouveaux qui ouvrent « le règne de la liberté », donc d'une communauté qui se définira elle-même sur cette base nouvelle, et non sur celle d'un projet imaginé par avance dans des conditions antérieures différentes, en exerçant cette liberté, dans la souveraineté d'individus ayant conquis tous les moyens de l'exercer réellement<sup>10</sup>. Cependant quand Marx écrit : « elle (la classe ouvrière) n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre »<sup>11</sup>, ce n'est pas tout à fait exact. C'est exact si on considère le communisme en tant que « mouvement réel qui abolit l'état actuel »<sup>12</sup>, ce qui ne peut se réaliser qu'au fur et à mesure que les conditions, dont un développement des forces productives suffisant pour réduire drastiquement le travail contraint, existent pour y parvenir. Mais c'est inexact si on imagine par là que toutes les conditions du « règne de la liberté » pour-

9 *Ibidem* pour un commentaire de ce point.

10 Mené à terme, le mouvement communiste aboutit à poser les bases du communisme, « un état de choses... (qui)... est précisément la base réelle qui rend impossible tout ce qui existe indépendamment des individus, dans la mesure toutefois où cet état de choses existant est purement et simplement un produit des relations antérieures des individus entre eux ». K. Marx., *Idéologie Allemande*, ES, p.65-66.

11 *La Guerre Civile en France*, O. Choisis, éd. du Progrès, Moscou, 1970, tome II, p.238.

12 « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. » *Idéologie Allemande*, ES, p.33, note 1. « L'idéal » auquel Marx fait ici allusion est évidemment celui des communistes utopistes de son temps, les Fourier, Cabet, et autres prophètes.

raient déjà exister dans la société capitaliste, même la plus développée. Par exemple « la vieille société bourgeoise » « porte dans ses flancs » la division du travail intellectuel-exécutants, qu'elle pousse d'ailleurs à un paroxysme, jusqu'à faire de nombreux prolétaires de simples domestiques, salariés dans des activités de « service » à la bourgeoisie, ou de nouveaux vagabonds. Voilà un « élément », et il y en a ainsi bien d'autres, qui non seulement n'est pas une base pour la « société nouvelle », mais qui, au contraire, empêche son avènement immédiat et doit être d'abord aboli pour qu'il advienne. La possibilité de ce mouvement d'abolition-crédation gît, notamment, dans l'immense potentiel de temps libre qu'offre le développement de la productivité par le capitalisme. Sans cette potentialité, cette transformation révolutionnaire du travail et de la division du travail ne serait pas possible. Mais ce n'est qu'une potentialité (et il y a bien là un but à atteindre, donc un projet, un idéal, mais strictement fondé sur le possible). Ce que la révolution politique « libère » c'est cette potentialité, non son résultat qui n'existe pas tout prêt « dans les flancs de la vieille société bourgeoise », et ne peut être atteint qu'au moyen de la poursuite du processus révolutionnaire par lequel les hommes changent les circonstances, créent de nouvelles conditions, de nouveaux « éléments », qui les transformeront aussi eux-mêmes.

Mais même si la théorie marxiste n'est « que » la conscience de la nécessité d'abolir le capitalisme et – c'est d'ailleurs là son utilité et son résultat essentiels – la conscience des possibilités existantes sur lesquelles peut, et doit, se fonder le mouvement révolutionnaire qui l'abolira<sup>13</sup>, et non pas la description de la future société communiste idéale à la façon des utopistes, il n'en reste pas moins vrai qu'une telle théorie est absolument nécessaire pour éclairer et orienter la lutte révolutionnaire. Elle démolit toute l'idéologie bourgeoise qui masque les causes réelles des méfaits du capitalisme, mais sur le plan théorique seulement, évidemment, et donc cela ne la supprime pas comme idéologie dominante sur la société, sur la plus grande masse des individus. Et elle supprime encore moins le capital et ses horreurs. Mais montrant les causes profondes, elle indique ce qu'il faut éradiquer, ainsi que la nécessité d'une lutte révolutionnaire et son antagonisme avec toute l'hypocrisie réformiste d'amélioration du capitalisme. Montrant les potentialités existantes, elle indique ce qu'il est non seulement nécessaire, mais possible, d'immédiatement transformer à un stade donné du développement des

13 Possibilités qui varient évidemment suivant le niveau historique de développement du capital.

forces productives. Elle permet de savoir, pour ceux qui s'en emparent et l'utilisent, où est le cœur des forces ennemies qu'il faut détruire, de quels moyens on dispose pour gagner telle bataille contribuant à cette destruction. L'idéologie bourgeoise a exactement la fonction inverse. Elle masque et trompe, y compris les bourgeois eux-mêmes. Comme elle est inéluctablement l'idéologie dominante, la question est : comment peut-elle être combattue, érodée, suffisamment défaite pour ne plus pouvoir orienter la lutte de la masse prolétaire vers des impasses et des défaites ?

Dans un premier temps la théorie scientifique qui dévoile la vérité du capital ne peut être appropriée, et développée, que par un nombre plus ou moins restreint d'individus suffisamment curieux et tenaces pour emprunter « les chemins escarpés de la science », intellectuels d'origine ouvrière ou autres<sup>14</sup>, qui, pour quelques raisons particulières, font l'effort de pousser leur opposition à un système qui leur fait horreur jusqu'à vouloir en comprendre tous les ressorts intimes afin de le combattre radicalement.

Pour les raisons déjà évoquées ci-dessus, le prolétariat, dans sa globalité, ou même seulement dans sa majorité, ne peut s'approprier cette théorie dans toute son ampleur que lorsque la conquête du pouvoir politique lui en donnera les moyens. Cependant, au fur et à mesure que s'accroît pour les prolétaires la nécessité d'une lutte plus acharnée, et plus massive, au fur et à mesure des difficultés qu'ils rencontrent dans le cours de cette lutte pour lui trouver un débouché qui ne soit pas une victoire à la Pyrrhus mais qui change réellement leurs vies, croît aussi le nombre de ceux qui ressentent le besoin de comprendre « de quoi il retourne ». De comprendre par exemple pourquoi la lutte salariale, ou les renversements de gouvernements, ceux de la droite comme ceux de la gauche, fût-elle la plus radicale en parole, pourquoi l'Etat donc, ne changent rien à l'aggravation de leur sort ? C'est poussés par les besoins de leurs luttes, qu'ils seront de plus en plus nombreux à ressentir la nécessité de comprendre plus intimement le capital et ses agents, ses différentes classes, afin de pouvoir s'orienter dans le maquis des différentes formes perverses que prend toujours l'idéologie bourgeoise dans les périodes révolutionnaires, où elle peut même alors se présenter comme ultra gauche. En ces périodes, la théorie est l'outil indispensable pour faire « l'analyse

14 *Le Manifeste du PC de Marx et Engels* parle même de cette « petite fraction de la classe dominante...notamment cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique ». Fraction de nos jours plus ultra minuscule que petite !

concrète de la situation concrète », l'analyse précise des conditions existantes, des circonstances, de l'ampleur de la crise, de la situation de toutes les classes et de leurs rapports, en s'appuyant sur la connaissance concrète de leurs pratiques, l'enquête systématique en leur sein.

Ainsi la conscience politique des prolétaires se transforme, à divers degrés suivant les individus, dans le cours même de leurs luttes, au fur et à mesure que les besoins pratiques de ces luttes engendrent des besoins théoriques. « *La théorie ne se réalise jamais dans un peuple que dans la mesure où elle est la réalisation de ses besoins.... Les besoins théoriques seront-ils immédiatement des besoins pratiques ? Il ne suffit pas que la pensée pousse à se réaliser, il faut que la réalité pousse elle-même à penser* »<sup>15</sup>. Dire que le prolétariat s'empare de la théorie en fonction des besoins de sa lutte, c'est aussi dire qu'il en évalue la validité, et la transforme éventuellement, en fonction de sa contribution pratique au succès de cette lutte. C'est à travers cette validation concrète dans la lutte que se forme une conscience, une pratique consciente.

La lutte de classe est donc aussi ce qui abat, dans son cours tumultueux et sinueux, l'idéologie bourgeoise. Mais une lutte des prolétaires en tant que classe est pour les besoins communs de tous ses membres, tels qu'ils sont développés par le capitalisme lui-même comme besoins vitaux. Ainsi le besoin de théorie renvoie, plus généralement, à cette lutte pour les besoins. Il est un besoin pour ces besoins. Il est besoin d'une théorie qui soit théorie des besoins, au sens qu'elle réponde aux questions telles que : quels besoins élevés et vitaux unissent tous les prolétaires ? Pourquoi ces besoins, qui ont été développés par le capitalisme mais dont il empêche la réalisation, ont la possibilité d'être satisfaits par ce qu'il a lui-même accompli, des moyens qu'il a lui-même produits ? Pourquoi il en empêche nécessairement la réalisation, et ne peut même qu'aggraver leur non-satisfaction ? Pourquoi la réalisation de ces besoins historiques est absolument nécessaire, le seul avenir pour le développement de l'humanité ? Le combat contre l'idéologie bourgeoise étant un produit d'une lutte de classe telle qu'elle « pousse à penser », qu'elle pousse au besoin d'une théorie démasquant cette idéologie, c'est cette question qu'il faut maintenant examiner : quelle lutte de classe est-elle ?

---

15 K. Marx, *Critique du droit politique hégélien*, ES, p.206.

### 3.2. QUEL COMBAT POUR QUELS BESOINS ?

L'expérience montre que les prolétaires s'unissent massivement, dans une lutte frontale contre la bourgeoisie, moins par idéal que poussés par la nécessité, lorsque la domination du capital « *devient une puissance insupportable* », c'est-à-dire *une puissance contre laquelle on fait la révolution* »<sup>16</sup>. Ce sont eux qui sont obligés à cette lutte parce qu'ils sont la « *classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société* »<sup>17</sup>. Cette « expulsion » oblige en effet les prolétaires à prendre conscience qu'ils n'ont pas d'avenir en tant qu'hommes, pas même de place, dans le capitalisme. Elle est, on le sait, un phénomène qui les touche massivement aujourd'hui, avec le chômage, la précarité, la misère urbaine, sans parler de l'expulsion définitive des peuples massacrés.

Cependant on constate aussi que « l'insupportable », l'oppression, l'expulsion, n'engendrent pas immédiatement ni automatiquement « *la conscience de la nécessité d'une lutte radicale* »<sup>18</sup> (sans parler bien sûr d'une conscience communiste comme cela a déjà été dit ci-dessus). C'est que l'insupportable est une notion qui a aussi un caractère subjectif. C'est le moment où on enrage de réaliser non seulement que des besoins qu'on estime vitaux ne sont pas satisfaits, mais qu'ils pourraient parfaitement l'être si la bourgeoisie, par le moyen essentiel de l'Etat, ne s'y opposait pas cupidement. Détaillons un peu ce que cela veut dire concrètement.

Des besoins vitaux sont des besoins historiques. Même les plus opulents des rois n'avaient pas besoin d'électricité, de téléphone, d'ordinateur, etc. Aujourd'hui le prolétaire a ces besoins, et beaucoup d'autres encore, comme ceux relatifs à l'éducation, au temps libre, à la santé, etc. Les besoins évoluent avec la production de la richesse matérielle et intellectuelle, et en fonction du mode d'organisation sociale. Tout cela est bien connu, et ce caractère historique et social des besoins est une banalité qui n'a pas à être développée ici.

Les besoins existants en même temps que les moyens de les satisfaire ont été produits, la perception de la possibilité de les satisfaire peut donc se développer en même temps. C'est en ce sens que reste valable cette célèbre observation de Marx : « *L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se*

16 K. Marx, *Idéologie Allemande*, ES, p.33, note 1.

17 *Ibidem*, p.37.

18 *Ibidem*.

*trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.* »<sup>19</sup> Reste à savoir quels problèmes, quels besoins, et quelle perception des moyens de les satisfaire, surgissent aujourd'hui aux yeux de « l'humanité ».

En effet, on ne peut parler des « besoins » en général, sans remarquer que, surgissant dans les antagonismes propres au capitalisme, ils sont eux-mêmes qualitativement différents et contradictoires. Engendrés par ce mode de production, ils sont besoins de s'en libérer en même temps aussi que besoins aliénés, semblant dépendre alors de son développement. Marx, toujours dans cette célèbre Préface, observait ainsi : « *Lorsqu'on considère de tels bouleversements (ceux qu'apporte le développement du capitalisme, n.d.a.), il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifique rigoureuse (ce que fait la théorie, celle du Capital, n.d.a.) – des conditions de production économiques, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.* »<sup>20</sup> Nous le savons, les besoins, la conscience de ce qui peut les satisfaire comme des moyens de les satisfaire, apparaissent dans le « Monde Enchanté », le monde fétichisé de la surface. Monde du travail aliéné, il est aussi celui de la vie aliénée, des besoins aliénés. Les besoins des agents du capitalisme sont déterminés par ce que le capitalisme produit et la façon dont il le produit, et pas seulement par la place de ces agents dans cette production. Pour ne prendre qu'un exemple bien connu, le capital produit l'argent comme représentant du travail, et donc le besoin d'argent comme moyen d'exister. Mais la domination de l'argent produit une existence pour avoir l'argent. Dans le capitalisme il ne s'agit pas d'être, mais d'avoir. L'argent est supposé non seulement satisfaire les besoins matériels de l'individu, mais aussi remplir le vide de l'être aliéné. Mais sur ce plan, il ne permet au « mieux » (si on peut parler de mieux dans cette aliénation) que de paraître, de frimer, d'acheter la beauté, l'amour, l'art, la

19 *Préface à la Critique de l'Economie Politique*, ES, p.5. La formule qui précède ce passage, « *une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir...* », est, par contre, trop marquée d'un déterminisme économiste. Le mouvement révolutionnaire n'est pas déterminé seulement par un certain niveau, qui serait devenu soi-disant indépassable, des forces productives. Il l'est par « l'insupportable », et cela l'est quand, aussi, la perception d'un autre possible existe.

20 *Ibidem*, p.4 et 5.

science, etc. sans pour autant n'être rien de tout ça : ni beau, ni aimé, ni artiste, ni scientifique, etc. Le besoin y est d'abord besoin solvable, besoin d'argent, besoin frénétique jamais assouvi puisque l'accumulation d'argent et de choses, n'a pas de limite : il en manque toujours pour être pleinement satisfait<sup>21</sup>. Quoi qu'il en soit, le besoin d'argent, doublé de l'idéologie propre au rapport salarial, maintient ainsi les luttes prolétaires (cf. supra chapitre 1) dans la reproduction du capital, donc des prolétaires. Le recours au changement de gouvernement, basé sur le fétichisme de l'Etat (cf. supra, chapitre 2), comme moyen d'avoir plus d'argent, participe aussi pleinement à cette reproduction. On pourrait développer encore largement sur les besoins aliénés dans les domaines des loisirs, de la consommation, de la culture, etc. Bien des intellectuels s'adonnent avec délectation à cette critique pour se persuader qu'eux, à la différence de la masse populaire, ne sont pas vautrés dans la vulgarité. Mais en général le travail auquel ils se consacrent, et dont ils vivent d'autant mieux qu'ils y sont efficaces, est de la promouvoir, et d'essayer d'y maintenir le plus grand nombre en en faisant l'éloge.

En fait l'aliénation n'épargne aucune classe puisqu'elle est une des caractéristiques essentielles de la vie dans le capitalisme. Mais toutes ne la supportent pas de la même façon. Certes le prolétaire étant la première victime du travail aliéné, exprime les besoins aliénés qui découlent d'une vie dont la possession lui a été entièrement arrachée par le capital. Ce qui était autrefois l'abrutissement du « metro, boulot, dodo » devient même pour beaucoup le vide du « chômage, précarité, déprime ». Mais alors que le bourgeois trouve sa béate satisfaction dans la vie bourgeoise aliénée, le prolétaire, qui n'a rien, est tôt ou tard amené à ne trouver dans la sienne que frustration, insatisfaction, dégoût. Il est en particulier amené à haïr ce travail répulsif au plus haut point, qu'il éprouve comme une corvée, un esclavage en échange duquel il ne reçoit presque rien. Et comme le chômage est encore pire, il ne lui reste, s'il est isolé, que la soumission à sa condition abrutissante, avec la déprime, l'alcoolisme, les trafics, et autres phénomènes « asociaux » qui l'accompagnent souvent. Ou, s'il refuse de sombrer, s'il fait le choix, somme toute raisonnable et naturel, de vivre, il fait alors celui de combattre, donc de s'associer aux autres prolétaires pour cela.

---

21 Ce qui est accumulation de choses n'a pas de limite ; ce qui est développement de ses qualités nécessite des efforts personnels, qui ont une limite propre aux capacités des individus.

Ce peut être un combat pour l'argent, pour le salaire, un combat défensif « contre les empiètements du capital », ou tout autre objectif qui reste dans la satisfaction des besoins aliénés. Nous n'en parlerons pas ici, non pas que ces combats ne soient pas légitimes et absolument nécessaires, mais parce qu'il s'agit de la routine de la vie ouvrière, et que ce qu'il s'agit d'éclaircir ici c'est le processus qui permet de sortir des rapports capitalistes et de leur reproduction et par lequel la masse prolétaire se constitue en classe révolutionnaire, résultat que la lutte salariale (entendue au sens large) ne permet pas<sup>22</sup>. Or ce qu'il faut souligner, ce que l'idéologie bourgeoise s'emploie le plus soigneusement à masquer, c'est qu'il existe des conditions objectives pour que ce combat s'oriente vers la satisfaction de besoins non aliénés, de besoins riches, élevés, parce que besoins de développer les hommes dans leurs qualités intellectuelles et artistiques, besoins de liberté et de communauté. En effet, créateur de nouveaux besoins à foison, dans le plus grand aveuglement d'une production frénétique de tout et de n'importe quoi, le capitalisme, sans le vouloir, ne crée pas que des besoins aliénés bien qu'il ne puisse satisfaire que ceux-la.

Pour ne prendre qu'un exemple, observons le phénomène bien connu du travail déspecialisé, « taylorisé », vidé de tout contenu artistique ou intellectuel, qui est en général celui de l'ouvrier moderne (quand il a un travail !). En le développant, le capitalisme a supprimé le métier, le savoir-faire particulier propre à ce métier, mais donc aussi limité, n'étant alors qu'une étroite construction et manifestation de soi. Il y a eu certes là une perte pour celui qui pouvait tirer une satisfaction d'un travail « professionnel ». Donc ce développement de l'aliénation dans le travail « en miette », taylorisé, engendre le dégoût et le rejet de celui-ci. Mais il est aussi développement de l'universalité, d'une richesse universelle ? d'une qualité bien plus grande, plus élevée, que celle, particulière, étroite, des métiers, parce que faite de la synthèse des apports de toute les travaux passés. Le capitalisme a, en même temps qu'il détruisait les « métiers », comme absorbé et concentré tous ces savoir-faire personnels, et, sur cette base, développé, extraordinairement, tout un patrimoine humain dès lors universel. Patrimoine matériel, mais, et même surtout, intellectuel, lequel peut être résumé sous les noms de culture, science, ou, plus globalement,

22 Marx pensait qu'elle avait néanmoins cet avantage d'unir davantage les ouvriers contre la bourgeoisie, de les constituer en classe, ce qui est plus discutable, car minimise le fait que la lutte salariale est aussi dans la concurrence, comme il l'établit lui-même. Nous re-parlerons plus loin de cette question de la constitution des prolétaires en classe..

de « general intellect » pour reprendre une expression de Marx (qui utilise aussi la formule « cerveau social »). Mais si le capitalisme a développé cette énorme puissance sociale – et avec elle la possibilité de réduire à peu le travail contraint répulsif – il l'a aussi concentrée entre les mains d'une petite couche de ses agents, puissances financières et intellectuelles, qui en ont la propriété. Schématiquement, la situation est donc celle d'une universalisation du travail passé dans toutes sortes d'outils sophistiqués de production et de communication, et, finalement, dans ce « general intellect ». Tout cela constitue une puissance fantastique, créée par les hommes de tous les temps, universelle, mais qui, dans le capital qui l'a accaparée et concentrée, se pose aujourd'hui comme dominant les vivants (« le mort domine le vif » !).

Les productions humaines non seulement répondent à des besoins, mais en suscitent toujours de nouveaux. La puissance sociale ainsi produite se présente comme richesse universelle, c'est-à-dire comme une possibilité pour chacun d'avoir accès à tout, ce qui correspond aux qualités personnelles qu'il veut cultiver, à ses besoins élevés (l'élevant). Cette puissance est accaparée par un petit nombre, la bourgeoisie. Mais en face il s'est formé un autre universalisme, celui de prolétaires qui partagent cette commune condition d'en être entièrement dépouillés. Leur universalité fait face à l'universalité de la puissance sociale : il n'y a plus qu'à les fusionner. Les prolétaires n'ont rien à perdre, et rien que cette puissance qu'ils puissent gagner.

Leur commune situation s'affirme d'abord spontanément comme besoin d'association, d'unité face au capital pour obtenir le meilleur prix possible de leur travail et en améliorer les conditions. En élevant sa lutte à un niveau supérieur, en affirmant que le travail productif est la base de la société, le prolétariat affirme son universalité à travers celle du travail (« qui ne travaille pas ne mange pas »), d'où découle l'exigence d'une stricte proportion entre le travail fourni et les revenus (« à chacun selon son travail »). Le prolétaire est, et se perçoit bien comme le travailleur, celui qui est essentiel pour faire vivre la société. Mais ce travail, même glorifié, posé comme valeur sociale et morale fondamentale, étant aussi une souffrance et une corvée, le prolétariat est amené à élever le niveau de sa lutte, en posant l'exigence de la diminution de ce travail-là – car il voit bien que la machinerie peut de plus en plus le remplacer, et le remplace effectivement – et celle du temps libre pour une activité libre, un autre travail, un travail riche de contenu scientifique et artistique. Il pose donc, avec l'abolition du travail prolétaire (i.e. de la division du travail capita-

liste), celle du prolétariat (et de la bourgeoisie du même coup, bien sûr). L'universalité devient pleinement réelle dans cette réalisation d'une communauté d'individus tous libérés de la domination du travail contraint, libres dans leurs travaux associés, directement sociaux, qui est le principe de la société communiste.

Aujourd'hui la puissance léguée par les générations passées, bien qu'entièrement sociale, est appropriée par la seule classe bourgeoise, ses divers membres en possédant chacun telle ou telle bribe sous forme de spécialisation personnelle dont ils monnayent l'usage par le capital. Le développement de cette puissance est ainsi extraordinairement borné par cette appropriation privée, puisqu'elle en exclut l'immense majorité, et puisqu'elle n'est mise en œuvre que s'il y a profit pour le capital et ses fonctionnaires dirigeants. Le prolétariat, en ne pouvant se libérer de ses chaînes, abolir la condition de prolétaire, qu'en abolissant cette propriété privée (de classe, cette division du travail de classe), se pose bien par là comme la classe universelle, celle qui démultipliera la puissance scientifique et créative des hommes, c'est-à-dire leur liberté, en donnant les moyens à tous d'accéder au « general intellect » et de le développer. Alors, ce seront les milliards d'individus qui pourront ensemble construire leur monde, leur vie, qui seront responsables parce qu'ils en auront les moyens, qui seront associés parce que le développement des qualités de chacun, étant la condition de celles de tous, compris et vécu comme tel, sera sans entraves autres que les limites des capacités humaines. Contrairement à la bourgeoisie qui veut maintenir l'universel dans le particulier, dans le cadre étroit, borné, étouffant, antagonique, et par là finalement mortel, de son appropriation privée, le prolétariat ne peut que le réaliser et l'épanouir dans la communauté des individus sociaux, ou alors périr sous le joug du capital avec toute la planète.

Ainsi, et pour en revenir à notre propos, le capitalisme a développé et concentré une richesse universelle (matérielle et « general intellect ») et donc aussi son besoin, production et besoin de ce qui est produit allant toujours de pair. Et il a aussi créé une masse de prolétaires qui, pour satisfaire ce besoin, doivent s'associer pour engager et mener jusqu'au bout un procès révolutionnaire de transformations réciproques « des hommes et des circonstances ». Et qui, en se réalisant, abolit cette classe, puisqu'elle est définie par la dépossession de cette puissance.

Le capitalisme produit donc des besoins contradictoires, aliénés et « humains ». Mais tant que domine ce mode de production, dominant aussi nécessairement dans la société l'aliénation et les besoins aliénés. De

la même façon que, comme nous l'avons vu (cf. supra chapitre 2), dominent les fétichismes, et l'idéologie bourgeoise qui en découle. On constate évidemment que ce sont les mêmes rapports sociaux qui sont à la base des fétichismes et de l'aliénation<sup>23</sup>, de l'idéologie bourgeoise et des besoins aliénés. D'ailleurs l'idéologie joue un rôle important pour promouvoir et flatter ces besoins-là. La bourgeoisie déploie des efforts intenses non seulement pour empêcher l'expression des besoins riches, et par là radicaux puisqu'ils ne peuvent être satisfaits que par sa disparition, par la destruction des rapports capitalistes, mais aussi pour propager des besoins vulgaires, qui divisent et abrutissent le peuple. Il y a toujours l'inusable religion, projection dans l'au-delà du besoin d'une vie meilleure. Il y a toujours l'utilisation de la vieille méthode romaine des spectacles offerts aux foules pour dévoyer le besoin de communauté en cérémonies hystériques, telles les grandes manifestations sportives ou les rassemblements patriotiques. Il y a les besoins d'activités culturelles et artistiques dévalorisés par la promotion de films, de musiques, « shows » télévisés, et autres « événements » d'une pauvreté incommensurable. Mais tout cela pourrait faire l'objet de développements infinis, et ce type de constat n'est ni original, ni, d'ailleurs, le plus intéressant.

Ce qui fait question, c'est de résoudre le paradoxe que semble former le fait que la lutte révolutionnaire est déterminée par l'exigence de besoins révolutionnaires, radicaux, non aliénés, alors que le prolétariat, dans sa masse, est dominé par des besoins superficiels, aliénés, aussi bien que par l'idéologie bourgeoise qui promeut et fait l'éloge de ces besoins en les présentant comme les plus humains qui soient. Ce paradoxe des rapports entre lutte et besoins se résout évidemment si on considère que, dans le cours de sa lutte, le prolétariat découvre nécessairement que ses besoins vitaux, tels qu'ils sont historiquement et socialement déterminés, ne sont pas satisfaits s'il se contente de revendications d'égalité économique (et démocratique), d'équité, de juste partage des revenus. Car il découvre nécessairement que le travail et les revenus ne peuvent être partagés que s'il renverse l'Etat bourgeois, s'il fait une révolution politique, et aussi une révolution sociale qui transforme et abolit la division capitaliste du travail (qui est la propriété privée bourgeoise, d'où découle nécessairement le partage bourgeois des richesses matérielles et intellectuelles), qui transforme donc le travail lui-même en abolissant le travail répugnant et contraint au profit du travail riche et volontaire. La lutte transforme les

23 Et bien sûr de l'exploitation, mais celle-ci, à la différence des deux autres, est réservée aux prolétaires.

hommes et les circonstances, et, plus particulièrement, développe chez eux la conscience de besoins radicaux dont ils découvrent les possibilités réelles de réalisation, donc aussi le besoin d'une lutte radicale changeant les circonstances qui sont celles du mode de production capitaliste. Ce qui constitue le prolétariat en classe indépendante (de la bourgeoisie, de l'idéologie et des besoins bourgeois, aliénés), c'est le procès par lequel sa lutte et ses besoins se développent réciproquement comme « radicaux », comme visant l'abolition de la division capitaliste du travail (i.e. de la propriété) à travers le partage, la transformation, et l'abolition du travail contraint, aliéné.

### 3.3. LE PROLETARIAT COMME CLASSE INDEPENDANTE.

Rappelons très succinctement le procès par lequel le prolétariat se construit en classe indépendante de toutes les autres, et, le poussant jusqu'au bout, s'abolit en même temps que la bourgeoisie. Soit (et c'est encore le même paradoxe, mais sous une autre forme, que celui ci-dessus évoqué entre domination des besoins aliénés et lutte pour des besoins radicaux, riches) le prolétariat qui s'abolit en s'affirmant d'abord comme classe.

Les individus du capitalisme, individus se définissant comme privés, « *sont toujours partis d'eux-mêmes* ». Mais les prolétaires s'aperçoivent, bien plus vite et bien plus fortement que les autres, qu'ils ne peuvent défendre leur existence qu'en s'associant entre eux contre les bourgeois. Le prolétariat n'est sujet collectif, ne se construit comme classe, qu'en agissant contre la bourgeoisie dans l'intérêt commun de ses membres. L'ampleur de l'association dépend évidemment de ce « commun », du degré d'universalité de la lutte. Plus les objectifs apparaissent comme ceux de toute la classe, et non comme ceux d'une de ses parties, locaux ou corporatistes, plus ils apparaissent comme fondamentaux et importants, et non conjoncturels ou accessoires, et plus grande et profonde peut être l'unité, en même temps que l'antagonisme avec la bourgeoisie.

Toute classe qui élève le niveau de sa lutte jusqu'à prétendre vouloir changer la société en prenant le pouvoir politique est évidemment persuadée d'agir pour le progrès, pour l'intérêt supérieur de la société toute entière, voire de l'humanité, bien que luttant pour ses propres intérêts. L'observation de Marx à ce sujet reste juste : « *Chaque nouvelle*

*classe qui prend la place de celle qui dominait avant elle est obligée, ne fût-ce que pour parvenir à ses fins, de représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société ou, pour exprimer les choses sur le plan des idées : cette classe est obligée de donner à ses pensées la forme de l'universalité, de les représenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables »<sup>24</sup>.*

Mais affirmer que l'intérêt du prolétariat est celui de tous, universel, n'est-ce pas l'affirmer comme classe modèle<sup>25</sup> ? Tous libres propriétaires privés égaux en droits, a prétendu la révolution bourgeoise. Tous également travailleurs serait le cri de la révolution communiste ? Mais l'égalité dans le travail ne peut exister sans égalité dans la propriété des moyens et conditions du travail, donc sans abolition de la propriété capitaliste, des divisions capitalistes du travail, c'est-à-dire sans abolition de la bourgeoisie et du prolétariat. « Représenter son intérêt comme l'intérêt commun » est pour le prolétariat affirmer le travail productif, son travail, comme le fondement de toute la vie sociale, donc comme sa valeur universelle, et par là il s'affirme lui-même comme ce fondement, comme classe universelle. Mais, ce faisant, il ne fait que poser l'exigence d'égalité réelle dans le partage du travail et des revenus dont nous avons déjà parlé, laquelle égalité exige à son tour, il le découvrira, l'abolition des rapports capitalistes et des classes. Or abolir ainsi les divisions capitalistes du travail, c'est socialiser la propriété de tous les moyens de la production, jusqu'à celle du « general intellect ». Ce qui nécessite qu'un certain nombre de conditions objectives soient effectivement réunies, dont en particulier, nous en reparlerons, celle du temps libre.

Les besoins vitaux immédiats, quotidiens, des prolétaires sont d'abord « économiques ». C'est, essentiellement, la lutte pour le salaire et pour l'emploi, qui s'accroît avec la crise. Comme cela a été rappelé ci-dessus (cf. supra chapitre 1), la lutte salariale reproduit le rapport social capitaliste, dont le salaire n'est qu'une forme, et ne peut donc que modifier, de façon temporaire, le partage salaires-profits, sans transformer la condition de prolétaire. D'une façon générale les luttes « économiques » sont des luttes défensives, le plus souvent plus ou moins locales et corporatistes. Elles sont toujours dans le cadre de la concurrence entre ouvriers,

24 K. Marx, *Idéologie Allemande*, ES, p.46. Même idée p.285.

25 Ce qui se traduit dans l'iconographie ouvrière traditionnelle par des images de l'ouvrier travailleur, honnête, vertueux, face au bourgeois parasite, rentier, paresseux. Alors une pseudo morale idéaliste est mise à la place de l'analyse de classe matérialiste pour justifier que ce soit le prolétariat qui prenne le pouvoir !

laquelle est aujourd'hui planétaire avec la mondialisation de la concurrence entre capitaux, à la recherche du taux de profit maximum, dont la concurrence entre ouvriers n'est finalement qu'un reflet. Dans le cadre de cette concurrence, il arrive que les prolétaires aient le réflexe spontané de soutenir « leur » entreprise, « leur » capital, dont la bonne santé leur semble déterminer leur emploi ou leur licenciement. D'où aussi parfois des tendances nationalistes et xénophobes dans ces luttes. Cela est aussi vieux que le capitalisme. Marx observait déjà en 1870 combien la colonisation de l'Irlande divisait les prolétaires, immigrés irlandais et autochtones anglais : « *L'ouvrier anglais vulgaire hait l'ouvrier irlandais comme un compétiteur qui déprime les salaires et le niveau de vie.* » Il n'y a pas d'existence de la classe ouvrière dans ces conditions « *d'antipathies nationales et religieuses* » où l'ouvrier métropolitain « *regarde (l'immigré) à peu près comme les poor whites des Etats sudistes de l'Amérique du Nord regardaient les esclaves noirs.* »<sup>26</sup>

Cependant les luttes « économiques » amènent aussi le développement de formes élémentaires d'associations ouvrières, tels les syndicats. La force cynique et brutale qu'y oppose la bourgeoisie, accentuée jusqu'à la violence armée ouverte lors des crises et poussées révolutionnaires les plus sérieuses, entraîne la nécessité d'un renforcement de ces associations, dans un cadre national puis international. Les buts de la lutte s'élargissent également. Ainsi, la pénibilité croissante, physique et psychique, du travail ouvrier les a rapidement obligés à exiger des transformations des conditions du travail lui-même, et pas seulement de son prix, par exemple en exigeant la réduction du temps de travail pour l'ensemble des prolétaires. D'une façon générale, le rejet du travail répugnant qui réduit l'ouvrier à un muscle ou à un œil au service de la machine se développe avec le capitalisme et la mécanisation. Les immenses concentrations urbaines, avec leurs problèmes de logement, de transport, de pollution, sont aussi la cause de l'élargissement de la conscience ouvrière, au delà du simple rapport ouvriers-patrons, à l'ensemble des conditions et contradictions du système capitaliste. De sorte que le développement du capitalisme s'accompagne d'une tendance à une certaine homogénéisation

26 Lettre de K. Marx au Comité de Brunswick (Comité Directeur du parti Social-Démocrate allemand). Dans « *Lettres à Kugelmann* », ES, p.157. Et c'est pourquoi Marx découvrait alors que, bien que l'Angleterre était alors le pays au capitalisme le plus développé, donc aussi combien les conditions objectives de la révolution communiste y étaient les plus mûres, le « *grand coup* » pour faire avancer le mouvement communiste devait d'abord être frappé en Irlande, car « *un peuple qui subjugué un autre peuple se forge ses propres chaînes* » (ibidem, p.158) en s'acquinant ainsi avec sa bourgeoisie.

des conditions de vie des prolétaires : travail ouvrier réduit à quelques gestes simples, cadre de vie des prolétaires dans les zones d'ortoirs des mégapoles, consommations et besoins convergents, sont autant de facteurs de cette tendance favorable à l'unification du prolétariat mondial. Mais il subsiste aussi des disparités nationales plus ou moins prononcées entre les conditions de vie dans les pays impérialistes dominants et les pays dominés, pillés, et par là « sous-développés ».

Bref, la « standardisation » et l'universalisation<sup>27</sup> de la condition ouvrière, en même temps que l'élévation historique de ses besoins, de son niveau d'éducation notamment, et que l'accentuation de la gravité comme de la fréquence et de la durée des crises de reproduction du capital qui précipitent les prolétaires dans des situations de plus en plus « insupportables », forment un ensemble de facteurs qui tendent à favoriser l'unification des prolétaires. De même l'accentuation de l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat pousse à élever la lutte à un niveau plus général. Les individus ou groupes de chaque camp sont amenés à serrer les coudes, à soumettre leurs intérêts particuliers à leur intérêt commun, bref à se former et à agir vraiment, ouvertement, en classe contre l'autre classe. L'Etat en est le moyen pour la bourgeoisie (nous verrons que le Parti l'est pour le prolétariat). Il s'est certes forgé depuis l'origine comme Etat de la bourgeoisie, représentant et organisant ses intérêts généraux, mais cela était caché (fétichisme de l'Etat et de la Nation). Dans la crise révolutionnaire il apparaît pour ce qu'il est, comme l'organe qui représente et dirige la classe bourgeoise contre le prolétariat. Et les prolétaires s'affirment eux-mêmes pleinement comme classe dans la mesure où ils luttent pour le renverser et conquérir le pouvoir politique, tant il est vrai que, dans le monde bourgeois où ils vivent encore, le pouvoir politique apparaît comme la condition du pouvoir social, le pouvoir d'organiser la société librement, selon ses volontés.

Ce n'est pas seulement l'élargissement de la lutte « économique » à la lutte politique qui est nécessaire pour construire les prolétaires comme classe, donc comme sujets collectivement indépendants. Car tant qu'ils s'imaginent que leur situation empire par la faute d'un gouvernement incompetent ou inéquitable, au service trop exclusif des patrons, des ri-

27 « *La domination des individus par les conditions objectives, l'écrasement de l'individu par la contingence, ont pris des formes extrêmement accusées et tout à fait universelles...* » K. Marx, *Ideologie Allemande*, ES, p.444. Aujourd'hui plus encore, ce n'est plus un patron particulier, mais un capital anonyme et totalitaire, un Etat pieuvre, une Finance mondialisée, etc., que tous les prolétaires ont en face d'eux comme autant de puissances, partout identiques, qui les dominent.

ches, de la seule classe bourgeoise, par la faute d'une mauvaise politique, aujourd'hui dite « libérale », tant, donc, qu'ils ne visent qu'un changement de gouvernement dans l'alternance gauche-droite, ou, lors des crises modernes, dans l'alternance démocratie-fascisme, alors ils restent encore entièrement soumis à l'idéologie bourgeoise prétendant que l'Etat peut être au service de tous, de l'intérêt général, de la Nation, ils restent dans le cadre du système bourgeois, ils ne sont pas indépendants, n'agissent donc pas comme une classe distincte de toutes les autres : ils n'existent pas encore comme classe. Le premier stade d'une lutte révolutionnaire du prolétariat, d'une lutte où la classe agit pour elle-même, pose ses intérêts comme supérieurs à ceux de tous les autres, comme seuls progressistes, seuls universels, est celui où elle exige le pouvoir politique, lutte pour renverser l'Etat bourgeois parce qu'elle sait qu'il n'est, et ne peut être, que le pouvoir bourgeois, que ce faisant elle s'oppose à ce qui représente tous les bourgeois, et se pose alors elle-même comme tous les prolétaires.

Bref, le prolétariat ne se forme comme classe à part entière, pleinement indépendante, que lorsqu'il s'unit non seulement pour se défendre contre la bourgeoisie, ce qui n'est que l'embryon de l'indépendance, mais quand il se comprend et agit, comme antagonique à elle. Pas quand il se fixe seulement comme but de composer avec elle pour en obtenir ceci ou cela (ce qui peut bien sûr être un objectif, mais provisoire, mais comme un sous-produit, un moment, une bataille dans la guerre de classe), mais de la renverser, ce qui est d'abord renverser son Etat, et de prendre le pouvoir. Critiquant les illusions des prolétaires français dans leur lutte de 1848-49, Marx qualifiait de « conquêtes tragi-comiques » le fait qu'ils se soient contentés de porter au pouvoir un gouvernement de gauche. Mais il ajoutait que seul ce genre d'expérience pouvait, en lui révélant la nature, la ruse, la force de ses adversaires le pousser à s'organiser et agir par lui-même. « ... *C'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire* »<sup>28</sup>.

Mais prendre le pouvoir et briser l'Etat n'est encore que le premier stade du procès révolutionnaire. Il lui faut encore aller au delà, dépasser l'illusion politique pour achever la révolution sociale qui, abolissant toutes les classes jusque dans leurs racines (la division capitaliste du travail,

28 K. Marx, *Les luttes de classe en France, Œuvres choisies*, éd. du Progrès, Moscou, t.1, 213 p.

et donc de la propriété), abolit du même coup l'Etat, le pouvoir politique séparé, au dessus de la « société civile » des individus dans leurs activités.

Jeune, Marx observait déjà justement que « *l'intelligence politique* » peut tromper « *l'instinct social* »<sup>29</sup>. « *L'intelligence politique est incapable de découvrir la source de la misère sociale* ». « *Elle est donnée à celui qui est déjà fortuné, qui a déjà les pieds bien au chaud* ». Comme cela a déjà été rappelé (cf. § 3.1), la bourgeoisie française avait l'intelligence politique en 1789. Mais elle n'avait rien à découvrir : elle n'avait seulement, pour l'essentiel, qu'à réaliser une révolution politique pour achever une révolution sociale dont toutes les conditions étaient déjà là. Elle n'avait qu'à s'emparer de la « superstructure » pour s'épanouir librement en tant que bourgeoisie, étant déjà potentiellement maîtresse dans la société civile. Pour le prolétariat, c'est l'inverse. Il n'a pas « les pieds bien au chaud », il n'est maître de rien, mais a été au contraire comme « expulsé » de la société, de toute maîtrise en son sein, de tout pouvoir sur ses conditions d'existence. Prendre le pouvoir politique ne peut être pour lui rien d'autre que le moyen de faire une révolution sociale, qui, seule, pourra lui permettre de s'appropriier toute la puissance sociale créée par les générations passées, et donc changer sa situation, éradiquer la bourgeoisie, et lui-même, sa face opposée, avec. Certes, les prolétaires ne peuvent pas en percevoir tout de suite toute l'ampleur (quant aux autres classes, elles n'y pensent même pas), ni même, à supposer qu'ils le puissent, réaliser immédiatement la société communiste, s'appropriier immédiatement toutes les conditions de cette puissance sociale, abolir immédiatement toutes les divisions capitalistes du travail entre dominants et exécutants. Mais la réalisation de leurs besoins les amène d'emblée à devoir utiliser le pouvoir politique pour abolir tout ce qu'ils connaissent déjà des dominations, des propriétés, de la bourgeoisie et qu'il est dans leurs moyens, au moment de la révolution politique, d'éliminer. Cela va, par exemple, du pouvoir militaire, policier et administratif, jusqu'à la propriété juridique et financière des entreprises, des terres et immeubles, des moyens d'information et d'éducation. Ensuite ils découvrent, en s'y heurtant, les racines les plus intimes de l'appropriation privée (i.e. de la domination, des classes), et donc toute l'ampleur du procès révolutionnaire qu'ils doivent accomplir.

D'ailleurs on comprend aisément que si la révolution politique dégage pour le prolétariat un grand espace de liberté, lui donne de puissants

29 Voir cette argumentation, dont sont tirées les citations de ce passage, dans *Contre A. Ruge*, O.C., Pléiade III, p.415-418.

moyens pour réaliser ses besoins, il s'agit encore de besoins tels qu'ils sont apparus sur la base des conditions précédentes, dans le cadre de l'antagonisme travail-capital, dans lequel le prolétaire s'affirme comme le travailleur productif. Développons ce point déjà abordé précédemment (cf. § 3.1). Le prolétariat s'affirme d'abord nécessairement comme tel, pour ce qu'il est, ce qu'il vit, dans le procès révolutionnaire. Il affirme l'universalité du travail, exige le pouvoir aux travailleurs, l'attribution des richesses à ceux qui les produisent, et à proportion de leur contribution à cette production. Historiquement, et tant que dominant dans la production de la vie les nécessités d'un travail plus ou moins pénible et répulsif, la contrainte de devoir travailler pour vivre et non par libre choix, le cœur de l'exigence prolétarienne est l'égalité réelle devant le travail, en même temps que l'économie du temps de travail nécessaire (« l'économie » au sens strict : économiser sa peine). Non pas l'égalité juridique formelle du « citoyen » et « des droits de l'Homme », dont le caractère imaginaire apparaît de plus en plus clairement avec le développement du capitalisme, mais l'égalité concrète du partage du travail et des revenus, égalité qui, posant le travail<sup>30</sup> comme fondement de la société, reconnaît aussi que le pouvoir doit y être aux mains de ceux qui travaillent. Ainsi les mots d'ordre historiques de la révolution prolétarienne sont d'abord ceux d'une égalité sociale telle que « à chacun selon son travail », et aussi, en même temps, d'un pouvoir populaire fondé sur l'égalité de tous et totalement démocratique, du type Commune de Paris. Ils sont relatifs à la fois à un partage et à une économie maximum du fardeau du travail pénible, à commencer par la suppression de l'entretien des riches et des productions inutiles au peuple (par exemple produits de luxe, domesticité, publicité, etc.) et de la rationalisation du système productif (par exemple par la planification), et relatifs aussi à un gouvernement qui soit à la fois du peuple par le peuple et « bon marché » (appareil d'Etat réduit, moyens du pouvoir politique et idéologique aux mains du peuple, élus payés comme des ouvriers, et contrôlés). D'une façon générale, la détermination des besoins à satisfaire sera profondément modifiée dans le cours du procès révolutionnaire : elle se fera sur la base d'une utilité qualitativement, et donc aussi quantitativement, redéfinie, besoins transformés pour individus transformés.

---

30 Il s'agit évidemment du travail que les membres de la société considérée jugeront utile à leurs besoins, et décideront d'accomplir et de se répartir selon un plan consciemment organisé.

Aux débuts du capitalisme, dans une société encore dominée par la rareté, quand le travail manuel, relativement peu mécanisé, très long et très usant, était encore dominant, ces revendications d'égalité prenaient la forme du « communisme grossier » sur le plan idéologique, qu'exprimaient des doctrinaires utopiques tels Babeuf ou Fourier. Un communisme fondé moins sur l'analyse précise des conditions concrètes que sur la morale, la volonté, l'idéal d'une société de partage et d'égalité. K. Marx a montré l'impossibilité d'un tel égalitarisme tant que domine la rareté, le travail contraint, lequel fonde en définitive les comportements d'appropriation privée et la répartition des travaux et des revenus selon les moyens du travail qu'on a, ou pas, pu s'approprier. Dans ce « communisme grossier », encore dans « *le règne de la nécessité* », « ... *la possession physique immédiate est l'unique but de sa vie (du travailleur, n.d.a.) et de son existence ; la condition du travailleur n'est pas abolie, elle est étendue à tous les hommes* ». Alors la société des travailleurs ne pourrait y être qu'« *une simple communauté de travail où règne l'égalité du salaire payé par un capital collectif* »<sup>31</sup>. Cette unité fondée sur la simple volonté d'égalité ne pourrait pas être réalisée sans l'action niveleuse d'une autorité despotique sur les individus (de la communauté ou de ses représentants) pour répartir le travail et les revenus. Et finalement même l'autorité la plus despotique, et elle devrait l'être d'autant plus que la société serait plus nombreuse, les productions plus diversifiées, les travaux plus complexes, n'y parviendrait pas (cf. Staline et les déboires de la planification autoritaire et bureaucratique).

Sur la base d'un capitalisme plus développé, donc fondé sur la grande production et la socialisation de la production et des échanges, dans laquelle le travail ouvrier est réduit à du travail simple, donc homogénéisé, interchangeable, équivalent, K. Marx a pensé que l'égalité devenait une possibilité qu'il était possible d'approcher, dans certaines limites, et à la condition majeure qu'il y ait « communauté des moyens de production ». Il a argumenté, notamment dans sa fameuse Critique du Programme de Gotha, que, dans ces conditions historiques et sociales, la répartition du travail et des revenus pourrait être réalisée selon la mesure directe des quantités de travail fournies et reçues par chacun (ces quantités étant mesurées par les temps de travail, et représentées par des Bons

31 Marx, *Manuscrits de 44*, éd. Pléiade, O.C. II, p.77 et 78. Pour une discussion plus approfondie sur ce point, et tout le développement qui suit à propos de l'égalité, voir T.Thomas, *K.Marx et la transition au communisme*, op. cit, notamment la partie critique de la *Critique du Programme de Gotha*.

de travail). On sait qu'il établissait les limites de cette égalité dans le fait que, les capacités de chacun étant différentes, les quantités reçues pour un même temps de travail seraient nécessairement différentes. Donc, en concluait-il, le « à chacun selon son travail » relève encore du « droit bourgeois », et reste en réalité inégalitaire.

Ce n'est pas l'objet de cet ouvrage de développer plus longuement cette question de l'impossibilité de l'Égalité tant que subsistent le travail répulsif, contraint, et les divisions sociales dans l'exercice de ce travail (divisions dans la propriété privée, dans les moyens de s'approprier les conditions de la production et des échanges). Ni qu'elle est sans objet, n'a plus de sens, quand tout cela n'existe plus. Il suffit d'observer pour notre propos que le besoin d'Égalité reste dans l'ordre bourgeois des choses, l'ordre de la mesure, de la comparaison, de la concurrence entre individus ou groupes d'individus. La lutte pour l'Égalité économique et sociale, matérielle et politique, non seulement est utopique en tant que but absolu puisqu'elle est soit impossible, soit sans objet, mais ne peut donc pas être assimilée à une lutte consciente pour le communisme, qui n'est pas dans « le règne de la nécessité », du travail répulsif et des quantités. Mais néanmoins elle fait partie intégrante du mouvement qui y mène, qui « abolit l'état actuel », du mouvement communiste. Car le prolétariat reprend l'Égalité là où la bourgeoisie l'a laissée, l'égalité simplement formelle des citoyens, ces créatures imaginaires, pour exiger l'égalité réelle, dans la répartition du travail et des revenus, des efforts et des fruits, et aussi dans l'exercice du pouvoir social. Et l'exigence d'une telle égalité réelle, concrète, est, de fait, la négation des classes, est antagonique non seulement avec les privilèges bourgeois, mais avec l'existence même de la bourgeoisie qui n'est, par essence, qu'inégalité. En en poursuivant la réalisation, le prolétariat est donc tôt ou tard obligé de reconnaître qu'il lutte pour la suppression des classes, donc pour construire les conditions de cette suppression, ce qui veut dire aussi les comprendre. Cela, s'il le pousse jusqu'au bout, le mène donc inéluctablement au communisme. Alors il ne réalise pas une Égalité devenue sans objet avec la suppression des classes, et sans sens puisqu'il est le libre développement des qualités de chacun (et des qualités ne se mesurent pas, ne s'égalisent pas, s'échangent sans détour, sans médiation de l'argent). Mais il réalise ce qui ne peut encore aujourd'hui n'être perçu que comme un idéal relativement abstrait : la Liberté et la Communauté. Engels l'avait déjà très bien remarqué quand il écrivait qu'en avançant des exigences d'égalité concrète, « les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne

doit pas être établie seulement en apparence... elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social. ». Et ainsi, poursuivait-il, « le contenu réel de la revendication d'égalité est la revendication d'abolition des classes », car « dès l'instant où est posée la revendication bourgeoise d'abolition des privilèges de classe, apparaît à côté d'elle la revendication prolétarienne d'abolition des classes elles-mêmes »<sup>32</sup>. Marx notait aussi que le prolétariat ne lutte pas pour un idéal communiste parfaitement formalisé par avance, mais selon les nécessités pratiques de sa lutte, et dans les formulations qu'il connaît, donc plus ou moins empruntées à l'idéologie du monde bourgeois dans lequel il vit. Ensuite, « ce sont les conséquences de ses propres actes qui le poussent plus loin »<sup>33</sup>, et il découvre progressivement les véritables contenus qui sont les siens, la « vraie parole » de sa lutte (et, anticipons sur le prochain chapitre, ce sera un des rôles du parti que d'y contribuer). Autre exemple : le mouvement révolutionnaire de 1848 en France fixait parmi ses objectifs « le droit au travail ». Formulation bourgeoise à tout point de vue, en même temps qu'irréalisable sous le capitalisme. Mais Marx observe que c'était alors une « première formule maladroite où se résument les exigences révolutionnaires du prolétariat »..., « mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production... la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques. »<sup>34</sup> Et, si on saute jusqu'au mouvement de mai-juin 1968 en France, on y voit la poussée massive de la revendication d'autogestion. « L'usine aux ouvriers » c'est, entre autre, négliger le caractère global et multiforme de la domination du capital. Mais derrière l'autogestion, il y avait la contestation du pouvoir patronal, derrière celle-ci celle de cette domination. Ainsi, il y a les formulations par lesquelles le prolétariat définit les objectifs de sa lutte - plus ou moins édictées sous l'emprise de l'idéologie dominante du monde dans lequel il vit - et leur contenu réel, les conditions de leurs réalisations (la conscience révolutionnaire). Nous verrons plus loin que le procès de passage de l'un à l'autre, du spontané au conscient, nécessite le moyen d'une organisation spéciale pour extraire des luttes leur « vraie parole ».

La revendication d'égalité devant le travail, et de revenus proportionnels à ce travail, est évidemment basée sur la pénibilité de celui-ci : s'il ne l'était pas, s'il était contentement en tant que riche construction et

32 *Anti-Dühring*, ES, 1971, p.134.

33 K. Marx, *La lutte des classes en France*, op.cit., t.1, p.221.

34 *Ibidem*, p.244.

manifestation de soi, chacun s'y consacrerait volontiers (comme c'est déjà le cas pour un certain nombre de professions supérieures, qualifiées, activités riches). L'exigence d'économiser ce travail, de le réduire pour chacun au minimum possible, croît avec les développements du capitalisme et les progrès inouïs de la productivité, de la production mécanisée. Car ils ont à la fois augmenté le dégoût d'un travail rendu de plus en plus abrutissant et vide d'intérêt, et réduit à peu de choses la quantité du travail nécessaire pour satisfaire les besoins sociaux (qui seront eux-mêmes transformés et définis autrement dans le cours du procès révolutionnaire, y compris en terme d'économie de temps de travail). Le capitalisme a décuplé à la fois la possibilité du refus de ce travail, et le besoin du temps libre, donc son exigence. Mais il ne peut faire de ce temps que du chômage et de la domesticité. De sorte que cette exigence, déjà très présente dès le 19<sup>ème</sup> siècle, croît considérablement en force dans la société actuelle<sup>35</sup>, même si, d'un autre côté, l'augmentation du chômage amène aussi un certain nombre d'ouvriers à l'acceptation forcée d'une dégradation de leurs conditions de travail dans le cadre de la concurrence.

Bref, dans les conditions du capitalisme moderne, la question du travail est de plus en plus liée à celle du refus du travail répulsif et de l'exigence du temps libre, et pas seulement à celle du salaire. Chaque prolétaire veut un travail pour avoir de quoi vivre, mais en même temps veut surtout du temps libre pour vivre humainement, développer les activités et les qualités de son choix. Par là s'enclenche un mouvement contradictoire dans lequel les prolétaires exigent à la fois le travail, parce qu'ils ont besoin du salaire, et du meilleur possible, et aussi le temps libre, parce qu'ils répugnent à ce travail là et que le temps libre est pour eux ce qui s'oppose au temps de ce travail honni comme deux temps antagoniques. Mais évidemment cette contradiction n'est insurmontable que dans le capitalisme qui porte cet antagonisme à des sommets. Il augmente la pénibilité du travail des prolétaires qu'il utilise en même temps qu'il en diminue la quantité globale nécessaire, et rejette dans les bas fonds ou les prisons ceux, de plus en plus nombreux, qu'il ne peut pas utiliser à valoriser le capital. Mais s'il développe le temps libre, il ne peut en faire que du chômage, et plus, généralement, en fait un temps tout aussi pauvre, déprimant et abrutissant que le temps de travail.

---

<sup>35</sup> Le thème en a été très présent dans les grandes luttes d'O.S. des années 60 en Europe, comme le montre bien, par exemple, le célèbre petit film « la reprise du travail à Wonder » tourné en 1968.

Par contre cette contradiction se résout fort bien dans le mouvement communiste, entendu comme « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » et crée progressivement les bases propres à la société communiste. Car dans ce mouvement, notamment dans le procès qui révolutionne les rapports sociaux après le renversement de l'Etat bourgeois, le temps libre est temps de luttes et d'activités qui transforment les individus eux-mêmes, leurs capacités d'appropriation, en même temps que les « circonstances », dont la première d'entre elles : leur travail et leurs rapports dans ce travail (les divisions du travail). K. Marx formulait fort bien cette dialectique de la transformation des travailleurs et du travail, à travers celle de la transformation des contenus (des activités) du temps libre et du temps de travail : « *le temps libre – qui est aussi bien temps de loisir que temps destiné à une activité supérieure – aura naturellement transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que tel qu'il entrera alors dans le processus de production immédiat* »<sup>36</sup>, apte à y exercer une activité elle-même transformée, supérieure, ce qui enrichira en retour les activités du temps libre, jusqu'à ce que ces deux temps ne fassent plus qu'un, la vie.

Ce mouvement ne sera pas détaillé plus ici<sup>37</sup>, sinon pour en revenir à notre propos initial : comment se résout le paradoxe d'un prolétariat dominé par des fétichismes et l'idéologie bourgeoise, par des besoins aliénés, et d'une lutte qui ne peut être révolutionnaire qu'en tant qu'elle se pose comme celle de la classe indépendante, comme antagonique avec les intérêts bourgeois, en poursuivant des besoins « radicaux » ? On voit bien maintenant qu'il se résout dans ce mouvement dialectique qu'est le mouvement communiste, dans lequel la conquête du temps libre et des moyens de l'utiliser pour s'approprier les conditions sociales de la vie – que décuple la conquête du pouvoir politique – crée des conditions objectives essentielles pour permettre la transformation « des hommes et des circonstances ». Elles permettent, notamment :

- de transformer progressivement le travail répulsif en travail riche, activité volontaire, qui forme un individu éduqué, riche de qualités qu'il peut pleinement développer en s'appropriant dans le patrimoine social déjà accumulé ce qui convient à ses activités, et à leurs progrès.

- De construire une communauté, une société où les individus sont directement sociaux parce que, et dans la mesure où, exerçant des travaux libres, activités volontaires, ils en échangent aussi librement les résultats,

36 *Grundrisse*, ES II, p.200. (Pléiade, OC II, p.311).

37 Voir T. Thomas, *Ni fin du travail, ni travail sans fins*, éd. Albatroz.

à travers lesquels chacun s'enrichit des qualités développées par les autres.

- Que ces individus aient les moyens, et donc le plaisir, d'être vraiment responsables de la vie et de la reproduction de la société, et non plus dédoublés en citoyens abstraits aux pouvoirs théoriques, de papier, et individus privés concrets sans pouvoirs.

On peut observer que le communisme, en tant que « mouvement qui abolit l'état des choses existant », commence avec le capitalisme, dont le développement comporte à la fois la dévalorisation (réduction de la quantité de travail contenue dans chaque marchandise) et la socialisation (travail de plus en plus collectif, « grande échelle », mondialisation). Donc, en un sens, le prolétariat, en affirmant ses intérêts de classe dans l'antagonisme avec ceux de la bourgeoisie, achève l'œuvre développée comme malgré lui par le capital : réduire à peu, voire à rien, la quantité de travail contraint, répugnant, par l'accroissement de la puissance productive des hommes et une stricte économie (au sens propre) éliminant les gaspillages, les superflus, et les parasites. Non seulement le capital ne pouvait pas l'achever lui-même, mais ce mouvement étant pour lui une catastrophe (puisqu'il sape la base de la production du profit : le travail vivant), il tentait de le contrecarrer en transformant cette catastrophe pour lui en catastrophe pour les prolétaires et la planète<sup>38</sup> (guerres et autres destructions humaines et écologiques en tous genres). Les prolétaires, en s'affirmant comme classe, affirment la centralité, l'essentialité, du travail productif dans la production de la vie et de la société, mais en même temps, nous l'avons vu, affirment aussi l'exigence, posée d'abord à travers la revendication utopique d'Égalité, d'économiser et réduire ce travail en tant qu'il est répulsif et misérable. Ce qui les amène finalement à la lutte contre les divisions capitalistes du travail, base des inégalités contemporaines, et à l'abolition par là de ce travail contraint et de toutes « leurs conditions d'existence antérieures »<sup>39</sup> qui les déterminent prolétaires, au développement du travail riche. Voilà pourquoi l'affirmation de l'intérêt du prolétariat comme universel est vraie, et en réalité, affirme que cet intérêt est l'abolition du prolétariat, donc de ses intérêts particuliers de classe, c'est-à-dire l'abolition des classes.

Mais il ne peut découvrir cette réalité comme étant la « vraie parole de sa lutte », que progressivement dans le cours du procès révolution-

38 Et par là encore le capital montre bien qu'il est domination du mort sur le vif, des choses sur les hommes.

39 *Idéologie Allemande*, E.S., p. 37. Cf. note 88.

naire, parce qu'il découvre la nécessité « d'aller jusque là » pour satisfaire ses besoins. Il ne lutte pas d'emblée pour une société communiste qui serait prédéfinie théoriquement, il n'accomplit pas une « mission historique »<sup>40</sup> dont il aurait conscience par avance. Il lutte dans les conditions des rapports sociaux dans lesquels il vit, et découvre progressivement à la fois la radicalité de ses besoins et des conditions de leur réalisation, ainsi que la possibilité de celle-ci.

La lutte indépendante des prolétaires est dite communiste parce que sa réalité, sa « vraie parole », bref sa nécessité, qui est sa vérité et sa fin, est de poser les bases propres à la société communiste. La révolution politique prolétarienne ne trouve jamais toutes prêtes entièrement ces bases, contrairement à la révolution bourgeoise comme cela a été rappelé ci-dessus<sup>41</sup>. Elle n'est qu'un moyen de les créer, dans la mesure où les possibilités de le faire existent déjà dans le capitalisme (ainsi qu'il a été montré ci-dessus en ce qui concerne la division capitaliste du travail : son abolition est celle de la propriété privée, donc une base essentielle<sup>42</sup> de la société communiste, mais ne peut être réalisée tout de suite, seule existe la possibilité de le faire : le temps libre). Elle permet d'ouvrir une période de transition qui est la poursuite du mouvement communiste, du procès révolutionnaire, dans une situation où la bourgeoisie a perdu des moyens très importants de sa domination (étatiques, médiatiques, financiers, etc.), mais sans qu'elle ait disparu, ni que le prolétariat soit lui-même entièrement dominant (sinon d'ailleurs il ne serait plus, par définition, le prolétariat !) puisque la propriété privée subsiste dans les divisions du travail héritées du capitalisme<sup>43</sup>, de même que subsiste le travail contraint qui induit nécessairement des comportements privés, égoïstes.

Mais revenons au présent. Nous n'en sommes aujourd'hui qu'à promouvoir un procès révolutionnaire à un stade précédant la révolution politique. Et dans une situation où les prolétaires ne forment pas encore

40 Comme le disait Marx, dans son *Introduction à la Critique de l'Economie Politique* (ES, p.169), « l'anatomie de l'homme est la clef de l'anatomie du singe ». L'Histoire ne se comprend qu'ultérieurement, n'est pas la réalisation d'un plan écrit à l'avance, d'un programme prédéterminé.

41 Et le croire serait ne pas voir l'erreur de la « théorie de l'enveloppe », que Marx a lui-même esquissée dans un brouillon malencontreux du *Capital* (cf. la critique de cette théorie dans *K. Marx et la transition au communisme, op. cit.*, p.85-89).

42 Mais, évidemment, pas la seule, bien d'autres divisions devant être abolies, telles celles entre peuples nationaux, ou encore les vieilles divisions villes/campagnes, hommes/femmes, etc.

43 Qui impliquent que la science et ses applications dominent encore les prolétaires comme puissances leur étant extérieures et propriété d'une classe particulière.

une classe indépendante, ne menant encore que des luttes défensives, économiques, plus ou moins dispersées. Dans la crise profonde qui se développe ils se trouvent néanmoins de plus en plus acculés, pour y faire face, à devoir trouver des réponses à des questions immédiates brûlantes que ces luttes défensives ne résolvent pas. Mais certaines réponses les maintiendront encore sous la domination du capital, tandis que d'autres les construiront comme force indépendante. Ainsi, et pour ne citer que quelques exemples : qui est responsable de la crise ? La mondialisation « libérale » comme l'affirme la bourgeoisie de gauche, ou le capitalisme ? Le seul capital financier, ou le capital lui-même dans toutes ses formes, tous ses rapports ? Qui fait baisser les salaires ? La concurrence des étrangers ou les difficultés du capital à maintenir les taux de profits, la concurrence entre capitaux pour être de ceux qui y parviendront et survivront ? Quelle est la cause du chômage ? Les machines, la productivité, la baisse des quantités de travail qu'elles induisent, ou le système capitaliste pour qui seul cette baisse est une calamité ? Idem pour les désastres écologiques : le « productivisme » ou le capitalisme ? L'Etat peut-il être au service de l'intérêt général (et y-a-t'il même un intérêt général dans une société de classes) s'il était bien gouverné, par un gouvernement de gauche, ou 100% à gauche ? Et ainsi de suite : suivant les réponses apportées à ces questions concrètes qui se posent dans les luttes immédiates, le prolétariat acceptera, ou pas, des baisses de salaires et des allongements de la durée du travail « pour sauver l'emploi », défendra, ou pas, des options nationalistes et protectionnistes, restera, ou pas, indifférent aux luttes des pays dominés par « son » propre impérialisme national ou « occidental », se contentera de changer les gouvernants ou s'en prendra à l'Etat quels qu'en soient ceux-ci, etc.

Ces choix, qui déterminent les victoires ou les défaites du prolétariat, dépendent évidemment de la compréhension qu'il peut acquérir de leurs fondements. Et comme, dans sa masse, il est spontanément, et comme naturellement, dominé par l'idéologie bourgeoise, qu'il ne forme sa conscience indépendante, révolutionnaire, que dans le cours d'une lutte frontale contre la bourgeoisie, il faut bien qu'il existe quelque part une instance proposant une orientation, des objectifs, des méthodes qui s'opposent à cette idéologie dominante. S'appuyant d'abord sur une compréhension scientifique du capital, de sa crise, comme des possibilités objectives de son dépassement, cette instance ne peut être, dans le capitalisme, que faite d'une minorité, puisque tout y est organisé pour en écarter les individus, les abrutir au maximum dans l'idéologie bourgeoise et ses

conceptions aliénées, misérables, vulgaires, de l'individu, et, plus particulièrement encore, pour étouffer et réprimer toute activité critique révolutionnaire, fût-elle seulement intellectuelle, donc encore inoffensive. Mais cette minorité peut exister, et croître, du fait que les « circonstances » qui forment le capitalisme sont contradictoires, entre ses réalités intimes et celles, superficielles, du « Monde Enchanté », et que ces réalités se manifestent malgré tout dans les phénomènes apparents. Ceux-ci ont beau les refléter à leur façon, transformées, inversées, ils ne peuvent les cacher complètement, et ce sont finalement ces réalités intimes qui déterminent la tendance générale du mouvement historique. Donc des individus peuvent, par un travail particulier, s'extraire de la compréhension bourgeoise de « l'économie », déceler le mouvement caché en déblayant les fatras idéologiques, et avoir conscience de la nécessité comme des moyens d'abolir les rapports sociaux qui sont le capital. Ils peuvent alors contribuer à ce que le mouvement réel des luttes adopte une orientation qui, dans chaque situation concrète, en fasse un mouvement communiste, s'attaquant à l'abolition de l'état existant. Car si les prolétaires ne peuvent se construire en classe indépendante, révolutionnaire, que dans le cours de leurs luttes, en fonction des obstacles qui leur sont opposés, ils n'y parviennent que s'ils réussissent à adopter le point de vue qui, à chaque moment, à chaque étape, est celui qui approfondit leur antagonisme avec la bourgeoisie, la conscience qu'ils doivent l'abolir, laquelle est d'abord conscience de l'abolir dans ses formes les plus apparentes, c'est-à-dire d'avoir à renverser son pouvoir étatique, à supprimer sa propriété financière et juridique (nationalisations). La lutte révolutionnaire est faite de nombreuses batailles qui mènent à des victoires stratégiques, des étapes qui sont des sauts qualitatifs dans le mouvement général d'abolition des classes. Elle nécessite donc évidemment une tactique, une stratégie, de relier et unifier ces différentes batailles dans une perspective globale, donc aussi une organisation. C'est maintenant cette question pratique qu'il faut aborder.

## Chapitre IV.

### LE PARTI COMMUNISTE

L'idée que la classe ouvrière ne puisse pas exister, en tant que classe indépendante, sans disposer d'un parti révolutionnaire l'unifiant en organisant sa lutte dans le but de renverser la bourgeoisie est certainement celle qui, en même temps que l'idée de la nécessité d'une phase de transition après la révolution politique, phase nécessaire du mouvement communiste pour mener et achever la révolution sociale, a été la plus combattue par tous les idéologues bourgeois et utopistes doctrinaires réunis. Elle est d'autant plus décriée aujourd'hui que les partis communistes issus de la deuxième comme de la troisième Internationale ont été des fossoyeurs actifs, et criminels, du mouvement révolutionnaire. Alors ne faudrait-il pas tirer les leçons de cette histoire et récuser toute idée d'organisation spéciale des prolétaires, de parti ? Un parti, des dirigeants, une discipline, un pouvoir particulier, cela ne finira-t-il pas toujours, assure-t-on, par se retourner contre le prolétariat ? Cela n'est-il pas antagonique avec l'objectif même qu'on prétend poursuivre, la liberté des individus, l'abolition de l'Etat, la destruction de toutes les dominations sociales, de tous les Maîtres ?

Et bien oui, le parti est certainement un instrument contradictoire, qui peut effectivement se retourner contre le prolétariat. Son existence manifeste que les conditions du communisme, de l'abolition des classes et des organisations politiques spéciales, l'Etat y compris, ne sont pas encore réunies, et que donc aussi l'idéologie bourgeoise, les fétichismes, les besoins aliénés, sont toujours là. Il est un stigmate du capitalisme, comme le sont aussi le prolétariat et la bourgeoisie, qui existent encore même après les premiers bouleversements des rapports sociaux qui accompagnent la révolution politique. Mais il est aussi un moyen tout à fait nécessaire pour l'abolir. Et si on veut en référer à l'histoire, elle nous donne certes des exemples montrant la dégénérescence de partis révolutionnaires, mais aussi ceux des échecs dramatiques de révolutions désorganisées, sans direction centralisée et ferme, telles la Commune de Paris par exemple, l'Allemagne des années 20, l'Espagne des années 30, etc. Dans la lutte révolutionnaire, l'absence d'une direction centralisée est aussi néfaste qu'une direction erronée, la désorganisation pas plus efficace que

l'autoritarisme. Le parti est indispensable, bien que, aussi, potentiellement dangereux, telle est la vérité qui s'impose à la lutte prolétarienne dans les conditions du capitalisme qui sont les siennes. Nous allons en examiner les fondements, car la question du parti révolutionnaire devient à nouveau aujourd'hui, au point de gravité et d'accélération où en est arrivée la crise du capitalisme ouverte dans les années 70 (mais freinée un moment par la mondialisation « libérale »), une question pratique essentielle pour les prolétaires.

#### 4.1 CLASSE ET PARTI

Nous l'avons rappelé précédemment : une classe ne forge son existence que dans la lutte contre, dans l'antagonisme avec une autre. Cet antagonisme est pratique, doit être construit. L'existence de la classe implique que cette lutte soit telle qu'elle mette en jeu, des deux côtés, des intérêts qui soient supérieurs aux intérêts particuliers, ou de groupes restreints, des membres de chaque classe. Qu'elle mette en œuvre une stratégie les opposant sur cette base globalement. Or cette unité, cet intérêt général de chaque classe, ne sont pas spontanément produits par les individus du capitalisme, qui pensent selon les fétichismes du monde des apparences et agissent dans des situations concrètes particulières d'individus privés (les deux étant produits par la même cause : la propriété privée).

Le privé (propriété privée et individus privés) induit un monde « Enchanté » où la concurrence est la règle générale. Y compris pour les prolétaires qui, s'ils n'ont la propriété que de leur force de travail et n'ont d'autre choix que de la vendre aux capitalistes<sup>1</sup>, sont néanmoins concurrents dans cette vente<sup>2</sup>.

L'intérêt général d'une classe n'est pas la somme de tous les intérêts particuliers de ses membres mis côte à côte et qui seraient satisfaits tous ensemble : l'union n'est pas une addition de particularités. Elle est fondée sur l'intérêt général, et celui-ci est la réalisation par une classe de conditions permettant à tous ses membres de prospérer, fût-ce au détriment de tels ou tels intérêts immédiats, catégoriels, ou individuels, de tels

1 Ce qui fait dire à Marx que l'ouvrier est soumis au capital, lui appartient, avant même de la lui avoir vendue.

2 C'est pourquoi Marx et Engels observaient dans le *Manifeste du PC* que « le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ». (éd. Pékin, p.48).

ou tels de ses membres ou fractions. En effet, aucun intérêt individuel ne saurait prospérer sans être compris comme issus d'un ensemble de rapports sociaux qui déterminent cet individu. L'individu privé (du système social fondé sur la propriété privée) étant dans une société où ces rapports sont ceux de classes antagoniques ne peut donc prospérer que si sa classe, dont il est un élément prospère, fait prospérer son intérêt général. Ensuite seulement intervient sa situation familiale particulière, ses qualités particulières, et même la chance et le hasard, qui font que, au sein de cette classe, et dans ses limites, les individus se différencient, réussissent plus ou moins bien à tirer leur épingle du jeu qui leur est échu.

Mais du fait de cette extériorité relative de l'intérêt général par rapport aux intérêts privés, il ne peut être formalisé, organisé, promu, que par une instance elle-même relativement extérieure, car en même temps reliée, aux individus particuliers qui dépendent de cet intérêt général, en même temps qu'ils le font valoir. Ainsi, par exemple, l'Etat, qui représente l'intérêt général de la bourgeoisie, doit assurer les conditions générales de la reproduction du capital national. Il le fait y compris parfois à l'encontre des intérêts particuliers de tels ou tels capitalistes, telle ou telle fraction de la bourgeoisie. Il le fait en tenant compte des nécessités de certaines alliances avec des couches annexes (petite bourgeoisie, paysans) ou de la paix sociale quand il estime nécessaire d'essayer de calmer la lutte ouvrière, donc en faisant quelques concessions, salariales ou autres. Alliances et concessions qui lui servent d'alibi pour se faire valoir comme représentant l'intérêt général de toute la société, et pour faire ainsi prospérer ce mythe qui est un pilier idéologique essentiel de la domination bourgeoise.

En ce qui concerne la classe ouvrière il en va de même. On dit que les prolétaires vivent dans une commune situation. Certes, c'est vrai, globalement, face au capital, où tous ne possèdent non seulement qu'une force de travail à vendre, mais une force de travail qui a été vidée progressivement par le capitalisme du maximum de ses qualités de « métier », une force de travail d'individus totalement dépossédés des conditions de son exercice. K. Marx s'indignait, dans des pages célèbres par leur vigueur et leur profonde vérité, en constatant à quel point le capital tendait à réduire le travail ouvrier à un travail tellement simple qu'il en devenait identique dans le fruste, et les ouvriers interchangeables, en même temps qu'il les concentrait dans des habitats aussi tristes et uniformes que des cages à lapins. Il en déduisait alors que leur unité était objectivement construite, à l'inverse des fameux paysans parcellaires décrits

comme aussi unis que les pommes de terre formant un sac de pomme de terre<sup>3</sup>. Car ces paysans sont certes dans une condition identique en ce sens que « *leur genre de vie, leurs intérêts, leur culture* » le sont, et les distinguent des autres classes. Mais, malgré ces bases objectives, ils ne constituent néanmoins pas une classe parce que vivant chaque famille séparée sur sa parcelle, n'ayant que des liaisons locales, ce qui fait que « *la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale, ni aucune organisation politique* ».

Certes l'essentiel est que le capitalisme n'a cessé au cours de son développement d'accroître le nombre de ceux qu'il posait face à lui comme prolétaires, d'homogénéiser, et cela mondialement, leurs conditions d'existence et de faciliter leurs liaisons. Mais cela ne saurait néanmoins suffire à l'existence de la classe. Il n'y a là en effet que des conditions devenues plus favorables, une base objective indispensable à l'unité des prolétaires, mais non suffisante. Car non seulement il y a de nombreuses déterminations concrètes qui différencient encore plus ou moins les individus et les groupes d'individus, telles les situations familiales et locales, branches d'activité et statuts, les qualifications, les sexes, les origines nationales ou ethniques, etc. Mais il y a aussi, d'une façon plus générale, que le prolétaire est obligé de défendre d'abord son pain, la reproduction de sa vie immédiate comme prolétaire dans la lutte pour l'emploi et le salaire, laquelle, nous l'avons rappelé, est dans la concurrence. Ainsi, dans la vie quotidienne l'unité n'apparaît pas. Il n'y a pas de « classe en soi », pour reprendre cette expression hégélienne, qu'il n'y aurait plus qu'à révéler à elle-même en lui expliquant sa situation par force démonstrations théoriques supposées. L'unité de classe ne peut se construire que lorsque, dans leur lutte pour leurs besoins concrets, les prolétaires, du moins la plupart, peuvent être amenés à réaliser que leur satisfaction nécessite qu'ils dépassent toutes ces contradictions, qui sont objectives même si elles sont plus ou moins superficielles. Et lutter ainsi comme une seule et même force, contre l'ensemble de la bourgeoisie, et non tel ou tel patron, c'est en premier lieu lutter contre l'Etat qui est son existence en tant que classe.

Bref, la lutte commune des prolétaires, qui les constitue en classe indépendante, ne peut être que pour un intérêt général qui se situe au delà et contre la concurrence qui les divise. L'unité de la classe se constitue donc d'abord comme unité pour la révolution politique, car, puisque c'est

3 Voir « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ». *O. Choixies*, éd. du Progrès, Moscou, 1970, t. I, p. 498.

l'Etat qui dispose de tous les pouvoirs essentiels organisant la domination de la classe bourgeoise, le renverser semble être la renverser, bien que ce n'en soit que le premier pas nécessaire. Ce n'est pas que le prolétariat ne lutte pas pour ses besoins « économiques », pour des transformations sociales, mais qu'il prend conscience qu'ils et elles ne peuvent pas être réalisés sans qu'ait été brisée la domination bourgeoise, dont la forme la plus évidente et la plus brutalement active est son pouvoir « superstructurel » (étatique, idéologique, éducatif, juridique), et son pouvoir financier, que l'Etat protège et nourrit<sup>4</sup>.

De tout cela découle la nécessité d'une organisation, d'un parti du prolétariat. En effet la politique, comme l'intérêt général, sont, par essence, extérieures au privé. Et la nécessité de l'unité politique n'est fondamentalement rien d'autre que le fait que les individus privés doivent défendre leurs intérêts privés comme intérêt général (et par là ils commencent à retrouver leur essence sociale<sup>5</sup>). Lequel, comme rappelé ci-dessus, n'est pas la somme de ces intérêts privés, mais leur expression sous une autre forme qui leur est supérieure, et donc extérieure, du moins en partie. Ces intérêts communs des prolétaires transcendent leurs intérêts particuliers immédiats. Ils n'expriment pas des besoins bornés, des satisfactions éphémères respectant et reproduisant les rapports sociaux existants, mais des transformations radicales et durables de ces rapports, de sorte qu'elles sont pratiquement le mouvement communiste (qui les abolit finalement totalement, jusque dans leurs racines). Ils ne peuvent être formalisés et représentés que par une instance spéciale, qui soit placée au dessus des particularismes, les transcendent dans une universalité qui leur est supérieure du point de vue même du développement individuel de chacun des prolétaires. Cette instance, tout comme l'intérêt général de la classe qu'elle défend, ne peut donc être, comme dit ci-dessus, qu'extérieure aux prolétaires particuliers, relativement extérieure car leur étant aussi reliée organiquement. C'est la rupture éventuelle de ce lien organique, qui est en même temps le développement de l'autre aspect de cette instance, celui de l'extériorité, qui constitue le parti en pouvoir totalitaire mais qui alors, vidé de son essence de classe, dégénère inéluctablement et

4 C'est un stade de sa lutte, et de sa conscience, qu'il dépassera ensuite : cf. la discussion sur la dialectique des besoins, de la lutte, et de la conscience au §3.2 précédent.

5 L'intérêt général est imaginaire en tant qu'intérêt national et « citoyen ». Il est réel en tant qu'intérêt de classe. L'essence sociale est de classe, celle de rapports de classe déterminés.

meurt. Le parti est un instrument contradictoire, nous en reparlerons plus loin § 3.4).

D'ailleurs, à partir du moment où la classe prolétaire se construit dans une lutte qui l'oppose à la classe des capitalistes, donc à l'Etat qui la représente et l'organise en organisant la reproduction du capital en général, il est évident qu'un aspect pratique essentiel de cette lutte est — l'histoire l'a assez montré — d'ordre militaire. De sorte que, de ce point de vue pratique particulier aussi, la nécessité d'une organisation centralisée et disciplinée est partie intégrante de l'intérêt général du prolétariat.

Bref, pour l'ensemble des raisons brièvement évoquées ci-dessus, le prolétariat n'existe, comme classe, que s'il dispose de l'organe qui représente l'intérêt général des prolétaires et organise sa réalisation<sup>6</sup>, c'est-à-dire un parti. Sa forme, nous reparlerons plus loin de cette question, est souvent abusivement analysée comme pouvant éviter l'extériorité du parti. Elle ne le peut pas, du moins à elle seule, l'extériorité étant évidemment posée en même temps que la nécessité d'une organisation spéciale. Elle dépend seulement des fonctions et des tâches qui sont spécifiquement celles de cette organisation dans une situation donnée (niveau historique du développement capitaliste, intensité de la crise et de la lutte révolutionnaire, capacités de résistance de la bourgeoisie, etc.).

Cet organe se développe en même temps que les prolétaires se constituent en classe, c'est-à-dire affrontent la bourgeoisie comme classe, ce qui, dans un premier temps, fait que leur lutte s'élève jusqu'à l'affrontement politique contre l'Etat, pour le renverser. Cependant cet affrontement prend inéluctablement deux directions dans le prolétariat. Une partie, plus ou moins importante suivant les situations historiques, lutte tout en restant écrasée par la domination de l'idéologie bourgeoise (des fétichismes qu'elle développe et amplifie). Ceux-la imaginent notamment que l'Etat peut et doit représenter l'intérêt général de tout le peuple, de toutes les classes, qu'il a le pouvoir de diriger l'économie rationnellement et de distribuer les richesses équitablement, d'interdire la misère, le chômage et tous les méfaits du capitalisme « sauvage », « financier », « libéral », comme s'il y avait un « bon » capitalisme qui puisse ne pas être tout cela et bien d'autres choses encore ! Ceux-là donc s'en

6 Ce que résume l'affirmation de Marx et Engels dans le Manifeste du PC (éd. Pékin, p.44) : « Cette organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux » (souligné par moi). Il y a l'affirmation de la classe avec le parti, et la négation de la classe dans les intérêts particuliers qui s'expriment dans la concurrence (dans la lutte salariale notamment).

remettent à des partis dits « de gauche », certains ayant usurpé depuis longtemps l'appellation de socialiste ou de communiste, d'autres se présentant sous des labels moins ringardisés (Verts, Attac, etc.), mais tous étant de véritables « partis bourgeois » se présentant comme au service du peuple et trompant à qui mieux mieux la classe ouvrière. Avec eux les prolétaires n'existent pas comme classe, mais seulement comme clientèle électorale, dispersés dans la concurrence entre eux pour obtenir tel ou tel secours local, mesure catégorielle, défense « d'acquis » particuliers, cela allant jusqu'à implorer que l'Etat subventionne tel ou tel capital pour sauver telle ou telle entreprise (voire la Nation quand il s'agit de « produire français »).

Une autre partie, plus indépendante, lutte pour détruire le pouvoir de la bourgeoisie, qui lui apparaît évidemment d'abord comme seulement, ou essentiellement, celui de l'Etat et de la propriété juridique et financière. Elle ne peut grandir que dans les situations de crise, quand il devient alors plus évident que le réformisme ne mène qu'à des résultats non seulement de plus en plus maigres, mais de plus en plus directement contraires aux intérêts immédiats des prolétaires. Ceux là réalisent alors que changer de gouvernement ne mène à rien, que les partis de gauche participent activement à leur écrasement au nom de « réalités économiques » soi-disant incontournables. C'est alors seulement que peut se développer le parti révolutionnaire, exactement en même temps que cette partie des prolétaires en ressent le besoin, l'utilité pour sa lutte.

Ces prolétaires se constituent en classe dans leur affrontement contre l'Etat bourgeois. Seul un parti qui promet et organise une telle lutte révolutionnaire contribue à constituer les prolétaires en classe. Il ne peut donc se construire que contre les partis de gauche, réformistes, véritables « cinquième colonne » de la bourgeoisie dans le prolétariat. Cependant, ce n'est que sur la base de l'expérience pratique, dans le cours des luttes, au vu de leurs résultats, que les prolétaires qu'ils influencent encore peuvent être convaincus de leur nocivité, prendre conscience de leur véritable nature et rompre avec eux. Les raisons en ont déjà été exposées précédemment (cf. chapitre 3), qui sont que la conscience révolutionnaire naît de la lutte de classe radicale, des besoins vitaux antagoniques qui deviennent aussi besoins de compréhension, besoins de théorie. La construction du parti révolutionnaire n'est donc pas seulement une question de volonté : elle n'est possible que lorsque la crise fait mûrir pour cette rupture une partie significative des prolétaires.

Résumons où nous en sommes. Nous avons établi que le procès par lequel le prolétariat se constitue en classe, indépendante et révolutionnaire, nécessite la médiation d'une organisation spéciale, d'un parti. « Parti », jusqu'à ce point de l'exposé, ne désigne encore qu'une généralité abstraite, l'instance spéciale représentant les intérêts généraux des prolétaires et en organisant la réalisation. Il faut maintenant développer plus concrètement la nécessité de ce parti, et, en particulier, définir sa place par rapport au prolétariat puisque c'est elle qui pose problème. En effet certains transforment cette nécessité en idolâtrie du parti, le plaçant comme un Maître au dessus des prolétaires, d'autres au contraire vident le parti de tout contenu spécial, en imaginant nier les problèmes qu'il cause parce qu'ils nient ceux qui induisent sa nécessité, c'est-à-dire dont il est la conséquence.

#### 4.2. LE PARTI COMME NECESSITE

Un parti qui se fixe pour tâche de contribuer à organiser la révolution communiste doit, évidemment, savoir ce qu'elle est, quelles en sont les conditions déjà réalisées comme celles encore à réaliser. Cela peut paraître une évidence, mais distingue néanmoins les grandes tendances qui ont divisé, et divisent toujours, le mouvement ouvrier.

Pour les réformistes peu importe de s'interroger ainsi, car, selon la célèbre formule de leur ancêtre Bernstein, « *le mouvement est tout, le but n'est rien* ». Il n'y a plus là que l'immédiat, dit « réaliste » : c'est ce qui peut se passer dans les limites des rapports capitalistes, et qui est donc déterminé par la reproduction du capital, son accumulation, « la croissance » (qui dépend de celle de la plus-value). Ce qui est perçu comme l'immédiatement possible est aussi, le plus souvent, le plus superficiel. En effet, ce qui se voit à la superficie apparaît aussi comme ce qu'il est possible de transformer pour changer la vie. C'est ce soi-disant réalisme, de la « Realpolitik », que les réformistes opposent à « l'utopie » révolutionnaire, qui, ironiquement, leur ont un jour répondu qu'être réaliste était justement demander ce que le capital jugeait impossible de donner. Car nous savons que, dans l'immédiat des apparences, on reste dans les catégories des fétichismes du Monde Enchanté, dans la lutte salariale, dans la reproduction du capital, et dans la farce électorale pour le choix du gouvernement qui gèrera le capital. Et cela conduirait à une amélioration progressive de la situation ouvrière dans un capitalisme contrôlé par

l'Etat ! En fait, évidemment, cela mène seulement à la reproduction des rapports capitalistes, et aux pires catastrophes pour les prolétaires. La supercherie réformiste consiste d'ailleurs non seulement à mythifier l'Etat, mais aussi à opposer l'immédiat au but, comme s'il s'agissait de préférer un bon tiens à deux tu l'auras. En vérité la distinction oppose ce qui, aussi bien dans l'immédiat que dans le but, construit l'indépendance et la puissance du prolétariat, à ce qui laisse les prolétaires dominés par les catégories bourgeoises et les exigences de la reproduction du capital.

Pour les idéalistes, parfois dénommés ultra-gauche, il s'agit au contraire de passer immédiatement à une société communiste, sans dominations, sans classes et sans Etat. Ce ne serait qu'une question de volonté, ou, à l'inverse, de déterminisme, le communisme advenant alors simultanément avec la révolution politique, sans transition révolutionnaire, dès que toutes les conditions en auraient été créées par le capitalisme. Là l'immédiat et le but sont confondus dans le même moment, c'est tout ou rien tout de suite.

Or, savoir ce qu'est une révolution n'est pas imaginer une société communiste, puisqu'elle sera la création d'hommes libres, différents de ceux d'aujourd'hui dans leurs besoins comme dans leurs capacités, ni imaginer qu'elle pourrait sortir toute prête de la cuisse du capitalisme comme Minerve de celle de Jupiter, puisqu'elle ne peut pas créer ces hommes libres dans les rapports sociaux qui sont les siens. C'est savoir à quel moment on est du développement historique en général, et du procès révolutionnaire en particulier. Donc c'est d'abord connaître la réalité existante. Savoir non seulement comment, mais surtout pourquoi cela se passe comme ça<sup>7</sup>. Analyser dans quelle mesure les conditions objectives réellement existantes permettraient de transformer les rapports sociaux (lesquels, jusqu'à quel point) pour peu que les conditions d'une révolution politique soient réunies (ce qui fait aussi partie de cette « analyse concrète de la situation concrète » qui définit le procès révolutionnaire à un moment donné).

Les communistes ne font pas des promesses d'un paradis sur terre dont ils détiendraient les clés, et que qui en veut les suivent ! Leur tâche est de montrer quelles transformations radicales sont nécessaires et possibles à un moment donné, et d'en organiser les moyens. Nous avons vu que, compte tenu de la domination inéluctable des fétichismes et de

7 Ce qui implique de nombreux pourquoi : depuis le pourquoi fondamental (pourquoi ce contenu ci, le travail, prend cette forme-là, la valeur ?), jusqu'à pourquoi toutes les formes concrètes actuelles du capital, la crise, la mondialisation, etc. ?

l'idéologie bourgeoise qui en découle, les prolétaires, dans leur majorité, au moins jusqu'à la révolution politique qui permettra d'entamer sérieusement cette domination, ne pouvaient pas avoir conscience de l'ampleur des transformations qu'ils doivent réaliser pour aboutir à la satisfaction de leurs besoins vitaux les plus riches, qu'ils ne posent d'ailleurs comme buts pratiques que lorsqu'ils découvrent la possibilité de leur réalisation. Nous avons vu qu'ils ne peuvent d'ailleurs initialement les formuler que sous des formes encore bourgeoises, dans les catégories de l'Égalité, des Droits, etc. Comme Marx le remarquait dans sa célèbre Préface à la Critique de l'Économie Politique<sup>8</sup> : « *les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout* », sont très diverses<sup>9</sup>, et ne « *permettent pas de juger une telle époque de bouleversements sur sa conscience de soi* ». Les communistes, qui ont « *sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien* »<sup>10</sup>, ne font que lui dire « *la vraie parole de sa lutte* », cachée derrière le fatras obscur de ces formes idéologiques dans lesquelles elle s'exprime encore.

Ils peuvent le faire parce que le mouvement réel n'est pas réduit à celui des catégories du Monde Enchanté de la superficie. La réalité est la totalité de l'apparence et de l'essence. Certes les catégories du monde apparent (argent, prix, salaire, profit, intérêt, etc.) masquent les rapports sociaux qui les produisent. Mais masquer n'est pas effacer, rendre hors d'atteinte. Sur longue période, sur le temps historique, les apparences n'expliquent plus rien, et les structures intimes du capital se laissent voir plus directement à travers leurs conséquences manifestes, telles que, notamment, la crise de surproduction de capital, les progrès de la productivité et du chômage, la paupérisation non plus seulement relative mais aussi absolue de prolétaires de plus en plus nombreux, etc. Ainsi le caractère scientifique des analyses de Marx sur le capital, son essence, ses contradictions, son mouvement, éclate aujourd'hui plus vigoureusement que jamais, tant elles se vérifient aisément dans tous ces faits constatables.

8 Cf. ES, p.5.

9 Cf. ci-dessus les exemples cités d'Engels à propos de l'égalité, de Marx à propos du droit du travail. Même la religion peut être, dans certaines conditions, une de ces formes idéologiques, quoique parmi les plus limitées. Plus généralement, les hommes font l'histoire et ne découvrent qu'après coup toute la signification et le pourquoi de l'histoire qu'ils ont faite.

10 Marx et Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, éd. Pékin, p.49.

Quand Marx et Engels affirment : « nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel »<sup>11</sup>, ils ne parlent évidemment pas du seul mouvement spontané induit par les catégories fétichisées du monde des apparences superficielles, sur lequel s'appuie le réformisme, mais bien du mouvement réel, c'est-à-dire de la totalité du phénomène : apparence et essence, et pas seulement l'une (position réformiste), ni seulement l'autre (position dogmatique). Comprendre ainsi le mouvement réel, c'est comprendre que les communistes ne se bornent pas à en prédire « les fins générales » – ce qu'ils ne peuvent faire que sur le seul plan théorique, par déduction de son évolution à partir de ses causes intimes. Ils borneraient alors leur activité à proclamer que rien ne vaut sinon l'abolition de la propriété privée, des classes, de l'Etat, du salariat, de l'argent, etc. Ils sont avant tout pratiques, et c'est pour son efficacité pratique qu'ils ont besoin de la théorie, pour analyser la situation concrète et avoir « une intelligence claire des conditions de la marche du mouvement prolétarien » tout au long de ses différents moments historiques. Ils s'attachent à ce que les prolétaires choisissent de mettre pratiquement en avant dans leurs luttes immédiates, non ce qui n'y est pas et qu'ils voudraient qui y soit, non des plans révolutionnaires préétablis dogmatiquement, mais ce qui y est (dont ils s'efforcent de donner « la vraie parole ») et qui renforce l'unité des prolétaires (universalisme de la lutte et de ses objectifs), de choisir donc leur antagonisme avec la bourgeoisie, ce qui les constitue en classe indépendante de la bourgeoisie (de son idéologie comme de ses institutions), c'est-à-dire en classe révolutionnaire. Cela exige de leur part une opposition ferme et sans concession aux réformistes qui, sous prétexte de réalisme, s'attachent au contraire à flatter tout ce qui, dans ces luttes immédiates, existe comme revendications et formes de lutte manifestant la soumission des prolétaires à l'idéologie et à l'ordre social bourgeois.

Pour reprendre l'exemple exposé ci-dessus des luttes dites « économiques » (cf. § 3.2) qui s'expriment en un mouvement spontané, borné par la domination des catégories bourgeoises (notamment le salaire et la concurrence), nous avons montré le procès par lequel elles pouvaient s'élever en luttes politiques, en se développant en lutte globale de la classe pour l'Egalité. Ceci notamment à travers la revendication de la baisse généralisée et du partage du travail prolétaire et de « à chacun selon son travail ». Cet objectif d'Egalité qui, bien que formulé en termes

<sup>11</sup> *Idéologie allemande*, ES, p.33.

relevant encore de l'idéologie bourgeoise, est en fait, poussé au bout de sa logique, vouloir l'abolition des classes (et c'est là, dans ce cas de figure, le rôle des communistes que de le montrer et de défricher cette voie, de sorte que le gros de la masse prolétaire l'emprunte et y progresse). D'abord il amène à devoir détruire l'Etat bourgeois comme la puissance manifeste qui protège et organise les inégalités et l'accaparement privé par une classe. Puis, cette victoire politique obtenue, les conditions de l'Egalité apparaissent comme encore plus radicales qu'imaginé initialement, comme nécessitant l'appropriation des conditions de la production, des divisions spécifiquement capitalistes du travail. Et donc le procès révolutionnaire se poursuit alors consciemment comme celui de l'abolition des classes. L'objectif d'Egalité se transforme consciemment en objectif de Liberté, d'une société communiste.

Ainsi, pour reprendre les formulations du Manifeste de Marx-Engels, la radicalité théorique des communistes d'avoir « *une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins du mouvement prolétarien* » existe seulement dans la radicalité pratique d'être « *la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres* ».

L'ensemble de ces tâches, discernement des causes intimes des phénomènes, discernement des possibilités latentes (conditions objectives et subjectives) qui déterminent les buts immédiats au cours des différentes phases de la lutte (ainsi que les éventuelles alliances de classes), organisation du combat pour que se forge la classe prolétaire et s'élève sa capacité d'abattre l'Etat, puis la bourgeoisie (et le prolétariat avec) jusque dans ses ultimes racines, tout cela nécessite évidemment l'unité des communistes dans une organisation spéciale. Car il s'agit par ce moyen de faire exister à la fois l'intérêt général du prolétariat, son « cerveau » collectif, et son Etat major de combat. Aucune classe ne peut exister sans disposer de tout cela. Et il est impossible d'en disposer sans une organisation spéciale, au delà de la simple addition des individus, sans un Parti donc (ou d'un Etat pour la classe dominante).

Marx et Engels étaient dans une certaine contradiction quand, dans le Manifeste du PC, ils écrivaient, en 1848, que « *les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* », tout en affirmant en même temps qu'ils s'en distinguent « *pratiquement* » et « *théoriquement* » sur certains points pourtant essentiels. En réalité il s'est très vite avéré, à partir de leur propre expérience au sein de la première Internationale où ils eurent à s'opposer frontalement aux Bakouninistes,

aux Proudhoniens, aux Lassaliens, que la lutte pour forger le prolétariat en classe indépendante passait par la construction d'un parti non seulement bien distinct, mais opposé et combattant les autres partis ouvriers dominés par l'idéologie bourgeoise, qu'ils soient vulgairement réformistes, ou utopistes et dogmatiques. On sait qu'une des leçons essentielles que Marx tira de l'expérience de la Commune de Paris fût celle de la nocivité mortelle de ces influences bourgeoises dans le mouvement ouvrier, de son anarchie, de son manque de direction unique et ferme, et il regrettait qu'il lui eût manqué un chef déterminé tel que Blanqui, bien qu'il ne partageât nullement les conceptions politiques de celui-ci. On sait aussi qu'en 1914 les internationalistes ne furent qu'une poignée à s'opposer à la guerre, et que la majorité des ouvriers d'Europe suivirent les partis socialistes dans le soutien à « leur » impérialisme national. Bref, il y a eu, et il y a toujours, des partis ouvriers-bourgeois, dits réformistes, de gauche, socialistes, et même communistes. Et cela amène nécessairement les révolutionnaires à former un parti distinct de tous ces autres partis ouvriers, et, plus encore que cela, opposé à eux et les combattant pour arracher le maximum de prolétaires à leur influence.

Affirmer comme Marx et Engels qu'un tel parti a « *sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien* », non seulement n'est pas une mince distinction avec les partis ouvriers-bourgeois, mais est aussi distinguer nettement ce parti de la masse des prolétaires qui n'ont pas cette compréhension des contradictions fondamentales du capital, de la globalité<sup>12</sup> des rapports de classe et de la situation, objective et subjective, à un moment donné, et qui sont plus facilement dominés par les divers fétichismes, plus perméables à l'idéologie dominante. Cette distinction est inhérente à une société telle que la société capitaliste et ses divisions sociales hiérarchisées, son aliénation des individus, ses fétichismes. Elle fonde l'existence de toute organisation spéciale de militants révolutionnaires. Et quand certaines prétendent le contraire et ne pas chercher à exercer une influence particulière, une direction donc, bien qu'ils récusent le terme, sur le mouvement ouvrier, elles ne font que cacher leur activité réelle, au lieu de l'affirmer pour ce qu'elle est, et pou-

12 Marx déclarait à propos des ouvriers anglais de son temps que, en tant que l'Angleterre était alors le siège du capitalisme le plus développé, ils « *ont toute la matière nécessaire à la révolution sociale. (Mais) ce qui leur manque, c'est l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire. C'est seulement le Conseil Général (le parti n.d.a.) qui y peut suppléer....* » (Lettre au Comité de Brunswick, in Lettres à Kugelmann, ES, p.155). Ce qui n'est pas un rôle anodin !

voir ainsi être contrôlées clairement par la classe en fonction de ses responsabilités assumées. Elle définit effectivement l'existence, d'une « avant-garde » (si on prend le terme seulement pour ce qu'il est, à savoir un détachement qui avance en premier, qui éclaire la voie, qui la défriche pour préparer et faciliter l'avancée du gros de la troupe). Qu'on le veuille ou non, les classes ont toutes des organisations de type parti, qui à la fois les constituent et aussi sont relativement extérieures aux individus qui les composent. Le parti du prolétariat n'échappe pas à cette contradiction, quelle que soit la forme qu'on lui donne. Il est à la fois une conséquence, un stigmate, du capitalisme, et un instrument indispensable de la lutte pour son abolition.

### 4.3 LE PARTI COMME CONTRADICTION

Par le moyen de l'organisation communiste les prolétaires se constituent et se représentent comme classe. Evidemment, l'organisation n'est communiste que dans la mesure où ses membres sont réellement les éléments les plus actifs, les plus déterminés et les plus conscients des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement ouvrier. Chose que seule la pratique tranche, mais tranche toujours : tôt ou tard une organisation qui ne répondrait pas à ces conditions ne serait pas, ou plus, reconnue par les prolétaires comme utile à leur lutte, comme la leur, et serait rejetée par eux<sup>13</sup>. En même temps qu'elle est ainsi l'existence de la classe et reliée organiquement à ses membres, l'organisation communiste, en tant qu'elle représente leurs intérêts généraux, différents de leurs intérêts particuliers immédiats dans une certaine mesure (notamment dans la mesure où ceux-ci s'expriment dans le cadre de la reproduction du salariat, donc de la concurrence), et en tant qu'elle regroupe des membres sélectionnés sur la base de leurs qualités particulières de combattants, est une organisation spéciale, relativement extérieure aux prolétaires. A la fois intérieure et extérieure, telle est la contradiction fondamentale inhérente à l'organisation révolutionnaire. Elle ne s'atténue que dans le cours du procès révolutionnaire au fur et à mesure que les prolétaires élèvent le

---

13 Réciproquement, quand les prolétaires ne luttent pas résolument et massivement contre la bourgeoisie, ils n'ont pas besoin de l'organisation communiste, et rejettent toute tentative d'en construire une, et il est vain de vouloir le faire tant qu'ils n'en ressentent pas le besoin.

niveau de leurs luttes et de leur conscience, et que, finalement, l'organisation de la classe s'éteint avec elle.

L'intérêt général ultime des prolétaires, les fins générales de leurs luttes, sont, si on veut les résumer en une phrase, l'abolition des classes, c'est-à-dire l'appropriation par tous les hommes de toutes les conditions organiques (sociales et historiques) de la production de la vie que les générations ont créées. Seul cet objectif coïncide avec la suppression de la domination des choses sur les hommes, de l'exploitation, de la domination d'une classe et de son Etat, de l'argent, etc. Mais cet intérêt général n'est pas que ces fins ultimes, et encore abstraites dans l'immédiat. C'est d'abord l'organisation de la lutte et la création des moyens pour y parvenir, la détermination et l'application d'une stratégie et d'une tactique adéquate, sans quoi cet intérêt général se réduirait à des vœux pieux, un idéal abstrait, un dogmatisme stérile.

La théorie est évidemment ce qui permet d'appréhender correctement ces fins générales, en les déduisant du mouvement historique réel, scientifiquement constaté et analysé, du capital, de ses contradictions qui le détermine inéluctablement, comme des conditions réelles qu'il crée (le développement de la puissance productive, la diminution drastique du travail nécessaire répulsif). Marx en a posé génialement toutes les bases.

Certes, il n'y a pas besoin de cette théorie pour que les ouvriers luttent pour défendre leurs existences, ou même pour améliorer leur sort. Ce qui fait dire à certains, dans les milieux anarchistes notamment, que le prolétaire n'a rien à comprendre d'autre que son existence quotidienne ne lui apprenne déjà, qu'il n'a pas besoin de théorie élaborée par d'autres que lui, « extérieure » à lui, pour lutter. Marx a lui-même dit n'avoir découvert ni la lutte des classes, ni l'exploitation, ni aucun des méfaits du capitalisme. Mais il en a découvert les causes profondes en mettant à jour les racines du capital. Les prolétaires n'ont jamais attendu de théoricien pour lutter. Mais ils ont absolument besoin de théorie pour connaître, autrement que par ses manifestations superficielles, ce contre quoi ils luttent. C'est-à-dire pour connaître les causes profondes de ces manifestations apparentes et fétichisées, les racines intimes du capital qu'il faut éradiquer pour ne pas rouler perpétuellement le rocher de Sisyphe de la lutte salariale, de la lutte réformiste. Bref, l'utilité de la théorie marxiste c'est de permettre de savoir pourquoi ça se passe comme ça, au lieu d'en rester à l'observation de comment ça se passe, à la surface. Evidemment, seule la réponse au pourquoi permet de supprimer les conséquences dont elle donne les causes.

Qui prétend vouloir abattre le capital doit savoir ce qu'il est. Et il ne suffit pas de répondre de façon simpliste : « la propriété privée des moyens de production », car encore faut-il savoir ce qu'elle est, dans toutes ses composantes, c'est-à-dire pas seulement la propriété juridique, pas seulement celle de l'argent, la finance, mais aussi la propriété intellectuelle, mais aussi la propriété « sociale » de l'Etat. Et encore au delà, il faut découvrir les fondements de toutes ces formes de propriété, qui sont ceux des divisions du travail particulières, qui définissent le capital et la société capitaliste. Connaître aussi leurs rapports avec un certain niveau de développement des moyens de production, qui détermine dans quelle mesure ces divisions, donc le travail lui-même, peuvent être transformés, parce qu'il détermine cette dialectique du temps de travail contraint / temps libre, dont nous avons déjà parlé, qui est le mouvement nécessaire de cette transformation.

Qui prétend, à juste titre, que « l'intelligence des fins générales » doit orienter la lutte, doit aussi en comprendre les conditions de réalisation. C'est-à-dire ne pas les poser comme le fruit de son imagination ou de sa volonté, mais comme trouvant leurs conditions de réalisation à partir de la société existante, et dans les possibles que contient son niveau de développement. Ce sont ces conditions, celles d'un stade donné du développement des forces productives, qui permettent de déterminer quelles seraient, dans le cas où une révolution politique serait mûre, les transformations réalisables des rapports sociaux – de la propriété, du travail – qu'elle permettrait, et le chemin restant à parcourir pour une transition au communisme.

« *Qui pense peu se trompe beaucoup* » disait L. de Vinci. Et l'adage de Lenine reste vrai : « *sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* ». Comme reste vrai que dans le capitalisme, et c'est une de ses caractéristiques essentielles, la science est l'apanage d'une catégorie spéciale d'individus, y compris en ce qui concerne le marxisme<sup>14</sup>.

Pour cette raison déjà, la théorie révolutionnaire, parce qu'elle est nécessairement science et non simple observation des phénomènes super-

<sup>14</sup> Bien entendu n'importe qui peut se dire marxiste. Ce qui, face au nombre de charlatans qui se proclamaient tels en nombre croissant avec le succès de son travail, avait amené Marx à dire ironiquement, au cours d'une conversation rapportée par Engels, que lui ne l'était pas, c'est-à-dire que le « marxisme » de ces gens n'était pas le sien. De beaux esprits, comme M. Rubel, ont tenté de transformer cette boutade en négation par Marx lui-même du caractère scientifique, universel, et formant une théorie systématique, de son œuvre. Il y a bien évidemment une théorie marxiste, simplement mieux vaut aller la saisir dans l'original plutôt que chez ces commentateurs plus ou moins fantaisistes.

ficiels, est nécessairement extérieure à la majorité des prolétaires (et encore plus des membres des autres classes). Mais elle l'est pour une autre raison encore, plus importante car pratique. C'est qu'étant outil pour la lutte des prolétaires, elle n'existe (au sens d'être vivante) que s'ils l'utilisent (sinon elle n'existe même pas, n'ayant évidemment aucune utilité pour la bourgeoisie). Son seul objet est, finalement, de permettre « l'analyse concrète de la situation concrète » et, en la confrontant avec « les fins générales », d'être ainsi un instrument de la définition d'une tactique et d'une stratégie adéquates à un stade déterminé de la lutte des classes. Or, pour aboutir à cette définition, cette analyse doit être celle de l'ensemble de la situation, de l'ensemble des rapports de toutes les classes, de leurs forces et de leurs faiblesses, de l'ensemble des conditions objectives et subjectives existantes. Une telle analyse « totale », qui embrasse à la fois les buts généraux de la guerre de classes et ses moments particuliers dans telle ou telle conjoncture, telle ou telle bataille, dépasse largement la simple expérience du « vécu » quotidien des prolétaires. Elle nécessite qu'ils s'en extériorisent, sortent des seuls rapports ouvriers-patrons de leur vie quotidienne. Elle nécessite donc cette organisation spéciale, à la fois « cerveau collectif » appréhendant cette totalité et avant-garde combattante pour mettre en œuvre les conclusions de son analyse, et la corriger par la pratique. Lénine observait que le prolétariat se connaît et se constitue comme classe non seulement contre la bourgeoisie (et non pas seulement contre telle ou telle de ses fractions), mais s'il connaît aussi toutes les autres classes intermédiaires dans leurs rapports avec lui et elle, les deux grands antagonistes. C'est en ce sens qu'il disait avec raison que la conscience de classe nécessite, pour se constituer, de sortir des seuls rapports ouvriers-patrons, des seuls rapports économiques (ce qui, sous un autre angle, répond à la nécessité de poser le prolétariat comme classe universelle, dont l'intérêt est celui de la société, qui s'affirme comme devant la diriger). Gramsci résumait ce rôle du parti par cette forte formule : « *extraire l'unité de la multiplicité* »<sup>15</sup>. Il n'y a rien là, chez Lénine, qui ressemble à la position que de petits détracteurs lui imputent en disant qu'il prenait les prolétaires pour des demeurés devant suivre aveuglément une avant-garde extérieure à eux !

Cependant, l'extériorité relative de l'organisation communiste (et de la classe) par rapport aux prolétaires, qui découle de toutes les causes

15 Le parti doit « *comprendre les diverses phases, les divers épisodes, les multiples manifestations (de la lutte de classe) pour extraire l'unité de la multiplicité.* » O. Choisis, ES, p.303.

exposées ci-dessus, a toujours constitué un argument de choix pour ceux qui en récusent la nécessité. Comment, disent-ils, pourrait-on accepter une puissance particulière, qui, de ce fait, se placera « au dessus » des individus, quand on prétend lutter pour abolir la domination des uns sur les autres ? Oui, mais justement cela est impossible en tant qu'individus privés, individus n'ayant pas encore créé les conditions de leur liberté, l'appropriation par eux de la puissance sociale. Comment pourrait-on accepter le rôle organisateur et dirigeant d'un parti tout en affirmant en même temps que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ? Oui, mais en tant que sujet collectif, que classe indépendante, poursuivant son intérêt général, ce qui est tout autre chose que les individus privés additionnés.

En réfléchissant un peu à la réalité du capitalisme, on voit immédiatement que les questions sont tout aussi bien à l'inverse : comment peut-on haïr le capital d'avoir dépouillé les prolétaires de tout, au point d'avoir porté l'abrutissement par le travail et les loisirs aliénés à un comble, de leur infliger un lavage de cerveaux systématique en les soumettant à la dictature totalitaire des médias et des intellectuels promoteurs de l'idéologie bourgeoise dans tous les domaines de l'éducation et de la culture, et affirmer en même temps que les prolétaires sont naturellement conscients des racines de leur situation (du capital), spontanément révolutionnaires, et immédiatement capables d'abolir les classes (les divisions du travail capitalistes, la propriété) ?

Nous savons que ces deux positions ne sont contradictoires que parce qu'elles sont figées, dogmatiques, qu'elles ne voient pas les prolétaires, ni le capital, comme des phénomènes en mouvement. Mouvement dans lequel le capital ne peut, à la longue, qu'aggraver leur situation, allant jusqu'à ne plus pouvoir même les employer et les reproduire, les faire vivre. Mouvement donc aussi dans lequel les prolétaires se trouvent dans un tel antagonisme avec la bourgeoisie qu'ils sont obligés de se constituer en classe pour l'abattre, et donc de se doter de cette organisation spéciale dont nous venons de voir pour cela la nécessité, le parti.

Les prolétaires ont évidemment leur essence révolutionnaire en eux-mêmes, dans cet antagonisme avec le capital (et ses fonctionnaires, la bourgeoisie) où ils sont placés de facto. Elle ne leur est nullement « injectée » de l'extérieur par quelques théoriciens, gourous, ou autres maîtres quelconques. Mais il en va de même aussi, nous l'avons vu, pour tous les fétichismes, qui sont ensuite développés, gonflés en idéologie bourgeoise par les agents spécialisés et stipendiés de cette classe dominante. Et cette

idéologie qui leur est « injectée » à haute dose de « l'extérieur », s'appuie néanmoins sur ces fétichismes « internes » aux individus du monde capitaliste. L'exacerbation de l'antagonisme les amène à des revendications qui sont à la fois radicales dans leur contenu réel (c'est-à-dire leurs conditions de réalisation, leur « vraie parole »), mais aussi encore bourgeoises dans leurs formulations, leur contenu exprimé. Nous en avons donné précédemment un exemple général à propos de la lutte pour l'Egalité dont le contenu réel est l'abolition des classes. Dans cette situation contradictoire, le travail des communistes est 1<sup>o</sup>) de montrer que la première condition de réalisation de cet objectif est le renversement de l'Etat bourgeois ; 2<sup>o</sup>) d'organiser la lutte en conséquence. En s'efforçant de donner ainsi « la vraie parole de la lutte », théorique et pratique, ils contribuent à constituer les prolétaires en classe indépendante, donc révolutionnaire. Et c'est par le biais de la classe que les prolétaires font valoir leur essence révolutionnaire.

Nous avons déjà noté que la formule « classe en soi » était inadéquate dans le terme même de classe. Qui dit classe, dit unité et indépendance vis-à-vis des autres classes. La classe n'existe donc que comme cette association, ce sujet actif qui doit être créé. En deçà, il y a ce que les sociologues ou les statisticiens appellent des catégories socioprofessionnelles. Elles sont définies par une commune condition dans les rapports de production (la division du travail), les revenus et la place dans la vie sociale qui en découlent. Mais cela n'implique pas encore l'unité particulière qui forme classe, l'association pour une lutte ayant un intérêt général propre pour objectif. Ainsi il y a, certes, des prolétaires qui vivent objectivement dans l'antagonisme avec la bourgeoisie, mais aussi, et c'est aussi une situation objective de la catégorie sociale des prolétaires, dans la concurrence, et sous la domination de divers fétichismes. Ceux-ci, tant qu'ils les dominent, obscurcissent la compréhension de leur intérêt général. « *Les individus isolés (ou des groupes d'individus, n.d.a.) ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence.* »<sup>16</sup> La classe doit se créer dans la lutte et s'y connaître.

La concurrence entre prolétaires n'est que la conséquence de la concurrence entre capitaux, et est violemment attisée par les propagandistes de chaque bourgeoisie pour les enrôler à ses côtés. L'antagonisme de classe relève d'une opposition globale capital-travail, chaque capital tirant

16 K. Marx, *Idéologie Allemande*, ES, p.61. Et aussi son aphorisme célèbre : « le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien ».

sa plus-value de l'exploitation de l'ensemble des prolétaires<sup>17</sup>, et chaque prolétaire participant à produire la plus-value que se répartissent ensuite les capitaux particuliers. Donc il se développe d'autant plus que les prolétaires affrontent plus globalement la bourgeoisie. Ce qui est, nous l'avons déjà noté, dans un premier temps, à un premier degré de globalité, affronter son Etat. Dans la seule opposition de prolétaires particuliers à un capital particulier, c'est le rapport salarial et la concurrence qui dominent. Nous avons vu pourquoi se constituer ainsi en classe indépendante, poursuivant son intérêt général, nécessite la médiation d'une organisation spéciale. Mais au fond, si ce parti est relativement extérieur aux prolétaires, c'est parce que la classe l'est elle-même, est autre chose que eux-mêmes additionnés. Cette puissance particulière de la classe est la seule dont disposent les prolétaires pour transformer les « circonstances » et eux-mêmes. Se fondre dans la classe est une « servitude volontaire », mais à l'opposé de la servitude destructrice et aliénante imposée par le capital, mais gage d'une liberté supérieure, mais moyen de se développer en tant qu'hommes complets débarrassés alors de toute servitude.

Le parti, qui est le catalyseur qui cristallise les prolétaires en classe, en une puissance libératrice, le prolétariat, est évidemment lui aussi contradictoire, à la fois extérieur et intérieur aux prolétaires. Ceux qui critiquent son extériorité ne font qu'enfoncer une porte ouverte. Il est évident que la nécessité du parti est une conséquence du capitalisme, et qu'il en est donc aussi un stigmate. Et il est tout aussi évident que son « mauvais côté », cette extériorité, peut se développer, prendre le dessus, et le parti s'autonomiser en puissance sur le prolétariat, se retournant contre lui, le dissolvant en tant que classe agissante selon ses buts, son intérêt général. Evidemment, plus un parti a conquis une grande influence sur les prolétaires de par les succès qu'ils ont obtenu avec lui, plus son pourrissement éventuel est lourd de conséquences néfastes. La phase qui suit une révolution politique est particulièrement dangereuse à cet égard, du fait que de nombreux membres du parti accèdent alors à des postes de direction dans les nouvelles institutions et les entreprises nationalisées et peuvent aisément se transformer en une « nouvelle bourgeoisie ». L'histoire a fourni assez d'exemples connus de tels retournements, sans compter les partis ouvriers qui étaient dès leur origine, ou devinrent rapi-

---

17 Ceci notamment par le biais de la péréquation des taux de profit à l'échelle de l'aire capitaliste, aujourd'hui mondialisée. Nous ne pouvons développer ce point ici. Voir T. Thomas, *Les Mondialisations*, éd. Contradictions.

dement, d'indéfectibles soutiens au capital, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur ce point.

Il est donc très facile de se saisir de cette histoire trop pleine d'expériences de ce genre pour réfuter toute idée de la nécessité d'un parti, ou alors d'imaginer une organisation qui serait celle de tous les prolétaires, sans aucune contradiction entre elle et eux, sans aucun caractère particulier « d'avant-garde », aucun rôle particulier d'orientation de la lutte. Sous prétexte de refuser tout « embrigadement », tout « maître », les positions les plus extrêmes en ce sens veulent faire coïncider absolument les prolétaires et l'organisation. Toute autorité supra individuelle est immédiatement suspecte, immédiatement rejetée parce que considérée comme irrémédiablement et uniquement nuisible par nature. Ceux-là ont le culte de l'individu, mais il s'agit de l'individu privé, tel qu'il est dans le capitalisme, qui n'aurait qu'à refuser les dominations extérieures à son « moi » qui l'étouffent, patrons, Etat, religion, etc., pour pouvoir s'épanouir dans la réalisation de ce « moi » tel qu'ils est. Ils n'imaginent pas une seconde, dans leur adoration toute stirnérienne de l'Unique, qu'il s'agit de transformer et les circonstances (dont les dominations qu'ils veulent rejeter ne sont que des éléments déterminés) et les individus égoïstes et bornés qu'elles ont produites. Et ils imaginent encore moins que cela est un procès révolutionnaire complexe, fait d'une dialectique de révolutions politiques et sociales.

Mais il est des argumentations plus subtiles que celles-ci pour réfuter la nécessité d'un parti. Elles disent le vouloir, mais en empêchant ses « mauvais côtés » d'exister par le moyen de formes d'organisation parfaitement démocratiques. Elles discutent des vertus des formes à cet égard : Fédéralisme, Conseillisme, Autogestion, ou autres formes supposées garantir que le prolétariat pourrait se constituer en classe sans que ceci ne nécessite une organisation centralisée, une élaboration et une mise en œuvre des objectifs stratégiques et tactiques, bref une direction, avec tout les risques que cela comporte. La discussion sur le parti se réduit alors, pour l'essentiel, à une discussion sur ses formes, sans qu'on en voie l'essence contradictoire.

Il est évidemment tout à fait légitime, et même indispensable, d'étudier soigneusement la question des formes du parti. Il est tout à fait exact qu'elles peuvent, ou pas, favoriser l'initiative et la responsabilité de ses membres comme des masses, le contrôle de la direction, la participation la plus ample possible de tous aux processus des décisions qui définissent les buts et moyens de la lutte, donc l'éducation politique et l'unité

du plus grand nombre. Il est évident que les prolétaires ne reconnaîtront et n'accepteront le rôle du Parti que s'il est réellement un appui pour eux, que s'ils le vivent comme leur force leur appartenant, que s'ils en sont écoutés, compris et respectés comme étant les acteurs de la lutte. Ils ne veulent pas « d'embrigadement », pas d'autorité bureaucratique, mais seulement une autorité qui démultiplie leurs propres forces.

La forme a donc évidemment une grande importance. Elle doit faciliter, autant que les circonstances le permettent, l'expression des différentes positions, le débat dans le respect des positions minoritaires, l'initiative et la créativité de la « base ». Mais aussi l'unification des forces révolutionnaires dans l'action, sans laquelle il n'est pas de victoire possible. Il est évident aussi que lorsque la bourgeoisie – et c'est pratiquement toujours le cas – contraint le prolétariat révolutionnaire à des conditions de lutte qui lui imposent la clandestinité, ou une guerre civile, ou une guerre extérieure, elle lui impose alors non seulement les plus grands sacrifices, mais surtout l'oblige à des formes d'organisation plus ou moins militarisées, où cette vie démocratique est rendue difficile, où alors le Parti peut se couper plus facilement du peuple. Pour ces raisons, le prolétariat ne fait la guerre que contraint et forcé. Par exemple, la guerre imposée à la révolution soviétique fût certainement une des causes de la victoire finale du mouvement capitaliste contre le mouvement communiste dans les années 20 en URSS (ces deux tendances coexistant nécessairement après la révolution politique, et d'autant plus dans les circonstances particulières de la Russie de 1917). On sait en effet que la contre-révolution stalinienne s'est notamment (mais pas seulement) appuyée sur la discipline draconienne qui avait dû être instaurée pour répondre à la situation dramatique (famine, destructions, désorganisation de l'économie, ravages s'ajoutant à ceux de la guerre mondiale et au blocus de l'Entente) causée par l'invasion des armées blanches. Les germes nocifs engendrés lors de cette période dite du « communisme de guerre » (centralisation, discipline militaire et pouvoir des cadres, rôle primordial de la force, absorption des meilleurs éléments prolétariens dans des tâches militaires et étatiques) ont alors été développés par le courant stalinien et ont grandement facilité sa prise du pouvoir, à partir de laquelle il a développé l'URSS comme capitalisme d'Etat (d'Etat despotique) et « prison des peuples ».

Mais si la question de la forme de l'organisation a une grande importance, il ne faut cependant pas imaginer qu'elle puisse effacer l'essence du contenu et résoudre à elle seule ses contradictions. D'une

part, pas plus pour un parti que pour un Etat, la forme, fût-elle la plus démocratique, n'est une garantie que les individus (de la classe, de la société) puissent participer réellement au pouvoir, aient les moyens de saisir tous les enjeux, de démêler le vrai du faux, ne soient dominés par des idéologies les trompant sur leurs intérêts les plus importants. D'autre part, le parti communiste étant une organisation de combat, sa forme dépend des caractéristiques, notamment policières et militaires, que la bourgeoisie, plus ou moins aux abois, lui donne. On peut aisément comprendre ces limites du rôle des formes à travers quelques exemples :

- Les formes démocratiques les plus ouvertes ne sont pas une garantie de conscience révolutionnaire et d'indépendance du prolétariat. La minorité peut avoir raison contre la majorité (et ce fût bien souvent le cas au cours de l'histoire).

- Exercer pratiquement (efficacement) sa liberté (un pouvoir) c'est avoir « l'intelligence de la nécessité », être capable de savoir ce qu'on peut transformer, ou pas, comment, et pour quel résultat. « *Les hommes se croient libres pour la seule raison qu'ils sont conscients de leurs actions et ignorants des causes par lesquelles elles sont déterminées* » remarquait Spinoza. Ce ne sont pas des formes démocratiques, contrairement à l'idée répandue, qui peuvent, du moins à elles seules, permettre de décider et d'agir en connaissance de cause, de n'être pas soumis à des dominations qu'on ignore, aux « grandes gueules » démagogiques manipulant les assemblées, etc.

- A l'inverse, la forme centralisée est le moyen d'obtenir une synthèse des expériences et connaissances pratiques dispersées, de les transcender en une intelligence générale de la situation, prenant en considération tous ses aspects. Il ne suffit pas d'additionner de multiples faits locaux, mais de pouvoir les unifier en en donnant la signification générale et en reliant celle-ci au mouvement historique et aux buts poursuivis (« extraire l'unité de la multiplicité »). Evidemment, la centralisation est pure fiction si elle est le produit d'une bureaucratie qui croit détenir la vérité, étouffe l'initiative, la diversité, la discussion, la critique. C'est là le danger bien connu de toute direction, la tendance à s'autojustifier, à se conserver, à se reproduire. Le seul antidote est le niveau de conscience et de combativité des membres de l'organisation, et, plus encore, de la classe.

- Les circonstances de la lutte impliquent elles aussi des formes particulières. La clandestinité imposée par la répression, par exemple, induit évidemment de toutes autres formes d'organisation que celles propres à

un parti légaliste et parlementaire. Il en va de même de la lutte armée. La forme doit donc évidemment être adaptée en fonction des circonstances et des tâches qu'elles induisent.

La forme doit être adéquate à son contenu (constituer les prolétaires en classe et non prétendre se substituer à eux, être eux), aux tâches à tel stade de la lutte, mais jamais elle ne supprimera à elle seule le « problème » du parti, son extériorité relative par rapport aux prolétaires. Cette extériorité est source d'une possible dégénérescence, pouvant aller jusqu'à un possible antagonisme avec le prolétariat. Ceux qui veulent faire jouer à la forme le rôle de supprimer les « dangers » d'une organisation spéciale, d'un parti, et d'une direction dans le parti, en arrivent toujours à vouloir une forme qui, quasiment, ne le sépare pas des prolétaires. Cela implique alors qu'il n'a pas de fonction, pas de tâche particulière, que lui seul est apte à remplir dans les circonstances déterminées du capitalisme. Bref, ils en arrivent à nier l'essence spécifique du parti puisque effectivement là gît le « danger », la contradiction. Ce faisant, ils jettent le bébé avec l'eau sale du bain, et créent une forme inutile, superflue, pour rien, car sans contenu.

Anarchistes et Conseillistes affirment que leurs formes d'organisation sont les seules à permettre l'indépendance du prolétariat parce qu'elles privilégieraient le pouvoir de « la base ». Mais l'indépendance, donc la puissance, le pouvoir des prolétaires sur leur destinée, n'est que dans la classe. Nous avons montré qu'elle n'existe que dans leur intérêt général, et donc dans une extériorité relative par rapport aux individus qui la composent. Les partisans du « basisme » ont certes le plus souvent bien conscience de la nécessité d'une action unitaire des prolétaires, mais ils s'imaginent qu'elle peut se résoudre par « l'auto-organisation » des groupes de base se coordonnant entre eux, et dégageant une direction les représentant tous fidèlement, n'étant que leurs volontés réunies. C'est ignorer l'essence des contradictions qui divisent les prolétaires, les luttes entre idéologie bourgeoise (à base de fétichismes, de réalités apparentes) et conscience communiste qui sévissent dans leurs rangs. C'est ignorer le procès par lequel peut se développer cette conscience communiste, et dont nous avons montré qu'il est une lutte de classe qui exige une organisation spéciale de type parti où centralisme et basisme doivent se nourrir mutuellement, dialectiquement, et non s'opposer comme deux principes antagoniques.

Ceux qui critiquent tel ou tel parti ouvrier doivent d'ailleurs toujours le présenter comme totalement extérieur à la classe, puisqu'ils af-

firmement qu'il n'en défend pas l'intérêt. Mais alors il ne s'agit pas de la forme, ou pas seulement, mais de l'analyse de ce qu'est le capitalisme, ce que sont les conditions du communisme, et le procès révolutionnaire qui en découle.

Nous savons pourquoi le parti est nécessaire, et pourquoi il est contradictoire, unifiant les prolétaires en classe indépendante, mais aussi étant distinct des prolétaires en tant qu'individus ou groupes particuliers, à la fois intérieur et extérieur à eux, n'étant lui-même, vivant, que dans le combat pour leur intérêt général, mais pouvant aussi défendre un intérêt propre en tant qu'institution spéciale, et alors se scléroser, et s'opposer à eux. L'essence du parti étant contradictoire, sa forme l'est évidemment elle-même aussi. Adéquate au contenu tant qu'elle permet au parti de jouer pleinement son rôle de cristalliser les prolétaires en classe renversant la bourgeoisie, d'organiser leurs luttes dans l'intelligence des conditions réelles (la nécessité) et de ses fins générales. Mais aussi pouvant s'opposer à ce contenu puisque, comme toute forme, elle a tendance à se protéger, à se reproduire fixement, c'est-à-dire à reproduire l'institution qu'elle forme, à être conservatrice. Or le parti n'a pas vocation à rester identique à lui-même. S'il remplit correctement ses tâches, c'est-à-dire s'il contribue à élever le niveau de lutte, de conscience, de liberté, des prolétaires, il doit parallèlement s'effacer en tant qu'organisation séparée, tendre parallèlement à fusionner avec le prolétariat, donc à disparaître, en même temps d'ailleurs que celui-ci, dans le même mouvement, tend à disparaître en tant que classe. Le but, l'effacement et l'abolition des classes, est évidemment aussi l'effacement et l'abolition du parti. Ce à quoi s'opposent ceux qui, défendant la fixité de la forme comme un dogme, cherchent à se poser par là en nouveaux maîtres, au prétexte de défendre le rôle dirigeant du « Parti » (version Stalinienne).

C'est pourquoi le parti est sans cesse l'enjeu d'une lutte qui, si elle progresse positivement, doit le transformer au fur et à mesure que les circonstances se modifient et que les hommes changent, gagnant en conscience et en liberté parce qu'ils s'approprient de plus en plus les conditions de la production de leur vie. Mais alors c'est non seulement la fin du parti, de l'Etat, mais, d'une façon plus générale, du politique, en tant que le politique est toujours l'expression d'une séparation entre l'intérêt privé et l'intérêt général. Dans la société communiste ils coïncident, le libre et plus grand épanouissement de chacun étant à la fois possible et condition de l'épanouissement des autres, et réciproquement.

## CONCLUSION :

### LA LUTTE COMME MOYEN ET LE MOYEN DE LA LUTTE

Une brève synthèse des chapitres précédents permettra de conclure.

Il y a des prolétaires, individus dans une situation commune où ils sont exploités, dominés par les produits des travaux des générations passées qui se sont accumulés en face d'eux comme capital, aliénés dans une vie de travaux et de loisirs réifiés, sur laquelle ils ont perdu toute maîtrise. Mais une situation qu'ils vivent employés par un capital particulier, dans la concurrence avec les autres capitaux, qui induit celle entre les prolétaires. Mais une vie dont ils se représentent les conditions de sa reproduction dans les catégories de l'idéologie bourgeoise, qui leur masquent la racine cachée des phénomènes sous leur apparence de rapports entre choses, faisant passer ceux-ci pour des lois naturelles et éternelles. Bref, les moyens de transformer leur situation ne leur apparaissent pas avec l'évidence du vécu immédiat, leur intérêt général ne surgit pas spontanément dans leur conscience.

Dans l'immédiateté et l'urgence des besoins de la vie quotidienne, les prolétaires se comportent d'abord comme les salariés particuliers qu'ils sont, défendant leur salaire et les conditions de leur travail, ou, de plus en plus, cherchant à le conserver ou en avoir un. En tant qu'ouvriers concentrés dans les entreprises, précaires et chômeurs entassés dans les villes, ils s'unissent par fractions plus ou moins importantes pour faire aboutir telles ou telles revendications immédiates. Parfois ils obtiennent satisfaction, notamment dans les périodes, il est vrai de plus en plus courtes, où le capital se développe suffisamment pour que s'atténue la concurrence et que puissent croître les emplois et les salaires. Mais ces résultats sont plus ou moins éphémères, comme le montre, une fois encore aujourd'hui, la dégradation générale de la situation des prolétaires du monde entier. Cela a au moins le mérite d'affaiblir l'idée que le capital peut subvenir aux besoins de tous et améliorer le sort de chacun. Du moins à condition de ne pas tomber dans le piège tendu par les idéologues de gauche, qui veulent faire passer pour coupable non le système fondé sur les divisions sociales capitalistes du travail, mais tel ou tel « mauvais »

capital particulier, ou telle forme particulière d'accumulation du capital, désignés comme bouc émissaire de la crise (par exemple le capital financier, ou le « libéralisme »), et qui veulent faire croire que l'Etat, s'il était dirigé par eux, pourrait obliger le capital à se développer pour le bien de tous.

Quoi qu'il en soit, dans ce type de lutte qu'on peut désigner sous le terme générique de « salariales » (pour un emploi salarié, et le meilleur possible), les prolétaires restent dans la concurrence. Leur unité n'est que partielle, plus ou moins locale. Ils ne forment pas vraiment une classe, c'est-à-dire une force indépendante de la bourgeoisie, unie dans un combat antagonique contre elle, agissant pour l'intérêt général des prolétaires. Ils ne peuvent qu'être impuissants à la vaincre, ce que manifeste en particulier le fait qu'ils remettent leur sort commun, que formule le pouvoir politique, aux mains de partis qui sont effectivement organisés et agréés par la bourgeoisie pour agir dans le cadre de la reproduction du capital. Partis légalistes et parlementaires, dont les chefs recherchent avidement les postes gouvernementaux les plus élevés en prétendant, pour séduire l'électorat populaire, pouvoir mieux répartir la richesse produite. C'est-à-dire qu'ils prétendent modifier le rapport salaires-profits en faveur des premiers. Mais comme l'éventuel accroissement des salaires est conditionné par une plus forte accumulation du capital, « la croissance » qui permettrait « d'avoir du grain à moudre », il faut naturellement pour cela surtout accroître les profits ! C'est cette vérité inexorable de l'accumulation capitaliste qui triomphe aujourd'hui sous le vocable de « libéralisme », bien qu'il existe encore quelques charlatans étatistes qui prétendent qu'un capitalisme plus protectionniste et plus fonctionnarisé, pourrait permettre d'avoir à la fois cette fameuse croissance en même temps que la baisse de la part des profits, au profit de la hausse des salaires ! Ceux des prolétaires qui votent aujourd'hui encore pour eux s'abandonnent aux illusions étatistes, les pires des illusions<sup>1</sup>, et cela malgré les expériences cent fois répétées des échecs et des « trahisons » de la gauche réformiste et légaliste (qui ne sont des « trahisons » que pour ceux qui ont bien voulu se laisser berner pour la centième fois par les mêmes discours).

L'unité des prolétaires n'est pas l'addition de leurs bulletins de vote ou de leurs revendications particulières. Elle est leur existence en tant qu'autre chose que de simples individus privés, obligés de contracter « librement » avec le capital pour la vente de leur force de travail à quoi

1 Car, poussées à l'extrême avec l'aggravation de la crise, elles contribuent à nourrir l'idéologie fasciste (cf. T. Thomas, *Les racines du fascisme*, éd. Albatroz).

l'idéologie démocratique veut les réduire. Elle est leur existence en tant que classe, qui se forme comme puissance particulière, sujet collectif, lorsque la lutte des prolétaires s'élève au niveau d'intérêts les concernant tous (même si tous n'y participent pas, ou pas avec la même intensité) et les opposant à tous les bourgeois, eux aussi en tant que classe (celle des « fonctionnaires », privés ou publics, du capital). Le premier stade de cette lutte, au cours de laquelle les prolétaires se forment en tant que classe, est donc celui où ils s'organisent dans le but de renverser l'Etat bourgeois, forme la plus manifeste de la domination bourgeoise et qui semble la résumer à elle toute seule, en être l'organisation suprême, être l'existence de la bourgeoisie comme classe. Là s'exprime l'opposition prolétariat-bourgeoisie comme un antagonisme. Nous avons vu pourquoi une telle lutte nécessite une organisation spéciale, moyen de la cristallisation des prolétaires en classe, moyen par lequel ils agissent comme prolétariat.

Evidemment la nécessité de cette organisation est un stigmate du capitalisme. Tout comme l'existence persistante du prolétariat affirmant son intérêt comme celui de l'humanité. Tout comme la nécessité de la révolution politique de passer par la domination politique de la classe – et qui dit politique dit extériorité relative par rapport aux individus – pour réaliser la révolution sociale qui supprimera les classes. Le procès révolutionnaire n'est pas la réalisation d'un idéal tout prêt, mais une histoire encore à découvrir, dont on ne connaît bien, concrètement, que le point de départ, les conditions existantes et leurs potentialités. L'affirmation du prolétariat comme classe dominante au moyen de la révolution politique peut paraître une contradiction dans les termes : par définition les prolétaires n'existent que comme dominés. Mais c'est bien, justement, qu'il ne s'agit alors, essentiellement, dans un premier temps, que de domination politique. La domination du capital (i.e. des rapports capitalistes d'appropriation) subsiste encore dans la « société civile », dans la contradiction intellectuels-exécutants, l'existence du travail répulsif encore séparé et opposé au travail intellectuel (et du temps libre opposé au temps de travail répulsif), la domination de la science et de la machinerie sur le travail vivant des ouvriers encore dépossédés de leur maîtrise. Cette domination, nous l'avons rappelé, c'est le rapport capitaliste, c'est le capital. La domination politique n'est pas l'abolition du rapport capitaliste, mais le moyen nécessaire pour développer la révolution sociale, le procès révolutionnaire qui y aboutira, qui abolira la propriété privée de toutes les conditions de la production de la vie qui est la vraie racine de ce rapport. Evidemment la

domination politique d'une classe ne peut exister longtemps comme seulement politique, en contradiction avec la domination d'une autre classe dans les rapports sociaux de production. « *La domination politique du producteur ne peut coexister avec l'éternisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour extirper les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc la domination de classe.* »<sup>2</sup> Mais si ce mouvement d'abolition des classes n'est pas poursuivi, alors la domination politique doit retrouver sa coïncidence avec les rapports sociaux existants (i.e. avec la « base économique ») dont elle est nécessairement le reflet. C'est-à-dire qu'alors, les cadres politiques s'unissent avec les puissances intellectuelles dominantes dans la production pour former une « nouvelle » bourgeoisie (nouvelle seulement en ce que une partie est issue du parti communiste).

Ces bases sont dites « économiques » au sens où elles sont (situées) dans « l'économie » (la production des moyens de la vie), mais sont sociales au sens qu'elles sont (constituées de) ces divisions du travail capitalistes, qui réservent le travail répulsif à une classe particulière et confient la propriété des conditions du travail, y compris de leur intelligence, et de ses produits, à une autre. C'est pourquoi la révolution politique – sinon elle n'est rien qu'un changement de gouvernement ou de forme d'Etat – n'est qu'un moyen nécessaire, et qu'un moment, au cours du procès révolutionnaire, plus ou moins long et complexe suivant les circonstances, pour abolir ces divisions, et jusqu'au travail répulsif et contraint lui-même. Le parti est inhérent à ces divisions et s'efface au fur et à mesure de leur effacement (sinon il devient lui-même un obstacle).

Affirmer la nécessité de la domination politique du prolétariat n'est rien d'autre qu'affirmer le moyen de sa disparition « sociale » (qui est celle de ces divisions sociales). Ce n'est pas glorifier les prolétaires comme des modèles exemplaires parés de toutes les vertus. Ce n'est pas glorifier leur travail comme l'activité la plus noble, la plus humanisante. C'est seulement affirmer que seul le prolétariat, et en passant par cette domination politique, veut et peut supprimer tout cela, lui et ce travail répulsif. Il ne supprimerait pas ce qu'il adorerait !

Tant qu'on parle de prolétaires, de pouvoir politique du prolétariat, c'est que les rapports sociaux capitalistes subsistent, et que tout un chacun agit dans le cadre de ces rapports. D'une certaine façon d'ailleurs, le prolétariat qui accède à la domination politique l'utilise pour achever l'œuvre

2 K.Marx, *La guerre civile en France*, éd. du Progrès (Moscou), O. Choisis, t.2, p.236-237.

de socialisation entreprise par le capital lui-même, mais à laquelle, à un certain stade de son développement, s'opposent absolument et violemment les rapports sociaux qui sont son essence. On le sait, c'est le capital qui fait progresser la destruction de la petite propriété privée en même temps qu'il concentre et mécanise les moyens de production en d'énormes complexes, chacun activé par un « travailleur collectif ». Mais chacun dirigé par une couche spéciale de ce « travailleur collectif », managers et ingénieurs qui se comportent globalement comme propriétaires et se caractérisent comme les capitalistes « actifs » (les agents qui organisent le procès de production comme procès de valorisation du capital). Dans le même mouvement, la propriété juridique est séparée de cette propriété active en se développant comme capital financier, dans lequel elle est aussi socialisée, mais seulement au sens où ce capital draine et concentre l'épargne sociale, aussi bien directement que par le biais de l'Etat (notamment la dette publique), puisqu'elle reste privée au sens où ce capital financier est lui aussi aux mains d'une couche particulière de managers chargés de sa valorisation<sup>3</sup>.

Bref, le capitalisme développe à la fois une certaine socialisation du travail, dans le sens d'un « travail combiné à grande échelle », et une plus grande division du travail entre les maîtres de ses conditions et ceux qui en sont dépossédés<sup>4</sup> (on peut nommer de différentes façons cette division : travail intellectuel et d'exécution, travail riche et travail répulsif, dirigeants-dirigés, etc.). Ces « maîtres » incluent évidemment les capitalistes actifs évoqués ci-dessus. Il en résulte justement que la révolution ne se limite pas à l'expropriation des propriétaires juridiques et financiers, stigmatisés comme spéculateurs, rentiers, par la gauche réformiste qui leur reproche de parasiter le « bon » capital productif (ce qui ne manque pas de sel de la part de ces grands spécialistes du parasitisme politique et bureaucratique !), et d'être responsables de sa crise. Ils font l'éloge de ce « bon » capital dont il faut selon eux favoriser la croissance pour créer des emplois et élever le niveau de vie de tous, donc aussi l'éloge de ce « travailleur collectif »<sup>5</sup> qui en est l'agent, « oubliant » cette division du travail

3 Bien qu'il s'agisse de « capital fictif ». Cf. T. Thomas, *L'hégémonie du capital financier et sa critique*, éd. Albatroz.

4 « *La forme capitaliste du travail, c'est-à-dire le travail combiné à grande échelle sous des maîtres capitalistes* », K. Marx, *Lettres à Kugelmann*, E.S., p. 155.

5 La notion de travailleur collectif est à relier à la « théorie de l'enveloppe », évoquée note 41, chapitre 3, qui considère que la production étant entièrement socialisée par le capitalisme moderne, monopolistique, il suffirait alors de faire sauter « l'enveloppe » de la

toujours plus développée en son sein, et qui est le capital vivant, en action. Les salariés (et ces capitalistes actifs le sont pour la plupart), le « travailleur collectif », le capital en fonction (par opposition au capital financier fictif), l'Etat qui devrait organiser tout cela en société rationnelle et consensuelle, voilà quelques fondements essentiels de l'idéologie bourgeoise dite de gauche.

Bien évidemment, le capital se survit en déployant tous ses efforts pour maintenir cette division du travail spécifique qui est la racine la plus profonde de la classe bourgeoise (de la propriété des conditions de la production). Il peut aisément dans une crise, pour sauvegarder cet essentiel, aller jusqu'à restreindre la propriété juridique et financière privée en la nationalisant, en partie, voire en totalité pour les plus grandes entreprises. Cependant, reproduire cette division du travail, c'est reproduire le travail prolétaire qui en est un pôle, dans la plus grande quantité possible puisqu'il est celui qui fournit l'essentiel du travail gratuit, base de tous les profits. Et, on le sait, c'est justement là que le bât blesse le capital, puisqu'il n'y parvient, ne se reproduit, qu'en augmentant la productivité, c'est-à-dire en diminuant le temps nécessaire à la production des marchandises. Ce qu'il n'obtient que par une mécanisation et une mondialisation toujours plus poussées du procès de production (au sens complet du terme, y inclus les échanges).

Ainsi le développement du capital, exactement comme Marx l'avait démontré, est un mouvement qui ne contient pas seulement le dépérissement de la propriété privée, du moins dans son idéal de propriété personnelle des moyens de son travail et de sa vie « privée », qui fonde l'individu dans la conception bourgeoise. Mais bien plus encore celui du capital lui-même en tant que rapport fondé sur l'existence du travail prolétaire à l'un de ses pôles. En réduisant sans cesse la quantité de ce travail contenu dans les marchandises, au point d'arriver à la diminuer absolument malgré l'augmentation considérable de la production de celles-ci, il pose lui-même la possibilité de la fin de la domination du travail contraint sur la vie des prolétaires, autrement dit la fin de l'existence prolétaire. Mais la possibilité seulement, car il l'empêche par le moyen de crises continuelles, qui, détruisant massivement hommes, capitaux et nature, font ainsi se survivre un mode de production capitaliste dans lequel les potentialités du temps libéré du travail se transforment en chômage et en misères sans cesse accrus, et terriblement. Certes le capitalisme a aussi

---

propriété juridique et financière pour que s'épanouisse en communauté, en propriété collective (alors assimilée aux nationalisations), cette socialisation déjà là.

développé les sciences et les techniques, le travail intellectuel riche, mais en se l'assujettissant, en le dévoyant dans des fins absurdes et destructrices, au seul but de produire le maximum de profits, de sorte que la fraction spéciale de la population qui en est chargée est entièrement (sauf rares exceptions individuelles) du côté de la bourgeoisie, vouée à la reproduction du système, aliénée, malgré leur science, dans les mêmes fétichismes et comportements, comme n'importe quels autres fonctionnaires du capital. Cette reproduction devenant de plus en plus difficile « naturellement » et démocratiquement, les « superstructures » étatiques, médiatiques, idéologiques et intellectuelles, au sens large, qui en ont la charge doivent agir de façon de plus en plus totalitaire et brutale pour y parvenir. A la régulation par la « main invisible » de l'économie bourgeoise classique s'ajoute de plus en plus la main armée de la politique bourgeoise (qui était pourtant déjà fort active dès les origines).

C'est bien pourquoi la destruction de toute cette superstructure, donc la prise du pouvoir politique, est plus que jamais nécessaire pour libérer les potentialités de temps libre, de fin du travail aliéné et de développement d'hommes riches de qualités et d'activités élevées contenues dans le capital. « *La propriété privée ne peut être abolie qu'à la condition que se soit réalisé un développement complet des individus ; ceux-ci se trouveront en effet en présence de forces productives et de formes d'échanges de caractère multiforme et seuls des individus dont le développement sera complet pourront se les assimiler, c'est-à-dire en faire l'activité libre de leur existence.* »<sup>6</sup> Voilà encore bien posée l'idée que la fin de la propriété privée n'est pas une affaire de décret, mais d'appropriation de « l'intellect général », de toutes les conditions de la vie produites par les générations passées qu'il concentre.

Ainsi, l'affirmation du prolétariat comme classe politiquement dominante est, certes, dans une certaine mesure, le maintien du rapport capitaliste dont il est un des pôles. Mais elle est le moyen d'obliger le capital à achever son mouvement historique de sa propre destruction, celle de la propriété privée dans toutes ses formes, qui est en même temps celle des travaux abrutissants, bornés à des gestes de détail, et produisant des individus rabougris. En effet, cette domination politique, qui ôte à la bourgeoisie un élément essentiel de sa domination (le pouvoir absolu dans la « superstructure »), permet de desserrer, puis d'éliminer les freins qu'opposait violemment la chape totalitaire de cette « superstructure » à

6 K. Marx, *Idéologie Allemande*, E.S., p.445.

cet achèvement. C'est, si l'on peut dire d'une certaine façon, l'affirmation du capital jusqu'au bout des côtés positifs de son rôle historique, du capital comme force socialisant la production, développant les sciences, la productivité et abolissant le travail ouvrier. Mais affirmation qui exige en réalité sa négation, puisque le capital, n'existant que dans la valorisation (le profit), ne pouvait poursuivre ce développement des « forces productives » qu'au prix de catastrophes toujours plus monstrueuses et destructrices. Et aussi, bien sûr, puisque la révolution politique est le moyen de poursuivre le procès d'abolition du travail ouvrier dans le sens non pas inhumain, mortel, et jamais achevé, qu'il était sous le capital, mais dans celui de la fin de l'exploitation, de toute division sociale intellectuel-exécutant, et de l'appropriation de la puissance sociale par chacun. Seul le prolétariat peut porter cette exigence à son terme, parce que seul il souffre absolument de l'exploitation, du travail aliéné, et de « l'exclusion » sous toutes ses formes (qu'il ait du travail ou, pire, qu'il n'en ait pas). La bourgeoisie est, elle, prête au contraire à faire mille guerres, à causer mille ravages planétaires, pour sauvegarder son pouvoir d'appropriation et ses privilèges. Elle défendra ses positions pied à pied, longtemps encore après la révolution politique et ses premières transformations sociales. Tout cela explique qu'il est non seulement parfaitement juste, mais surtout absolument nécessaire, car vital pour l'humanité, que le prolétariat s'affirme comme classe politiquement dominante, affirmant en même temps que son intérêt général est celui de tous, étant seul celui d'un possible avenir pour les hommes. Qui n'est pas écrit d'avance ! Qui n'est pas une prophétie ou une mission à réaliser, mais une nécessité qui se découvre dans toutes ses conséquences radicalement révolutionnaires, dans le cours même de la lutte des prolétaires pour la vie.

C'est un fait bien établi, et bien expliqué, que plus les difficultés de la reproduction du capital s'accroissent, plus l'Etat joue un rôle prépondérant pour l'assurer, la domination bourgeoise se faisant totalitaire (y compris sous le vocable à la mode de « libéralisme »). Les communistes se distinguent de tous les autres partis se prétendant ouvriers, populaires, de gauche, etc., en ce qu'ils combattent fermement toutes les illusions sur l'Etat. Ces autres partis s'appuient sur les fétichismes présents chez les prolétaires, et dont les principaux ont été rappelés ci-dessus (chapitre I), pour les inciter à tout espérer de l'Etat, pourvu qu'ils en obtiennent le gouvernement. Ils déploient tous leurs efforts, conjointement avec les autres partis bourgeois, pour les enfermer dans la voie sans issue du « marché », de la concurrence, des nationalismes, en prétendant pouvoir

contrôler tout ça, et jusqu'à l'accumulation du capital, par une législation ad hoc. Pour eux l'agent des transformations sociales est l'Etat, le peuple n'étant sollicité que pour leur en confier le gouvernement. Ils craignent plus que tout son activité autonome, directe, qu'ils qualifient de « désordres » et qu'ils répriment : ils ont été régulièrement au cours de l'histoire du mouvement ouvrier chargés du gouvernement pour le briser<sup>7</sup>, et le noyer dans le sang par les forces de l'Etat si nécessaire pour ce faire<sup>8</sup>. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut, d'aucune façon, se réaliser par l'occupation de postes ministériels dans l'Etat. Il doit impérativement être brisé. Non seulement parce que ce sont tous les corps de l'Etat, armée, police, justice, éducation, etc., qui sont construits et occupés par et pour la bourgeoisie. Non seulement parce qu'ainsi des ministres « communistes » ne dirigeraient pas l'Etat mais seraient dirigés par lui. Mais, plus fondamentalement encore, parce que cette énorme machine bureaucratique est, par essence comme par construction, la réalisation même de la dépossession du peuple de toute puissance politique et sociale.

Dans cette voie, qui est celle de la gauche, la classe ouvrière n'existe pas. Pour contribuer à la constituer, les communistes s'unissent en combattant sans faiblesse tous ces partis bourgeois de gauche qui n'ont d'autres perspectives que se disputer les clientèles électorales et les postes dans l'appareil d'Etat. Ils s'efforcent notamment de démystifier la fausse alternative gauche (étatisme) – droite (libéralisme), qui est présentée comme telle par les idéologues bourgeois, bien qu'elle ne représente qu'à peine une nuance au sein de la bourgeoisie. Telle est leur première tâche en vue de constituer les prolétaires en classe indépendante : arracher le maximum de prolétaires à l'influence de la gauche. Ils s'unissent pour cela en se délimitant d'elle fermement et soigneusement. Ils savent le danger que celle-ci représente, notamment lors des épisodes cruciaux du procès révolutionnaire. Car alors, et bien qu'en général les réformistes s'opposent à toute révolution politique, jouant systématiquement le rôle de fossoyeurs en dernier ressort des soulèvements prolétariens, il leur arrive, pour cela même, de se « gauchir » verbalement jusqu'à parler un langage de révolution politique et de se répandre en promesses de trans-

---

7 Un cas d'école à cet égard, en France, est celui du PCF à la Libération. Voir par exemple l'ouvrage très documenté de G. Madjarian, *Conflicts, pouvoirs et société à la Libération*, U.G.E., collection 10/18.

8 Autre cas d'école, les socialistes allemands au pouvoir après la première guerre mondiale.

formations sociales radicales afin d'embrasser le mouvement pour pouvoir mieux l'étouffer et le réprimer. C'est dans ces moments-là qu'ils se révèlent tout à fait ouvertement comme une véritable « cinquième colonne » de la bourgeoisie dans le camp prolétaire. D'où la nécessité de les démasquer avant qu'il ne soit trop tard.

Les communistes affirment la nécessité de détruire l'Etat bourgeois comme seul moyen de véritables transformations des rapports sociaux. Il n'est pas besoin d'une révolution politique quand on ne veut rien changer d'essentiel aux rapports capitalistes. Un simple changement de gouvernement, pouvant même s'étendre plus largement au personnel étatique dirigeant (comme l'a fait le fascisme), suffit pour « réformer », c'est-à-dire tenter de relancer l'accumulation capitaliste (que ce soit par des mesures économiques et sociales, ou/et par la militarisation et la guerre).

Ce procès de transformations radicales des rapports sociaux se présente donc comme le but de la révolution politique. Il ne peut pas être saisi par l'ensemble des prolétaires, dans un premier temps, dans toute son ampleur, toutes ses conséquences, pour toutes les raisons qui ont été exposées dans les chapitres précédents. Il se présente donc d'abord sous la forme d'un programme immédiat, des premières mesures que la révolution politique permettra de réaliser, telles qu'elles résultent des conditions, des potentialités réellement existantes dans une situation historique déterminée. Marx distinguait en son temps « *la société communiste telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste* » et « *la société communiste développée sur des bases qui lui sont propres* »<sup>9</sup>. Ce n'est pas le lieu ici de détailler ce que pourrait être ce programme immédiat. Rappelons pour mémoire que, pour des pays capitalistes tels que ceux de l'Europe, par exemple, c'est toujours la question du temps libre pour abolir les divisions du travail, et donc transformer le travail en activité riche et libre, qui en constitue l'ossature (celle du mouvement qui conduit à l'abolition de la propriété privée sous toutes ses formes). Donc, sont notamment à l'ordre du jour la diminution drastique du temps de travail contraint, par la rationalisation de la production, la suppression des gaspillages, des

9 Marx fait cette distinction des deux phases de la société communiste dans sa fameuse *Critique du Programme de Gotha*. Mais la première société n'est pas à vrai dire « communiste », puisque « *sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, (elle) porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue* ». Et l'histoire nous a appris, mieux encore que la théorie, l'ampleur et la puissance possible de ces « stigmates » ! Seule est communiste la société développée sur la base de l'appropriation par tous des conditions de la vie créées par le travail des hommes, au lieu qu'elles les dominent dans le capitalisme.

bureaucraties, des parasites, des productions et activités socialement inutiles, etc.<sup>10</sup>, et par le partage entre tous de cette quantité de travail contraint restant à accomplir, pour que chacun en ait le moins possible. Ce partage du travail sera en même temps partage des revenus, et, surtout, possibilité pour chacun d'avoir le temps de développer ses plus hautes qualités et de participer de plus en plus pleinement, directement et réellement à la gestion des affaires communes. Travailler tous, travailler moins, travailler autrement.

Ne serait-ce que sur ce seul exemple, on voit bien que le programme communiste s'oppose radicalement à celui des partis de gauche. Ces derniers ne font que parler d'égalité, de partage, de solidarité, et se vantent d'inscrire tout cela dans des Constitutions ou autres déclarations de principe sur les Droits, tandis que la réalité des rapports sociaux est toujours plus contraire à leur verbiage. Les communistes dénoncent cette hypocrisie des formules creuses sur « les valeurs républicaines », les droits et le partage équitable. Ils montrent que les conditions de l'égalité sont dans l'appropriation des conditions du travail, que c'est cette propriété qu'il faut d'abord « partager », si l'on veut à tout prix parler de partage. Bien qu'à dire vrai, il ne s'agisse pas finalement d'égalité (ce qui veut toujours dire compter, mesurer, contraindre) dans cette appropriation, mais de liberté ; pas de réduire les hommes et leurs rapports à des quantités qu'on mesure et compare, mais de développer les qualités des individus, donc aussi leurs jouissances. Les qualités ne se mesurent pas, ne s'égalisent pas, mais se développent les unes par les autres. Ils ne parlent pas de partage « du » travail en général : il y a évidemment déjà partage du travail dans la société capitaliste, mais dans la division capitaliste de ce travail. Dans ce domaine ils luttent, dans un premier temps, pour le partage du travail contraint, et la diminution drastique de sa quantité, de sorte à augmenter le temps disponible pour que tous puissent acquérir les moyens d'accéder au travail riche (enrichissant). Et ce procès de destruction de la division capitaliste du travail, de la propriété capitaliste, seule une révolution politique peut permettre de l'enclencher. Et il y aura encore luttes de classes ensuite pour le mener jusqu'au bout. Evidemment, plus le capitalisme a développé la puissance productive, donc plus l'économie de travail contraint est potentiellement grande, plus aussi peuvent être rapidement achevé ce procès, et réunies les bases « propres » au développement d'une société communiste.

10 Voir, T.Thomas, *Crise, Technique et Temps de Travail*.

Mais revenons, après ce bref détour à propos du lien nécessaire entre révolution politique et transformations sociales, sur la question de l'unité des prolétaires, de l'existence de la classe. C'est peu dire que cette unité n'existe pas aujourd'hui, ni au niveau européen, pas même au niveau d'un seul pays, et encore moins, si moins que rien était possible, au niveau international. Nous avons vu qu'elle ne se forge pas comme le produit de la pensée, de la seule démonstration de sa nécessité, mais que la conscience de cette nécessité se développe d'abord comme un produit de la lutte et des besoins pour lesquels les prolétaires luttent. Il n'y a pas à proprement parler de « retard » de la conscience des prolétaires sur une situation qui serait « objectivement » révolutionnaire. Ce genre de considération, en vogue chez certains théoriciens, revient à dire qu'il conviendrait de combler le dit retard par une éducation ad hoc, qui viendrait d'un parti considéré alors effectivement comme une sorte de « deus ex machina », apportant de l'extérieur aux prolétaires cette conscience qui leur manque. La conscience fait partie de la situation, correspondant à l'intensité vécue de ses antagonismes. Répétons-le, elle se forge à partir de la lutte et de ses besoins, dont le parti ne donne que « la vraie parole », les conditions de réalisation, à chaque étape comme sur le long terme. Mais le fondement de son action est le développement de la lutte classe contre classe, puisqu'il est celui de la conscience de classe.

La domination de l'idéologie bourgeoise a, elle aussi, des bases objectives. Elle se maintient plus influente que cette conscience tant que l'existence des prolétaires ne les contraint pas à une lutte telle que le besoin d'une critique radicale du capitalisme leur devienne une nécessité pratique. Une sévère crise du capitalisme est évidemment le terreau indispensable sur lequel se développe, aussi inéluctablement qu'elle, la lutte et ses exigences. Il faut que « ceux d'en haut » ne puissent plus assurer la reproduction du capital dans la paix sociale et internationale, sans destructions et catastrophes massives, et qu'alors « ceux d'en bas » ne puissent plus supporter leur sort, soient obligés, « qu'ils le veuillent ou non », à une lutte radicale. « *Peu importe ce que tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, imagine momentanément comme but. Seul importe ce qu'il est et ce qu'il sera historiquement contraint de faire en conformité de cet être.* »<sup>11</sup> C'est dans la même veine, certes quelque peu exagérée dans le sens déterministe, compte tenu que Marx portait alors la contra-

11 K. Marx, *La Sainte Famille*, éd. La Pléiade, O. Philo. p.460. Nous avons donné des exemples de cette « imagination » à propos des revendications sur l'Egalité ou le droit au travail (cf. §3.3)

diction matérialiste aux verbiages des socialistes idéalistes, qu'il écrivait aussi, dans sa célèbre Préface à sa Contribution à la Critique de l'Economie Politique<sup>12</sup> : « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ». Une des raisons à cela (autre que celle, objective, de l'existence des conditions matérielles de nouveaux besoins et de leur satisfaction, d'une nouvelle société) est subjective : tant qu'il y a accumulation du capital de telle sorte qu'il puisse aussi, outre la croissance des profits, entretenir le peuple, accroître plus ou moins son « niveau de vie » et le conserver dans cet espoir, la lutte de la masse prolétaire reste dans le cadre du rapport salarial et de son amélioration, et ne pose pas le problème de la révolution politique.

Mais voilà justement que s'ouvre, de ce point de vue, une nouvelle époque. La fin du 20<sup>ème</sup> siècle a vu la victoire des dernières grandes luttes anti-coloniales, et l'implosion de l'empire russe qu'avait construit la contre-révolution stalinienne. Le démantèlement des empires protectionnistes ainsi achevé, le capital pouvait entrer pleinement dans la troisième grande phase historique de sa mondialisation : son libre développement sur l'ensemble de la planète, l'internationalisation globale de son aire d'accumulation<sup>13</sup>. C'est une époque qui s'ouvre aussi par le début, dans les années 70, de cette grande crise qui, depuis, se perpétue et s'aggrave, malgré quelques courtes phases de « reprise », sans aucun espoir de solution pacifique. Et cela bien que cette mondialisation ait fourni un formidable coup de fouet à la production de plus-value et à l'accumulation du capital, insuffisant toutefois pour contrecarrer durablement les facteurs induisant la tendance inverse à la baisse du taux de profit<sup>14</sup>. C'est une époque donc qui voit les peuples du « Tiers Monde » découvrir que l'indépendance politique n'a en rien aboli leur misère, ni leur domination par les puissances impérialistes, ni les guerres subséquentes. Ils découvrent que seuls une mince couche de bourgeois plus ou moins compradores se sont enrichis de cette indépendance en insérant leurs pays, comme fournisseurs de matières premières et sous-traitants à bas salaires, dans la chaîne du capital mondialisé. C'est une époque qui voit les peuples des

12 E.S., p.5.

13 Abstraction faite ici du développement de toutes sortes de résistances nationalistes à cette internationalisation. Cf. T. Thomas : *Les Mondialisations*, éd. Contradictions.

14 Pour une argumentation sur ce double mouvement, cf. T. Thoams, *La crise chronique...*, op. cit.

pays développés subir l'écroulement du soi-disant « Etat Providence »<sup>15</sup> et redécouvrir des situations de chômage massif et de précarité tendant à une paupérisation qu'ils croyaient à jamais révolue.

Ce dernier point constitue la plus grande nouveauté : pour la première fois, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les prolétaires des pays développés sont massivement placés dans la nécessité de trouver une autre voie pour leurs revendications que celle proposée par les partis ouvriers bourgeois. Ceux-ci, comme le PC en France, sont largement déconsidérés dans leurs rangs. Pour le moment immédiat, ils tournent leur révolte vers un rejet des politiciens par l'abstention, ou le vote « protestataire ». Mais aussi entreprennent des luttes qui, ici et là, commencent à prendre des formes radicales et violentes. La révolte de la jeunesse, qui comprend qu'elle n'a pas de futur dans le système actuel, devient aussi un élément, évidemment particulièrement dynamique, de l'ébullition qui gagne toute la société. Certes il ne s'agit pas encore à ce jour de la constitution d'un puissant mouvement des prolétaires unis. Très peu encore éprouvent le besoin de s'organiser en parti révolutionnaire. Beaucoup encore s'en prennent aux politiciens, et non à l'Etat lui-même, dont, dans le souvenir de l'Etat Providence, ils attendent encore au contraire trop souvent qu'il crée la « croissance », les emplois et assure le partage « équitable » des richesses. Et ils sont évidemment puissamment poussés dans cette voie par tous les partis de gauche, qui les incitent à s'en prendre au « libéralisme », à la « mondialisation », à la « finance » plutôt qu'au capitalisme. Qui alimentent sans cesse le fétichisme de l'Etat qu'ils espèrent tant diriger et parasiter. Qui poussent au protectionnisme, et donc au nationalisme, plutôt qu'à l'union internationaliste des prolétaires.

Cette situation provisoire « d'entre deux », les prolétaires, pour une large part, ne croyant plus dans les partis de la gauche, mais ne luttant pas encore pour construire une autre alternative, crée une atmosphère de désespérance (« no future ») qui est perçue même par les observateurs bourgeois. Par exemple dans cet éditorial intitulé « Tristesse » du journal financier *Les Echos*<sup>16</sup> à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle : « *La tristesse et le désenchantement sont, en effet, une expérience quotidienne pour une génération qui ne croit plus aux « lendemains qui chantent » des idéologies révolutionnaires.....La lecture des quotidiens comme le spectacle du*

15 Formulation des idéologues bourgeois, puisque l'Etat a toujours été un instrument de la reproduction des rapports capitalistes, et ne redistribuant aux prolétaires, via le « salaire indirect », qu'une part des plus minime de ce qu'ils produisaient.

16 *Les Echos*, 05.12.00, Favilla.

*journal télévisé ne peuvent que plonger dans la dépression n'importe quel citoyen..... Cette tristesse pourrait n'être que superficielle si elle ne s'accompagnait pas d'un sentiment d'impuissance. Tout se passe comme si tout le monde éprouvait un dégoût face aux injustices de la société et était convaincu qu' « il faut que les choses changent » mais, simultanément, était persuadé que l' « on n'y peut rien » et qu'il faut essayer de ruser, individuellement, avec « la force des choses ». Pour vaincre la tristesse il ne reste plus qu'à trouver les moyens de distraire les gens ! La bourgeoisie en connaît un rayon dans ce domaine : l'abrutissement médiatique, les loisirs aliénés, les religions<sup>17</sup>, les drogues, les sports, etc. Du pain et des jeux ! Mais les jeux ne suffisent plus quand le pain se fait rare, qu'augmentent inexorablement chômage et pauvreté. En son temps un autre éditorialiste titrait dans le journal Le Monde : « la France s'ennuie ». C'était à la veille de mai 1968 ! De l'ennui on passe, 40 années plus tard, à la tristesse et à la déprime. Comme d'habitude, les intellectuels bourgeois ne voient que certains aspects superficiels d'une réalité qu'ils ne peuvent décrire qu'avec des qualificatifs propres au mode de vie des nantis : on s'y amuse ou on s'y ennue, ce n'est pas plus grave que ça ; la ruse (euphémisme pour magouilles et tromperies) est le summum des qualités que peuvent déployer ces individus pour « contourner » les difficultés (la concurrence, les autres) et réussir dans la vie (mais quelle vie ?). Ils ne connaissent pas la vraie souffrance, et donc non plus la rage et la révolte qui en sont l'autre face, et qui s'accumule avec elle comme une force qui la surmontera parce qu'elle est celle d'une immense majorité qui, tôt ou tard, s'unira nécessairement parce qu'elle n'aura aucune autre solution pour vivre. Et voilà que pour eux le « terrorisme » et les « violences urbaines » remplacent la « tristesse et le désenchantement » comme « expérience quotidienne ». Voilà en fait que, dans le monde, bien moins nombreux qu'ils ne le pensaient sont les « persuadés qu'on n'y peut rien » !*

Certes la souffrance est double lorsqu'elle s'accompagne de « l'impuissance ». Mais l'impuissance n'est absolue que dans l'idéologie dominante, telle que la produit une classe terrifiée parce qu'elle sent bien qu'elle n'arrive pas à enrayer le déclin du système social qui fait sa fortune. La bourgeoisie est persuadée que rien ne peut changer parce que tout ce système est pour elle « la force des choses », la « nature humaine », les « lois de l'économie » telles qu'elle les imagine, et que sur

17 L'immense cirque idolâtre organisé à la mort du pape Jean-Paul II est un des signes de la forte évolution dans ce sens.

ces bases, son monde est le meilleur des mondes possibles. Elle avoue son impuissance en protestant qu'elle « a tout essayé » selon l'aveu de ses chefs<sup>18</sup>, mais ce tout n'est que le rien que le capital en crise peut offrir. Mais la fatalité, l'éternité du capitalisme, ne sont pas des idées qui peuvent dominer très longtemps les prolétaires, car cette impuissance de la bourgeoisie à même seulement les nourrir fait qu'ils n'ont pas d'autres choix que de conquérir le pouvoir pour vivre, ne s'agirait-il, dans leur esprit, que de « prendre » aux bourgeois pour cela. L'impuissance n'est chez eux, aujourd'hui, que le constat de leur erreur à s'en être remis jusque-là à la gauche pour améliorer leur sort. Elle n'est que le moment de cet « entre deux », le temps de passer de la collaboration de classe à la révolution. Eux, ils n'ont pas encore « tout essayé » : ils commencent à peine.

Les réformistes ont toujours brandi leur soi-disant « réalisme » pour détourner les prolétaires de « l'utopie » révolutionnaire. Cela pouvait marcher tant que le capital pouvait distribuer des miettes<sup>19</sup>. La « *realpolitik* » fait croire qu'être concret c'est s'occuper du quotidien sans vues d'ensemble et à long terme, que c'est ne traiter les problèmes qu'un par un, séparés les uns des autres, comme n'étant chacun que des dérèglements particuliers pouvant être réglés au coup par coup, ayant chacun une solution spécifique. Ce n'est pas la voiture qui est nase, mais un jour c'est une crevaison, un autre il faut remettre de l'huile, un autre encore changer une pièce : il n'y a que de l'entretien et des incidents, au pire, exceptionnellement, un accident de la route dû à une cause extérieure. Il ne faut surtout pas globaliser en trouvant des causes communes aux catastrophes dans la nature même du système capitaliste : il marche très bien, pourvu qu'on le rafistole ici et là. Imaginer le contraire serait évidemment proposer un changement de tout ce système, une solution globale elle aussi, et c'est là, pour les soi-disant « réalistes », une beaucoup trop grande ambition pour qu'elle soit réalisable ! Ainsi le comble de l'utopie serait la globalité, et le parcellaire serait le réalisme. Or voilà qu'il devient évident que ce réalisme là ne résout rien, ni la crise du capital, ni la précarisation, le chômage et la misère qui en découlent pour les prolétaires, et les petits

18 En l'occurrence la formule est de Mitterand, mais son successeur Jospin a confirmé lui aussi que l'Etat « ne pouvait pas tout » (il signifiait à des ouvriers licenciés qu'il ne pouvait rien faire pour eux), et son successeur Chirac avouait aux jeunes à la télévision qu'il ne comprenait rien à leur protestations, etc., etc.

19 Un vieux chef réformiste, le syndicaliste F.O. Bergeron, réclamait sans cesse « du grain à moudre » au capital afin de pouvoir maintenir l'influence soporifique de son syndicat sur les prolétaires.

bourgeois en voie de prolétarianisation. Pour ceux d'entre eux – la grande majorité – qui avaient, pendant si longtemps, confié leur sort à la gauche, le désarroi est évidemment important. Mais les voilà obligés de transformer ces illusions perdues en forces nouvelles. Les voilà obligés de ne plus se contenter d'être une clientèle électorale, mais de devoir confier leur sort à leur engagement personnel dans la lutte collective. C'est pourquoi le besoin d'une nouvelle organisation des communistes ne peut que mûrir dans la situation actuelle. Le pire serait de tenter de l'empêcher de se concrétiser. Que ce soit en invoquant unilatéralement les « dangers » qui sont effectivement inhérents à un parti, ce qui est une attitude encore très répandue compte tenu des échecs historiques dans ce domaine (il suffit pour cela d'agiter l'épouvantail stalinien). Ou que ce soit en agissant de telle sorte à fonder des sectes groupusculaires qui divisent les communistes dans des querelles de chapelles, sur des points tout à fait secondaires.

Savoir s'unir, c'est savoir se délimiter. Et c'est tout l'art du révolutionnaire, car, sur ce terrain, il n'y a pas de science exacte, seulement la capacité à l'analyse concrète d'une situation historique déterminée. Aujourd'hui cette délimitation, outre qu'elle exclut évidemment par définition tous ceux qui récusent la nécessité d'une organisation spéciale et centralisée des communistes, exclut aussi tous ceux se réclamant plus ou moins des partis de la gauche réformiste en niant leur caractère 100% bourgeois et la nécessité de les combattre sans compromis. Elle réunira, sans s'encombrer des cadavres du passé, tous ceux qui luttent contre « leur » impérialisme », « leur » Etat, donc aussi contre le protectionnisme et le nationalisme, pour l'abolition de la propriété privée et des classes, c'est-à-dire pour une révolution politique ouvrant un procès de révolution sociale totale, une période de transition pour créer les bases propres à la société communiste en supprimant les divisions du travail inhérentes à toutes les formes de la propriété privée, et en libérant les producteurs de la domination du travail répulsif, contraint.

Bien évidemment les éducateurs doivent être aussi éduqués. En tant que sa fonction est de contribuer à l'éducation des prolétaires – non pas une éducation livresque mais pratique, au sens large où elle est l'acquisition des moyens, de la propriété, de la puissance sociale –, le parti doit lui-même être éduqué. Il s'éduque notamment en concentrant les expériences et les connaissances des prolétaires aux côtés desquels il lutte et apprend. Il s'éduque en confrontant les conséquences pratiques qu'il en tire aux résultats obtenus. Il ne peut d'ailleurs se développer que s'il permet d'élever le niveau d'indépendance du prolétariat, que s'il est

un moyen de renforcer la puissance, donc la liberté, des prolétaires. Sinon, il ne leur sert à rien et dégénère nécessairement jusqu'à s'opposer frontalement à eux.

Les échecs dramatiques des vieux partis communistes de la III<sup>ème</sup> Internationale ont non seulement masqué les grands succès révolutionnaires auxquels ils ont contribué avant de dégénérer, mais ont entraîné la plus grande confusion sur la question de l'organisation en parti des communistes, et toutes les raisons qui la rendent nécessaire. C'est là une des conséquences les plus négatives pour les prolétaires d'aujourd'hui en ce qu'elle les détourne de ce moyen indispensable de leur lutte. C'est pourquoi il était utile d'exposer ces raisons à nouveau. Reste évidemment à mettre en œuvre cette construction, ce qui est une autre affaire puisque c'est le mouvement pratique et ses besoins qui pousseront les éléments les plus avancés à s'atteler suffisamment nombreux et déterminés à cette tâche. Mais vu l'ampleur de la crise, telle qu'elle ressort de l'analyse marxiste qui peut en être faite, la situation devrait très rapidement mûrir dans ce sens. Il faut donc reprendre le débat sur cette question de l'organisation des communistes aujourd'hui, tant au vu des raisons générales rappelées dans cet ouvrage, qu'au vu des expériences historiques et des circonstances concrètes actuelles.

Paris, octobre 2005.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	3
Chapitre I - LES FETICHISMES, OU LE POUVOIR ATTRIBUE AUX CHOSES .....	9
1.1. Le fetichisme de la marchandise .....	13
1.2. Développements des fétichismes avec ceux des rapports capitalistes .....	17
1.3. Mystification du capital comme sciences, techniques et machinerie .....	24
1.4. La concurrence comme coercition externe.....	32
Chapitre II - LES FETICHISMES, BASES DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE .....	39
Chapitre III - IDEOLOGIE BOURGEOISE ET LUTTE DE CLASSE.....	57
3.1. Combattre l'idéologie bourgeoise .....	57
3.2. Quel combat pour quels besoins .....	70
3.3. Le prolétariat comme classe indépendante.....	77
Chapitre IV - LE PARTI COMMUNISTE .....	93
4.1 Classe et parti.....	94
4.2. Le parti comme nécessité.....	100
4.3 Le parti comme contradiction .....	106
CONCLUSION : LA LUTTE COMME MOYEN ET LE MOYEN DE LA LUTTE .....	119
TABLE DES MATIERES .....	137

# Contradictions

Tom Thomas

## Conscience et lutte de classe

La crise du capitalisme, commencée il y a une trentaine d'années, seulement ralentie un temps par la mondialisation libérale, s'accélère de nouveau à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle. Il devient patent que « ceux d'en haut ne peuvent plus » à juguler, malgré l'exploitation chaque jour brutalement renforcée des prolétaires. Déjà Mitterrand avouait : « on a tout essayé ». En vain ! Etalant à la fois leur incompétence, leur corruption, leur despotisme, et leurs rivalités, les « élites » politiques, médiatiques, politiques, qui règnent sans partage, sont déconsidérées.

Pour autant la situation n'est pas encore révolutionnaire, car « ceux d'en bas » restent dispersés et désorganisés, n'ayant pas encore reconnu des objectifs communs les unissant dans une lutte commune. Autrement dit, les prolétaires n'existent pas encore, comme classe, unis comme sujet agissant collectivement contre la bourgeoisie.

Beaucoup affirment que cette inexistence est due aux énormes moyens dont dispose la bourgeoisie – qui, elle, existe comme classe à travers son Etat – pour imposer la domination de son idéologie. Cela est, certes, un fait indubitable mais demeure néanmoins une explication insuffisante. C'est que cette idéologie puise aussi sa force dans une réalité, celle des rapports d'appropriation capitalistes tels qu'ils se montrent « à la surface », dans la vie quotidienne. Ces manifestations apparentes – ou fétichismes, selon le mot de Marx – ont beau masquer l'essence de ce qu'elles montrent, elles n'en sont pas moins réelles, et vécues comme la réalité toute entière.

Puisque l'idéologie dominante a ainsi une base « matérielle », il en résulte que « l'arme de la critique » est insuffisante à la vaincre. Elle ne peut l'être que dans le même mouvement qui abolira cette base qui la produit nécessairement. Donc par une révolution sociale, qui est tout un procès historique dont le renversement de l'Etat bourgeois (une révolution politique) n'est qu'un moment indispensable. C'est une « critique par les armes » qui produira la conscience révolutionnaire, et, en même temps, le prolétariat s'affirmant d'abord comme classe pour pouvoir s'abolir.

Analysant alors les conditions de cette constitution des prolétaires en classe, l'auteur conclut à la nécessité d'une organisation spéciale, un parti, formalisant et représentant leurs intérêts généraux, « cerveau collectif » en même temps qu'Etat-Major de combat. Il montre que cette organisation est, par essence, contradictoire : à la fois une arme décisive et indispensable pour les prolétaires, mais pouvant se retourner éventuellement contre eux, comme l'histoire l'a si souvent montré. Ce qui n'est pas une raison suffisante pour y renoncer.